



3 1761 11971431 9

FINAL REPORT
(PART II)

AUTHOR: P. Welsh

TITLE: Plurilingualism in Switzerland

DIV: VIII-B Report No. 20



Presented to the
LIBRARY *of the*
UNIVERSITY OF TORONTO
by

Mr. Royce Frith
Commissioner

Royal Commission on
Bilingualism and
Biculturalism

ACCOPRESS

GENUINE PRESSBOARD BINDER

CAT. NO. **BP 2507 EMB**

ACCO CANADIAN COMPANY LTD.
TORONTO

OGDENSBURG, N.Y., CHICAGO, LONDON

CA121

-630500

PART II

Peter Walsh

August, 1966.



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119714319>

PLURILINGUALISM IN SWITZERLAND

PART II

This volume is one of a series presenting the findings of the Commission's program of research into the experiences and attitudes of bilingual communities in various selected countries that are, like Canada, faced with problems of bilingualism and biculturalism.

To facilitate the work of the Commission, the material has been organized and paginated so as to correspond with the subject matter of the six study groups. Studies of interest to Groups 1, 2 and 3 were included in the first part of the series. The remaining material is presented as follows:

Internal Research Report of the Royal

Commission on Bilingualism and Biculturalism

	Page
Arts, Letters and Mass Media	
1. Arts, letters and language	1
2. Mass media and broadcasting	201
Private Business and Voluntary Associations	
1. Private business	1
2. Voluntary associations	101
3. Political parties and voting behaviour	201

Material that is not ready at the time of distribution will be published in the form of supplements as it becomes available.

Peter Welsh

August, 1966.

COMPARATIVE STUDIES

Readers are reminded of the general section, paginated in a separate Data Book on Switzerland (Part II) and in Part I of the report. This section provides both an historical

This volume is one of a series presenting the findings of the Commission's programme of research into the experiences of certain selected countries that are, like Canada, faced with problems of bilingualism and biculturalism.

To facilitate the work of the Commission, the material has been organized and paginated so as to correspond with the subject matter of the six study groups. Studies of interest to Groups A, B and C were included in the first part of the data book. The remaining material is presented as follows:

<u>For study group:</u>	<u>Subject of Section</u>	<u>Pagination</u>
E	Arts, Letters and Mass Media	
	1. Arts, letters and language	E 1
	2. Newspapers and broadcasting	E 201
F	Private Business and Voluntary Associations	
	1. Private business	F 1
	2. Voluntary associations	F 101
	3. Political parties and voting behaviour	F 201

Material that is not ready at the time of distribution will be published in the form of supplements as it becomes available.

Readers are reminded of the general section, paginated in a simple numerical series, that may be found in Part I of the report. This section provides both an historical introduction, dealing with the linguistic, cultural and social development of Switzerland, and a more precise demographic and statistical profile.

Supervisor: Kenneth D. Arc Rae

LES ARTS ET LES LETTRES EN SUISSE

Peter Welsh
Avril 1966.

	Page
A - La "culture suisse" ou les cultures de langue allemande, française, italienne et rhéto-romanche.	E1
A1 - Les lettres	E2
A11 - Les traits communs aux quatre littératures	E3
A12 - Les littératures française et italienne de la Suisse	E6
A13 - La littérature alémanique	E9
A14 - La littérature rhéto-romanche.	E10
A2 - Les Beaux Arts	E11
A-21- Les Arts Appliqués	E12
A3 - Le Théâtre	E12
A4 - La Musique	E13
A5- Quelques observations sur la vie culturelle en Suisse	E14
B - Le soutien accordé aux activités culturelles en Suisse	E16
B1 - Les Principes généraux	E16
B2 - La Politique culturelle	E18
B21 - La politique culturelle des Communes	E19
B22 - Les Cantons	E22
B23- La Confédération	E26

	Page
B-231 - La Commission fédérale des Beaux-arts	E28
B-232 - La Commission des Arts Appliqués	E30
B-233 - La Commission des Monuments	E32
B-234 - Les Fondations fédérales	E33
B24 - Les Organes para-gouvernementaux	E34
B-241- Pro Helvetia	E34
B-242- Les Fonds national suisse de la recherche scientifique	E43
C - Conclusions	E44
Annexe - I - Le Théâtre	E46
Annexe -II - La Publication de livres en Suisse depuis quelques années	E55
Bibliographie	E58

A. La "culture"¹ suisse ou les cultures de langue
allemande, française, italienne et rhéto-romanche?

Cette partie de l'étude brillera par sa subjectivité, par de nombreuses contradictions apparentes et par un manque de thème cohérent. En bas de la page nous tentons de définir, bien sommairement, la signification du terme "culture". Cependant dans le titre même, faisant allusion à une "culture suisse", nous ne pouvons nous empêcher de penser à un concept qui comporte beaucoup plus que l'expression d'un peuple par des moyens artistiques. Elle signifie une mentalité qui imprènerait tout ce qui relève de la création artistique au sens large du terme. Il est rare qu'une expression culturelle, du moins dans le domaine littéraire, échappe à un cadre national. L'influence sociologique du milieu national prédomine trop pour permettre que l'oeuvre se passe d'une empreinte nationale.

Or s'il en est ainsi, pourquoi tenter de déterminer si l'expression artistique en Suisse reflète un nombre suffisant de caractéristiques typiquement "suisses", ou bien si chacun des groupes linguistiques possède une littérature ou un théâtre qui soient typiquement alémaniques, italiens, etc.

1. Dans cette étude, le terme "culture" signifiera tout ce qui se rapporte aux arts et aux lettres, y compris la "Volkkultur" ou la culture populaire. Il sera également tenu compte des diverses manifestations nationales ou locales qui, elles, font partie de ce folklore.

Nous chercherons à déterminer de quelle manière les littératures suisses dépendent de ou se rattachent à, ou sont indépendantes des cultures-mères. En effet, notre tentative de classifier les produits de la culture suisse, ne sera point un exercice intellectuel. Il s'agit surtout de savoir si, dans le cas où il y a une culture "suisse", il y avait auparavant quatre cultures séparées qui se sont fondues. Dans le cas où les quatre cultures subsistent, pouvons-nous repérer une tendance vers une seule et unique culture suisse qui s'exprimerait dans quatre langues.

La culture doit être l'expression des mentalités, des sensibilités, des modes de vie et de l'esthétique d'un peuple. Dans la Suisse actuelle observons-nous la formation d'une nation hybride? A cette question je me garderai rigoureusement de toute tentative de réponse. Je me bornerai à énumérer un nombre de faits, l'étude desquels permettra au lecteur d'en tirer ses propres conclusions. Il va de soi, que l'auteur se gardera de s'exprimer sur la désirabilité de la naissance d'une culture hybride, ou suisse, ou si la préservation de chaque culture devrait être la fin la plus appropriée dans un Etat multilingue.

A- 1 Les Lettres

N'étant pas un critique littéraire, ni très érudit en ce qui concerne les lettres en Suisse, je procéderai à tâtons dans cette étude.

Contrairement aux opinions étrangères courantes, et également suisses, une étude superficielle des lettres en Suisse révèle une richesse littéraire inattendue, qui, on doit l'avouer, nous étonne. Les annexes de cette étude contiennent des statistiques ayant trait à la publication de livres, etc. Non seulement la quantité, mais la qualité d'une partie de cette oeuvre sont réjouissantes.

Chaque région linguistique de la Suisse, ou plutôt chaque canton possède un grand auteur, et plusieurs de ceux-ci se rangent parmi les grands écrivains des langues utilisées en Suisse. Quiconque familier avec la littérature européenne, reconnaît les noms d'un Keller, un Gotthelf, un Chiesa, un Ramuz, un Cendrars, un Spitteler, etc.

A- 11 Les traits communs aux quatre littératures

Nous cherchons à présenter assez de faits pour déterminer s'il y a une ou quatre littératures suisses. Cette idée, la possibilité de l'existence d'une seule culture, est de la plus haute importance. Nous savons par exemple que la pensée politique, légale et économique de la Suisse est unifiée. Suivant les effets, je veux dire combien l'influence de la forme de l'état et son idéologie ont pénétré le peuple ou les peuples suisses, il y aura ou il n'y aura pas une seule culture suisse. Car c'est dans les arts et les lettres où

on peut estimer l'étendue de la refonte des caractéristiques de chacune des races composantes de la Suisse. Malheureusement nous n'avons pu faire une étude approfondie de la littérature suisse. Nous sommes donc amené à nous fier à quelques histoires littéraires de la Suisse. Il va sans dire qu'il y a divergence de vues sur la question fondamentale posée ci-haut, et ce qui est surprenant, il n'y a qu'une seule oeuvre, qui, à ma connaissance traite des quatre littératures ensemble.¹

En énumérant les traits communs aux quatre littératures il s'impose de généraliser; cependant, pour éviter d'en fausser l'image, ou de créer des stéréotypes, nous indiquerons les exceptions notoires à ce portrait d'ensemble. Ne perdons pas de vue qu'il s'agit de déterminer si les traits individuels de chaque littérature constituent plus qu'un contre-poids à ces traits communs.²

Observons d'abord que l'auteur suisse est souvent étroit d'esprit, ou plutôt qu'il reflète un milieu local, souvent le sien. Comme dans la politique suisse tout émane du bas, il est possible de situer l'objet narré dans un contexte local, il se préoccupera des gens ordinaires menant des vies

1. Calgari, G., The Four Literatures of Switzerland.

2. Dans la littérature nous nous bornons à la poésie, aux écrits de fiction - romans, nouvelles, épopées -, aux autobiographies - journaux intimes, mémoires etc. Il est évident que les histoires, les écrits sur les légendes et la mythologie suisses sont par la force des choses suisses bien que ces sujets soient traités d'une manière différente suivant la langue utilisée par l'auteur.

ordinaires. A cette règle il est difficile de citer des exceptions. Même dans l'oeuvre d'un Carl Spitteler qui s'est concentré sur les épopées romantiques, presque helléniques, on retrouve les traces évidentes de ses origines jurassiennes (Bâle). Toutefois, un Blaise Cendrars ou un Denis de Rougemont (bien que ce dernier ait traité directement de la Suisse) ne présentent rien de particulier qui les rattachent à la Suisse. Celui-là ne serait jamais devenu le poète extraordinaire qu'il fut, s'il n'avait pas échappé et renoncé à la Suisse.

Mais cet esprit apparemment étroit, local ou paroissial, si l'on veut, ne reflète pas le véritable fond de la littérature suisse. Rares sont les oeuvres suisses qui ne s'efforcent pas de transformer cette histoire locale en un thème universel, qui est souvent la défense d'un moral, d'un mode de vie, etc. Un Gotthelf ou un Ramuz qui décrivent un village bernois et le vignoble vaudois respectivement, cherchent à défendre, ou à illustrer une manière de vie traditionnelle, ceci dans l'âge de la machine. C'est en sorte une glorification du paysan, un appel aux lecteurs de préserver un mode de vie, très suisse, contre le progrès, au sens matérialiste du terme. Ce phénomène, où la littérature devient didactique, où l'auteur devient le gardien des valeurs traditionnelles pénètre profondément dans les écrits suisses, surtout dans les romans. Toutefois, il serait faux de dire que toute oeuvre suisse est imbue de cette consonance morale.

En résumé, on peut affirmer qu'un certain localisme dont le but est d'illustrer un moral ou une valeur universelle, un esprit didactique, un certain manque d'émotion sont caractéristiques aux littératures suisses. A la littérature se mêlent la politique, la morale et la tradition. Pour cette raison, l'écrivain suisse a une influence sur la vie sociale, il est prêt à défendre ou condamner un trait, une activité ou toute autre chose qui contredit ce qu'il considère comme les caractéristiques de sa société idéale. Ajoutons également que presque tous les écrivains suisses de renommée ont séjourné à l'étranger; le séjour à l'étranger leur donne la perspective nécessaire pour s'exprimer en tant que Suisse et que l'acceptance à l'étranger facilite la vente des livres en Suisse même.¹

A- 12 Les littératures française et italienne de la Suisse

En Suisse, on dénombre environ 200,000 personnes de langue italienne et environ un million de langue française; ce sont deux marchés très petits. En termes économiques la vente d'un livre se révèle d'autant plus difficile, surtout lorsque les tirages sont bas. Les deux minorités romandes ont toujours maintenu des liens culturels étroits avec la

1. Berchtold, La Suisse romande au Cap du XXe siècle.
 Calgari. op.cit.
 Locarnini, G., Die Literarischen Beziehungen Zwischen der Italienischen und der Deutschen Schweiz.

France et l'Italie. Les grands auteurs de chaque pays sont connus et lus dans la Suisse italienne et dans la Suisse romande respectivement. Les auteurs suisses de ces deux langues écrivent pour atteindre non seulement leurs compatriotes, mais également pour l'Italie et pour la France. Trouver un éditeur à Milan et à Paris, et par la suite le public italien ou français équivaut à la réussite pour l'auteur suisse. Il ne peut en être autrement vu les publics suisses très restreints. Dire qu'il y en a peu qui arrivent est la conséquence logique des affirmations énoncées à la section précédente. L'auteur doit écrire afin d'intéresser un public plus large que la Suisse, ou bien la qualité doit être comparable ou supérieure à celle des autres pays.

Ailleurs nous avons insisté sur le manque de véritable centre culturel au Tessin. La Romandie de sa part est plus favorisée avec ses quatre universités, ses quatre villes, qui sont de petits centres de l'édition exportant un grand nombre de livres écrits par des Suisses et par des étrangers. Ces deux petites Suisses dépendent étroitement de l'Italie et de la France, bien que les idéologies politiques de celles-ci tendraient à les en éloigner.

Estimer exactement le nombre d'auteurs de langue française ou italienne est impossible. Toutefois, un quart des écrivains suisses, chiffre exceptionnellement élevé, gagne leur pain

quotidien de la vente de leurs livres.¹ Le meilleur indice de la prolifération des livres publiés annuellement (en 1962 - 1106 en langue française, 72 en langue italienne sans compter les livres publiés à l'étranger, ce qui est le cas pour les auteurs les plus connus)² est le nombre de maisons d'édition. Lugano, Locarno, Bellinzona en possèdent chacune plusieurs. Lausanne, Genève, Neuchâtel, Fribourg, même les plus petites villes possèdent plusieurs maisons qui éditent et publient des livres. Habituellement ces maisons possèdent une imprimerie commerciale. La structure de l'industrie éditrice, c'est-à-dire l'absence de concentration, illustre le mieux le régionalisme de la littérature. Les tirages qui atteignent le chiffre modeste de 5,000 à 10,000 sont rares. Après tout si un livre se destine à un public local, il est illusoire de s'attendre à des tirages plus élevés.

Notre discussion a dû tenir compte de l'existence des deux cultures-mères à proximité de la Suisse. Un écrivain tessinois ou romand ne peut subsister s'il n'atteint pas les marchés italien ou français. Les patries littéraires des deux cultures sont la France et l'Italie, ce sont les béquilles sans lesquelles les deux régions auraient beaucoup de peine à maintenir leur vie culturelle.³

1. Selon un éditeur suisse.

2. Annuaire statistique de la Suisse - 1963.

3. Voir Berchtold, op. cit.

A- 13 La littérature alémanique

Près de 4,000,000 d'Alémaniques constituent un marché indigène relativement important. C'est-à-dire que l'auteur suisse alémanique rencontre moins de difficultés pour écouler sa production. Bien sûr le régionalisme caractéristique à la Suisse welsche est aussi le trait prédominant de la littérature suisse alémanique. Rare est le chef-lieu du canton, si petit que ce soit, qui ne possède pas de maison d'édition.

Les Suisses alémaniques écrivent le plus souvent en bon allemand; les exemples de production en dialecte sont en effet très rares, surtout que l'emploi du dialecte restreint substantiellement le marché potentiel.

Relativement moins de livres se publient annuellement en Suisse alémanique qu'en Suisse latine. Ceci serait dû, d'abord au dialecte, et ensuite au fait que la Suisse alémanique se rattache beaucoup moins au marché allemand. L'Allemagne n'occupe pas la position semblable de l'Italie et de la France. L'écrivain alémanique a moins besoin de la consécration en Allemagne pour réussir sur le marché domestique. Le marché allemand n'a pas encore repris la place qu'il occupait avant la première guerre mondiale. En outre, les maisons suisse d'édition ne jouissent pas de la même renommée que certaines maisons romandes.

Soulignons ici que contrairement aux deux principales littératures latines de la Suisse qui ont toujours été tributaires, de la France et de l'Italie, la littérature allemande a réussi à demeurer plus ou moins indépendante de l'Allemagne et à certaines époques y a introduit de nouvelles tendances littéraires. Le despotisme éclairé allemand vient de la France, mais après avoir passé par la Suisse. Les premiers romanticistes de langue allemande furent des Suisses; ce fut un auteur suisse qui fit connaître les oeuvres de Milton et de Shakespeare aux Germanophones. Ce ne sont que quelques exemples parmi plusieurs. Quelques-uns des plus grands écrivains contemporains de langue allemande sont des Suisses.

A- 14 La littérature rhéto-romanche

Au maximum 50,000 suisses sont de langue maternelle rhéto-romanche. Le total annuel de publications paraissant dans l'un des dialectes rhéto-romanches se situe entre 25 et 30.¹ Si l'on pense que cette population s'exprime en quatre principaux dialectes, la productivité d'écrivains rhéto-romanches ne peut que nous étonner. On comprend facilement les difficultés auxquelles doit faire face l'auteur rhéto-romanche, mais toutefois avec des subsides, et aussi par suite de traductions d'oeuvres importantes, (d'autres langues) les auteurs

1. Baur, A., op. cit., pp 68-9.

continuent à publier. Si l'on peut juger d'après le nombre d'écrits dans cette langue, le Rhéto-romanche demeure une langue très vivante. Mais, nous parlons ailleurs des facteurs qui pourraient mener à sa disparition, malgré toute la bonne volonté d'une élite qui fait des sacrifices énormes pour préserver un héritage culturel très riche.

A- 2 Les Beaux-Arts

Lorsqu'on parle de beaux-arts, il peut s'agir de collections ou bien de la production. Or la Suisse possède dans chacune de ses villes importantes un "Kunstmuseum" qui offre une collection riche et variée d'oeuvres suisses et étrangères. Berne et Zurich sont des centres mondiaux pour le commerce des objets des beaux-arts, et une partie des ventes effectuées aux enchères demeurent en Suisse, soit comme partie d'une collection privée, soit comme objet dans un musée public.

La Suisse n'a rarement fait de la propagande culturelle - il est évident que nous tentions d'en faire pour elle ici. Notre esquisse fragmentaire de la vie littéraire laisse entrevoir une riche activité dans tous les domaines des lettres. Il en va de même pour les beaux-arts, bien que les Suisses les plus illustres ont brillé surtout à l'étranger. Un Holbein, un Ferdinand Meyer, un Giacometti, et un Klee sont

tous des noms familiers aux connaisseurs des Beaux-Arts. La Suisse possède également ses grands noms dans l'architecture - Maderno, Le Corbusier, etc.

En ce qui concerne les beaux-arts, l'originalité n'a pas toujours été parmi les qualités des artistes suisses. Par là j'entends que des Suisses ont fait partie d'une école, sans jamais en initier une.

A- 21 Les arts appliqués

C'est un domaine relativement important de l'activité culturelle en Suisse. Souvent, il ne s'agit que du travail fait à la main, mais parfois la qualité et l'originalité d'une pièce devraient lui conférer le titre d'oeuvre d'art. La véritable création artistique n'est en somme que le résultat d'une technique qui est parvenue à créer une expression nouvelle ou originelle. Le travail d'artisanat en Suisse constitue une source d'orgueil pour une bonne partie de la population suisse, et le gouvernement fédéral, ainsi que des associations économiques et de Heimatschutz s'acharnent à le maintenir et à le faire développer.

A- 3 Le Théâtre

Comme partout ailleurs dans le monde, la Suisse connaît deux types de théâtre à savoir: celui fait par des Suisses

(écrit et réalisé par des Suisses) et celui réalisé par des étrangers pour le public suisse. Ce dernier type est le plus courant et pose peu de problèmes, étant présenté par des troupes itinérants dans les théâtres de toute la Suisse.

C'est le premier type qui nous intéresse le plus, car beaucoup plus que la littérature les pièces théâtrales ont besoin d'un public. Si une pièce suisse est présentée une douzaine de fois, les réalisateurs estiment qu'elle a été bien reçue et constitue une réussite. Cependant, dans la plupart des théâtres, il faut une cinquantaine de représentations pour assurer aux producteurs un revenu net. Donc le théâtre suisse, à moins que la pièce ne soit de Durrenmatt ou de Frisch, doit compter sur des subsides importants provenant de plusieurs sources.¹

A- 4 La musique

En ce qui concerne la musique classique, on ne connaît pas de problèmes graves en Suisse. Les trois orchestres symphoniques reçoivent des subsides des communes et des cantons de la région linguistique où ils sont situés. Les orchestres en question, ainsi que les trois orchestres de chambre sont très populaires et devant le public et pour la radio et pour la T.V.

1. Voir annexe sur les théâtres en Suisse.

La musique occupe une place très importante dans la vie suisse. Tout élève suisse doit prendre des leçons de chant à l'école primaire ce qui veut dire qu'il aura une certaine de connaissance musicale. Les Suisses se joignent volontiers aux chœurs communaux ou d'église, et d'ici à l'appréciation de la musique en général, il n'y a qu'un court pas.

Chaque fois que la Suisse fête, même pour les occasions annuelles, elle les fête avec la musique et avec le théâtre historique. Si l'occasion est importante, par exemple l'exposition nationale, le 650e anniversaire de la Confédération, la fête des Vignerons de Vevey, les autorités compétentes commandent une oeuvre musicale originelle avec lyrique. Bon nombre de ces pièces demeurent populaires parmi la population suisse.

A- 5 Quelques observations sur la vie culturelle en Suisse

Ce bref aperçu de la vie culturelle en Suisse est loin d'être adéquat. Faute de place, mais surtout de connaissances précises, nous avons renoncé à donner une description détaillée des diverses activités culturelles poursuivies. Il me paraît, que le peuple s'intéresse vivement à tous les aspects de la culture, qu'il est bien formé et très perméable aux valeurs immatérielles que représentent la musique classique ou autre, la littérature, le théâtre et l'art (y compris le travail d'artisanat).

Nous pouvons dire que ces activités se poursuivent spontanément, qu'il n'y a pas eu besoin d'imposer une culture d'élite à la population. Malgré la dépendance de l'étranger, il ne peut en être autrement dans un si petit pays, la Suisse possède une ou quatre cultures indigènes qui sont suisse, ou bien romande, alémanique, tessinoise ou rhéto-romanche. Cette base solide ne nécessite pas une large politique culturelle. Tout ce qu'on demande de l'Etat, ce sont les moyens financiers qui peuvent rendre possible l'aboutissement des initiatives privées. Nous allons constater à la section suivante, qu'il n'existe pas une politique culturelle globale, mais une collaboration entre individus, communes, cantons et Confédération pour assurer les meilleures conditions pour l'épanouissement des activités culturelles dans des conditions économiques défavorables (du point de vue culturel). Il incombe à la Confédération de coordonner les activités et de fournir le solde financier supplémentaire dont la vie culturelle suisse ne peut se passer. Grâce à un standard de vie élevé, les contributions publiques peuvent demeurer minimes.

B- Le soutien accordé aux activités culturelles en Suisse

Une aide financière illimitée n'encouragerait point la vie culturelle dans un pays, si le peuple même n'était pas bien formé du point de vue intellectuel. J'entends par là que si le système d'éducation se contente de donner une formation économique, et non pas une formation de l'esprit qui seule permet une appréciation des valeurs immatérielles de la vie, il sera illusoire d'espérer faire apprécier ces valeurs en dépensant beaucoup d'argent. De plus l'ambiance générale d'une société peut influencer sur l'attitude envers les activités culturelles. Plus une société devient matérialiste, plus il devient nécessaire de rendre attirante la culture par des moyens artifices, c'est-à-dire par l'aide financière en vue d'encourager la production intellectuelle. Normalement, la récompense pour le génie intellectuel devrait prendre la forme de ventes de livres, ou de toiles, ou bien de la participation aux manifestations de la Volkkultur. Le prix culturel constituerait le couronnement et la reconnaissance du génie, le subside matériel n'étant qu'une manière parmi d'autres de reconnaître l'importance de l'oeuvre.

B- 1 Les principes généraux

Comme ailleurs, il incombe aux autorités politiques d'assurer la relève lorsque la vie culturelle pour des raisons économiques, n'est pas très productive. Il ne s'agit pas

simplement de laisser toute activité à l'initiative privée, ce concept est trop vague. Toute l'histoire de l'art et de la littérature nous démontre l'importance du rôle joué par les organes étatiques y compris l'église dans l'encouragement aux activités artistiques. En Suisse il en fut de même. Mais cette aide venait toujours en forme d'achats - édifices gouvernementaux, églises, tableaux, bibles traduites, etc. Jamais on n'a versé de l'argent comptant à l'artiste ou à l'écrivain sans contre-partie.

En Suisse, on croit à l'entreprise privée, ce qui signifie que l'Etat ne joue aucun rôle, à moins qu'une activité donnée ne puisse subsister sans son aide. Nous constatons que le peuple et l'Etat suisse attachent une valeur aux activités culturelles, sans qu'ils puissent espérer en tirer des avantages économiques. Nous constatons également qu'un marché de 5.8 millions de personnes parlant quatre langues ne constitue point une situation favorable aux activités culturelles. Ce qui étonne en Suisse, vu le manque de stimulants de nature commerciale, c'est le grand nombre de personnes qui écrivent, qui s'intéressent aux productions théâtrales, etc.

Les Communes, les Cantons et la Confédération suisses se sont rendu compte de la nécessité de venir en aide aux activités culturelles. Il s'agit moins d'encourager à produire, mais plutôt de subvenir à ceux qui tentent de le faire, dans des conditions économiques défavorables.

L'aide n'est pas énorme, mais elle permet à bien des écrivains, des artistes et des réalisateurs suisses à subsister. De plus la reconnaissance officielle, souvent dans la forme de prix, parvient à stimuler l'activité culturelle.

Soit dit en passant que le système fiscal suisse n'offre aucun stimulant à l'entreprise privée qui la persuaderait à consacrer des sommes importantes à l'activité culturelle. Toutefois, ceci ne veut pas dire que certains individus et entreprises ne sont pas très généreux en ce qui concerne l'activité culturelle.

B- 2 La politique culturelle

Comme il se doit en Suisse, il n'y a pas de politique culturelle globale. Il n'y a pas de plan d'ensemble qui fixe les buts et les fins dans ce domaine, ni de moyens financiers alloués dans ce sens. Ce qui se fait, se fait pragmatiquement au fur et à mesure que les besoins se font ressentir. Pour ce qui concerne le Canada, nous cherchons à savoir ce que la Confédération suisse s'est fixée comme tâche. Si les individus, les communes et les cantons avaient réussi d'eux-mêmes à stimuler et soutenir une activité culturelle satisfaisante, la Confédération ne s'y serait pas mêlée. Or, ni les communes, ni les cantons où se trouvent les deux plus petites minorités

suisses n'ont les moyens financiers pour soutenir une vie culturelle satisfaisante. La Constitution à l'article 116 alinéa deux reconnaît les quatre nationalités suisses, reconnaissance qui comprend l'obligation d'en garantir la survie de chacune. Seule la Confédération peut aider ces deux minorités.

En résumé, la Confédération se borne à prendre la relève lorsqu'elle juge que l'activité culturelle piétine, ou bien comme ce fut le cas en 1938, lorsqu'il est nécessaire de "défendre le patrimoine spirituel du pays" en encourageant la vie culturelle afin d'éviter les influences néfastes provenant des pays environnants.

B- 21 La politique culturelle des communes

Des 3095 communes suisse, il n'y en a que quelques-unes qui favorisent l'activité culturelle d'une manière matérielle. En effet, la grande majorité des communes ne font rien directement, mais la plupart des constructions communales (écoles, bâtiments officiels, etc.) contiennent le travail d'un artiste local ou bien sont construites d'après le plan d'un architecte local.

En parlant de l'aide fournie par les communes nous serons contraints de nous passer de citer des chiffres. Vu que ceux-

ci changent régulièrement, c'est-à-dire qu'il s'accroissent, il nous est impossible de les citer avec exactitude. Nous traiterons de chaque domaine de la création culturelle séparément et indiquerons les communes qui fournissent une aide appréciable.

En ce qui concerne la littérature, l'art, le théâtre et le folklore, ou en d'autres termes la culture en général, nous savons que deux villes, Zurich et Lausanne donnent des prix ou des subventions aux oeuvres qui les méritent. Zurich et Genève de leur part donnent des prix littéraires de 3,000 à 4,000 francs périodiquement alors que Bienne donne un prix lorsqu'une oeuvre jugée digne de reconnaissance paraît. Cinq communes¹ subviennent en partie aux frais de publications si l'écrit le mérite. C'est ici que l'aide est la plus importante, car même avec un prix littéraire, il est rare qu'une pièce vende assez de numéros pour bien rémunérer l'auteur. Vu le petit tirage moyen, le prix de revient par copie demeure trop élevé pour être abordé de tout le monde.

Quelques communes (Zurich, Genève, Schaffhouse, Winterthur et St-Gall) ont créé des occasions de travail pour des historiens ou d'autres écrivains en commandant des histoires locales, ou la réédition de l'oeuvre d'un auteur connu d'un canton.

1. Lausanne, Zurich, Schaffhouse, Berne et Bâle.

Si l'auteur suisse rencontre un tas de difficultés pour faire publier un ouvrage, les obstacles devant les auteurs de pièces de théâtre, les réalisateurs et les acteurs sont presque insurmontables. Les cinq villes de Genève, Lausanne, Berne, Zurich et Bâle soutiennent un théâtre municipal et dans deux cas, deux théâtres. Mais ces théâtres sont destinés aux pièces internationales connues, jouées par des troupes étrangères et suisses professionnelles. D'autres villes, telles que Bienne, Soleure, Lucerne, etc., ont à leur disposition un théâtre local; lequel sert le plus souvent aux compagnies de théâtre itinérantes mais aussi à des troupes suisses de l'endroit. Les Suisses de chaque région linguistique vont volontiers au théâtre; cependant il est rare qu'une pièce indigène, ou une jouée par un groupe théâtral indigène se répète une douzaine de fois. C'est-à-dire qu'à moins qu'on n'attende à un accueil par toute la population une pièce produite en Suisse sera le plus souvent un échec financier même si elle est bien faite. En Suisse romande, il y a deux ensembles théâtraux, les théâtres populaires, qui disparaîtraient demain sans l'aide que leur donnent les villes importantes de langue française. Quelques villes alémaniques soutiennent les productions des "Volkstheater" (Zurich, Bâle et St-Gall).

Mais cette aide communale, importante parce qu'elle reconnaît ces activités comme digne de soutien, est insuffisante.

B22- Les Cantons

Plus que la moitié des cantons se sont donné comme tâche l'encouragement des activités culturelles. Aucune interprétation de la Constitution ne manque de relever que la culture, y comprise l'éducation, est exclusivement réservée aux cantons. Vu les différences religieuses, linguistiques et économiques entre les divers cantons, il est essentiel que chaque canton puisse assurer le maintien de sa vitalité intellectuelle et linguistique. Nous constatons actuellement une lente disparition de traditions locales en Suisse. Notre époque a été celle des mélanges de populations; de plus la Suisse subit les effets culturels d'une longue période de prospérité.

La protection des minorités en Suisse se fonde sur le fédéralisme (et la territorialité). Bien que la Suisse se soit déjà centralisée, d'une manière extrême, en termes économiques, elle s'efforce de préserver sa diversité culturelle. Seuls les cantons sont habilités à garantir la préservation du caractère local. Les cantons gardent encore leur souveraineté en matière d'éducation. Mais que font-ils directement pour promouvoir la vie culturelle à l'intérieur de leurs frontières?

Quatre cantons (Vaud, Argovie, Schaffhouse et Neuchâtel) ont institué des fonds dits de culture et d'art. Une commission, dont les membres sont nommés par les ministères compétents de chaque canton, est souveraine pour décider de qui va recevoir les deniers publics. Encore une fois il ne s'agit pas de la distribution de sommes énormes, mais de quelques milliers de francs annuellement.

C'est surtout en littérature que les cantons sont les plus actifs, sans cependant fournir suffisamment d'aide. Les cinq cantons de la Suisse primitive donnent un prix littéraire à l'un de leurs citoyens ou à une personne y établie depuis plus de cinq ans. Les cantons de Zurich et de Bâle - ville subviennent aux publications jugées dignes d'aide, et sans laquelle elles ne paraîtraient point. Les cantons de Soleure, Genève, Argovie et Berne accordent des subventions de publication chaque fois qu'une demande d'aide est considérée digne d'une subside. Une autre manière de garantir le succès d'une publication est par l'achat d'un nombre élevé de livres pour distribution dans les écoles et dans les bibliothèques d'un canton. Berne et Argovie encouragent leurs auteurs de cette manière. N'oublions pas la dernière manière de stimuler la production littéraire; les cantons d'Argovie, Genève et Soleure commandent de temps à autre une histoire cantonale ou une publication traitant d'un auteur cantonal connu.

Restent à mentionner le théâtre, la musique et les beaux-arts. Les cantons qui ont créé un fonds culturel, encouragent la production dans ces domaines en donnant des prix aux oeuvres qui les méritent. Comme pour les communes, la meilleure manière d'encourager la production artistique, c'est par des commandes directes pour toute construction cantonale. Le canton du Tessin, en collaboration avec une grande banque suisse, donne chaque année un prix pour la meilleure création architecturale cantonale.

En ce qui concerne la musique, les cantons sont très entreprenants. En Suisse romande, les cantons ainsi que les villes soutiennent moralement et financièrement l'orchestre de la Suisse romande et l'orchestre de chambre de Lausanne qui sont les deux principaux ensembles musicaux des cantons de langue française.

En Suisse alémanique, un orchestre symphonique et l'orchestre de chambre de Zurich reçoivent l'aide de la plupart des cantons alémaniques. A partir de cette année, l'orchestre de la radio italienne à Lugano recevra une subvention du canton du Tessin, afin d'éviter qu'on réduise le nombre d'instruments dans l'ensemble. Les cantons aident d'une autre manière la promotion des créations musicales et des manifestations musicales populaires. Dans les derniers 15 ans, environ huit cantons ont célébré leur entrée dans la Confédération ou bien

un autre anniversaire historique - par exemple le 500e anniversaire de l'Université de Bâle en 1960. A ces occasions historiques, le plus souvent des autorités cantonales placent une commande pour une création originelle dont le thème est celle de la fête.

En ce qui concerne le théâtre, les cantons de Genève, Berne, Lausanne, Zurich et Bâle participent avec les communes où se situent les théâtres au soutien de ceux-ci. Dans le domaine du théâtre populaire, tous les cantons romands donnent des subventions au théâtre du Jorat et au théâtre populaire romand. Les théâtres populaires de la Suisse alémanique reçoivent l'aide financière des cantons où ils présentent des pièces.

Nous n'avons mentionné que quelques cantons, ce qui ne veut pas dire que les autres ne font rien dans le domaine de la culture. Le canton des Grisons, peut-être le plus pauvre et le plus arriéré du point de vue politique - j'entends que le peuple se méfie de l'Etat et ne lui confère que les tâches dont l'initiative privée ne peut s'occuper - vient d'adapter une loi qui prévoit une politique culturelle globale. Deux fonds, l'un de sfr 400,000 pour la défense de la nature et des monuments, et un deuxième de sfr 250,000 pour l'encouragement à la culture, seront constitués pour promouvoir un nombre de buts définis dans une loi conçue à ce sujet. Le

Conseil d'Etat du canton est chargé de distribuer les fonds après préavis de deux commissions permanentes d'experts représentant les divers domaines culturels. L'argent proviendra du budget cantonal ainsi que des recettes d'une loterie cantonale. Cette reconnaissance de la valeur immatérielle des activités culturelles par ce canton est significative. Jusqu'à maintenant les Grisons contribuaient à la Ligue romanche, à la Pro Grigioni et au Dictionnaire romanche et continueront de le faire.

B- 23 La Confédération

Abstraction faite de l'Ecole polytechnique fédérale, des Musées nationaux et des bibliothèques nationales, la première intervention fédérale dans le domaine culturel remonte à 1887, lorsque la Confédération s'engagea à garantir la défense des beaux-arts. En 1898, un deuxième arrêté fédéral prévoyait un crédit annuel destiné à être utilisé pour la préservation des monuments historiques. Nous consacrons une section séparée à l'activité des commissions instituées en vertu de ces deux arrêtés.

On relève une catégorie de subventions diverses dans les comptes du département fédéral de l'Intérieur - lequel surveille et initie l'activité de la Confédération en ce qui concerne la culture. Sous la rubrique de "défense et

encouragement des langues et cultures italiennes et romanches" figurent une subvention de sfr 70,000 pour les Grisons et de sfr 225,000 pour le Tessin; "qui leur sont accordés en vertu d'arrêtés fédéraux, pour conserver leurs biens linguistiques, culturels et artistiques. Le Canton des Grisons s'appuie essentiellement, à cet effet, sur les associations culturelles existantes." En outre, la Confédération accorde une subvention annuelle de sfr 100,000 à la "Lia Rumantscha" qui s'est efforcé de maintenir le rhéto-romanche par des publications, par des conférences et surtout par l'appui qu'elle accorde à des écoles enfantines romanches.¹

Mentionnons en passant les subsides accordés à "La Société des écrivains suisses", "La Commission pour des publications pour la jeunesse de la société suisse des enseignants," "La Ligue suisse de la littérature pour la jeunesse et les associations de 'Plaisir de lire' (Gute Schriften)". La Confédération a accordé une subvention pour la création d'une anthologie de la musique suisse sur disques comprenant 150 oeuvres d'écrivains suisses, à l'occasion de l'Exposition nationale suisse de 1964. Une subvention de sfr 247,000 fut accordée pour l'encouragement des activités culturelles déployées dans le domaine du cinéma.

Si la Confédération se limitait aux tâches que nous venons d'énumérer, il faudrait en conclure que sa contribution est négligeable. Cependant la Confédération agit par d'autres canaux.

1. Rapport du Conseil fédéral sur sa gestion en 1964 - Département de l'Intérieur.

B- 231 La Commission fédérale des Beaux-Arts.

Pour les affaires culturelles, la Confédération a créé trois commissions fédérales afin de déplacer les décisions dans ce domaine de l'arène politique. Pour familiariser le lecteur avec les tâches culturelles de la Confédération, j'é cite le premier article de l'ordonnance sur "la protection des Beaux-Arts par la Confédération" du 29 septembre, 1924:

- a) organisation d'expositions nationales des Beaux-Arts et participations à des expositions étrangères.
- b) Achats et commandes d'oeuvres à des artistes suisses.
- c) Erection de monuments publics artistiques, aux frais ou avec l'appui de la Confédération.
- d) Allocation de bourses et de prix à des artistes de mérite.
- e) Appui accordé à d'autres efforts d'intérêt général ayant pour but d'encourager les Beaux-Arts.

Pour s'occuper des directives se trouvant sous les lettres a, b, et c, il fut créé une "Commission fédérale des Beaux-Arts" dont les membres sont nommés par le département fédéral de l'Intérieur. Trois des membres doivent être d'expression français, un de langue italienne et les cinq autres de langue alémanique, c'est-à-dire que la majorité alémanique (74% de la population suisse) ne détient que cinq neuvième des sièges. En outre, les membres doivent représenter les diverses branches et tendances artistiques, sans que tous les membres soient des artistes.

Cette commission "conseille" le département fédéral de l'Intérieur en ce qui concerne l'organisation d'expositions nationales tous les deux ou trois ans. Aussi, elle conseille le département fédéral de l'Intérieur concernant la participation dans deux ou trois importantes expositions étrangères. En outre, cette commission constitue un jury qui délibère sur les demandes de bourses provenant d'étudiants-artistes. Pourvu que le demandeur ait démontré au jury qu'il possède du talent artistique, ceci en présentant pour examen par la Commission trois de ses oeuvres récentes dont une achevée, une bourse de sfr 3,000 à 5,000 lui sera accordée. Celle-ci peut être renouvelée trois fois afin de permettre au jeune artiste de terminer ses études supérieures, lesquelles se font le plus souvent à l'étranger. Personne âgée de plus de 40 ans ne peut postuler cette aide; toutefois n'importe quel artiste peut demander à la Commission une bourse pour terminer une oeuvre importante.

La Commission est également responsable de la reconnaissance d'oeuvres maîtresses, lors des expositions sus-mentionnées. Encore une fois, elle constitue un jury dont la tâche est d'attribuer des prix de sfr 1,000 aux oeuvres qui en sont dignes. En réalité son rôle est plus que consultatif, elle est responsable de l'organisation, du choix des oeuvres et de la remise de prix dans ces expositions. La Confédération subventionne, après préavis de la Commission, aux frais des

exposants, ainsi qu'une grande partie des frais de l'entreprise. La commune et le canton doivent participer, en fournissant un local et toutes les facilités nécessaires. Pour les expositions, la Confédération prend à sa charge les frais de transfert des oeuvres des artistes qui en font la demande.

L'autre tâche de cette Commission est de donner des recommandations et des préavis d'achats d'oeuvres artistiques. Ces oeuvres servent à orner les bâtiments publics de la Confédération; aussi la Commission recommande-t-elle des achats éventuels pour les musées fédéraux. La Confédération assume jusqu'au quart du coût de l'acquisition des oeuvres artistiques pour des musées cantonaux et communaux.

Nous n'avons pas de statistiques exactes en ce qui concerne le montant et la repartition des crédits pour les expositions. Vu que la Confédération n'en subventionne que quelques-unes chaque année, celles-ci constituent l'une des rubriques moins importantes dans le crédit annuel d'environ sfr 25,000,000. Les achats faits ou subventionnés par la Confédération, sont en effet très importants.

B232- La Commission des arts appliqués

Une ordonnance sur "die Forderung und Hebung der angewandten Kunst" du 18 septembre, 1933, institua une Commission des arts appliqués comparable à celle décrite à la sous-section précédente. Par arts appliqués, on entend la production

artisanale, ou bien tout ce qui se fait à la main. En Suisse on attache encore de l'importance au bon travail fait à la main. La qualité de la main d'oeuvre est la seule ressource que possède la Suisse, et le métier est une profession honorable.

Pour s'occuper de l'organisation d'expositions artisanales régulières, ainsi que pour l'accord de bourses d'étude et de prix et d'autres formes d'aide aux arts appliqués, une Commission de cinq membres a été nommée. Deux des membres doivent représenter la minorité latine. L'un des membres doit également faire partie de la Commission des Beaux-Arts. La durée du mandat est de trois ans à la fin duquel deux membres la quittent, afin d'assurer la continuité du travail de la Commission. Les divers métiers ainsi que les représentants de d'autres milieux doivent se retrouver au sein de la Commission.

En réalité, les tâches de cette Commission ne diffèrent pas trop de celles de la Commission précédente: dans ce cas, toutefois, il s'agit des arts appliqués. Aussi les bourses accordées (maximum de sfr 3,000) sont moins importantes vu que les études nécessaires peuvent, le plus souvent se faire en Suisse.

La commission consacre la plus grande partie de son énergie à l'organisation d'expositions nationales et internationales. Il est facile de s'apercevoir de l'intérêt économique que comporte l'artisanat. Soulignons que la Commission existe depuis 1933, lorsque la Suisse était en pleine dépression et cherchait donc à créer autant de nouveaux emplois que possible pour faire face au chômage de cette époque. De nos jours, la production artisanale est importante et de bonne qualité, et trouve de nombreux acheteurs et en Suisse et à l'étranger.

B-233 La Commission des monuments

Près de la moitié des fonds réservés aux fins culturels (25,000,000) se dépensent chaque année pour la préservation des monuments historiques, ainsi que la prise en charge d'une partie des frais des fouilles. En 1964, la Commission de neuf membres dut considérer 122 demandes de subventions formulées par diverses sociétés historiques et archéologiques suisses. La Suisse possède un riche patrimoine historique et s'efforce de la préserver. Normalement, la Confédération partagera les frais avec le canton et la commune de la localité où se situe le monument. En ce qui concerne les fouilles, les sociétés en questions fournissent une partie des sommes nécessaires. Les universités, avec l'aide du Fonds national suisse de la recherche scientifique, sont les plus actives

dans les fouilles archéologiques et les restaurations qui en résultent. Elles reçoivent donc une partie des fonds consacrés aux monuments historiques.

Comme c'est le cas avec les deux autres Commissions dont nous avons traité, celle-ci examine chaque demande, tente de la réduire et donne un préavis, habituellement, suivi par le Département fédéral de l'Intérieur.

B-234 Les fondations fédérales

Il est de coutume en Suisse que les dons, même en forme d'héritage, destinés à encourager les activités culturelles, deviennent des fondations placées sous la surveillance du département fédéral de l'Intérieur. Contrairement à ce qui se passe en Amérique du nord, la Fondation ne devient pas un moyen d'éviter les impôts de succession (qui sont dérisoires en Suisse), et en ce faisant de maintenir le contrôle d'une entreprise. Les donateurs renoncent à tout contrôle des fonds, en dehors de ce qui est énoncé dans le but de la fondation. Actuellement, le Secrétariat du département de l'Intérieur en surveille 267, qui sont représentatives de l'effort déployé par l'initiative privée pour encourager les arts en Suisse. Il est heureux de constater, comme nous avons laissé entendre ci-haut, que, bien que le système fiscal suisse ne prête pas à la favorisation des arts, les individus suisses contribuent

à la vie culturelle en Suisse. (En réalité, il existe assez d'autres échappatoires fiscaux, afin qu'un Suisse puisse céder au besoin manifeste de contribuer au maintien et au développement de la vie culturelle en Suisse).

B24- Les organes para-gouvernementaux

Pour donner l'impression que le gouvernement ne se mêle pas à une activité qu'il considère hors de sa compétence, ou bien pour donner plus d'indépendance à une de ses créations, la Confédération suisse instituera une fondation ou un fonds, qu'un comité ou une commission nommée par le Conseil fédéral sera chargé de gérer. L'organe aura à se rendre compte de son activité, et à présenter son budget et ses comptes annuels au département fédéral de l'Intérieur auquel en incombe la haute surveillance. De cette manière, la fondation demeure indépendante du gouvernement et en fait et en apparence, et il est possible d'éviter l'ingérence politique dans les affaires spécialisées de l'organe en question.

B241- La fondation Pro Helvetia

S'il n'existe pas de "ministère des affaires culturelles" en Suisse, cette fondation remplit en partie les fonctions d'un pareil ministère, bien qu'elle ne revêtit pas un caractère officiel. En 1938, la Suisse se trouvait dans une situation bien délicate.¹ Elle se préparait déjà depuis 1933

1. Voir l'étude historique, pp. 63-8.



à une guerre inévitable, mais elle n'avait encore rien entrepris pour contrarier à la propagande provenant des pays envahissants. En effet, par les ondes et par la parole imprimée, la Suisse était inondée d'idées, de littérature, etc., qui n'étaient pas conformes à l'esprit suisse. Le Conseil fédéral décida de réagir, pour le dire tout franchement, en faisant de la propagande. Il fallait maintenir, faire connaître, et défendre le patrimoine spirituel du pays. Il fallait que les Suisses voient et lisent ce qui est suisse. Du point de vue d'idéologie politique, il n'y avait pas de véritable problème.

Pour ce faire, on a créé une "Communauté de travail Pro Helvetia", qui n'avait jusqu'en 1949 aucun statut juridique et qui devait encourager les arts et les lettres suisses, et en faire la propagande en Suisse et à l'étranger. Cette communauté prit la forme d'un comité dont les membres représentaient les divers milieux de la vie culturelle du pays. Les groupes de travail s'occupaient de chacun des domaines de la culture. Leur tâche était, avec des moyens financiers à leur disposition, d'accroître la puissance de création de l'esprit national. Pendant la guerre sfr 500,000, somme insignifiante, furent répartis entre les deux secteurs de la Communauté: peuple et armée. Après la guerre le groupe "Armée" disparut, et en 1949 la Communauté devint la "Fondation Pro Helvetia" avec siège social à Berne, et secrétariat à Zurich.

Actuellement, le crédit annuel alloué à la Fondation se monte à sfr 1.2 millions, qui se répartit entre les tâches suivantes:

"(a) Maintenir le patrimoine spirituel de la Suisse et préserver les caractères originaux de sa culture en tenant compte spécialement de la culture populaire;

(b) Encourager en Suisse les créations de l'esprit, en s'appuyant sur les forces vives des cantons, des différentes régions linguistiques et des divers milieux culturels;

(c) Promouvoir les échanges culturels entre ces différentes régions et ces milieux divers;¹

(d) Entretenir les relations culturelles avec l'étranger en y faisant notamment connaître les oeuvres et les activités de la Suisse dans l'ordre de la pensée et de la culture."

"La Fondation exécutera son programme en collaboration avec les institutions ou associations culturelles existantes, dont elle cherchera à coordonner l'activité. A défaut de tels groupements ou si les groupements existants sont impropres à remplir telle tâche déterminée, la Fondation agira par elle-même."¹

1. L'auteur a souligné ces passages.

Cette citation est extraite de la dernière modification des statuts de la Pro Helvetia. Dorénavant on s'attachera davantage d'importance à la lettre "d", vu que la Suisse ne conclut pas d'accords culturels avec les pays étrangers. Mais, ce dernier aspect du programme nous intéresse moins que ce qui se fait à l'intérieur même du pays.

Le deuxième alinéa de l'article sus-cité exprime le mieux la nature du travail de la Fondation. Elle ne prend pas l'initiative dans un domaine à moins que le besoin ne s'en fasse ressentir. Elle cherche à coordonner les efforts que déploient une multitude d'organisations actives dans la vie culturelle en Suisse.

Pour mener à fin son travail, la Fondation s'est organisée de la manière suivante: Un conseil de fondation de 25 membres nommés par le Conseil fédéral sur proposition du département de l'Intérieur constitue l'organe suprême. Les membres, représentatifs des régions de langues différentes, des divers milieux et des principaux domaines de la vie culturelle et spirituelle du pays, sont élus pour trois ans. A chaque renouvellement les huit plus anciens membres du comité se démettent de leurs fonctions et ne sont rééligibles qu'après l'écoulement de deux périodes administratives.

Un comité directeur de sept à neuf membres gère en fait la fondation, et surtout décide de l'octroi de subventions.

Le Conseil de fondation s'est réparti dans cinq groupes de travail, à savoir:

- (a) Belles-lettres, presse, théâtre, musique, radio;
- (b) Sciences humaines, questions universitaires, bourses, arts plastiques;
- (c) Protection de la nature et des sites, folklore, dialectes, éducation, enseignement, famille;
- (d) Les cultures italienne et rhéto-romane, échanges culturelles à l'intérieur du pays;
- (e) Etranger.

Chaque groupe de travail agit indépendamment et présente au Comité directeur des demandes de subventions ou des initiatives qu'il considère dignes de soutien. En principe, les moyens financiers étant adéquats, ces demandes sont approuvées.

La Fondation octroie des subventions aux groupes de théâtre, de musique, de folklore, etc. En outre elle subventionne le feuilletondienst ou le service de presse suisse, qui donne également un service en italien. Ce service fut créé en 1938, d'abord pour accroître le contenu suisse des journaux, et subsidiairement pour donner du travail aux écrivains suisses. Actuellement, la plupart des feuilletons paraissant dans les journaux suisses proviennent de ce service. Toute manifestation patriotique risque de recevoir une

subvention, qu'elle soit destinée à favoriser une création musicale ou théâtrale originelle ou à la reprise d'une ancienne pièce. Sans la Pro Helvetia, il est probable qu'un nombre considérable de publications importantes dans le domaine des belles-lettres, des arts, etc. n'auraient pas paru. Pour l'écrivain suisse, savoir qu'il trouvera un appui financier, lui facilite la tâche et l'encouragera d'entreprendre des oeuvres qu'il n'aurait pas pensé être possibles. En assurant une distribution plus large de publications suisses, la Fondation aide indirectement les auteurs de ces oeuvres.

Nous n'avons pas énuméré les dépenses et la manière exacte de leur emploi vu qu'elles varient d'une année à l'autre. A vrai dire, le soutien est surtout moral, les subsides étant très minimes.

Nous avons gardé pour la fin le domaine de l'activité qui peut nous intéresser le plus au Canada. Les différends entre groupes ethniques religieux ou linguistiques proviennent souvent d'un manque de compréhension entre les groupes. L'ignorance d'un autre groupe nous rend plus susceptible d'être intolérant envers celui-ci. L'une des premières tâches de la Pro Helvetia était celle énoncée sous chiffre "c" de l'ordonnance citée ci-haut. En 1938, les autorités suisses craignaient moins le creusement d'un fossé comparable à celui de 1914-18.

Avec un certain succès, si l'on tient compte de la petitesse des dépenses occasionnées, la Fondation a déployé son activité dans les domaines suivants:

- la traduction de publications importantes d'une langue nationale dans les autres;
- l'échange d'expositions;
- l'exécution d'oeuvres de musiciens des autres parties du pays;
- des conférences données par des représentants éminents d'autres parties du pays et des exposés sur des questions culturelles d'autres régions;
- l'échange de représentations théâtrales de professionnels et d'amateurs.

Dans ce genre d'activité, la Fondation s'est vouée en particulier à la translation d'oeuvres littéraires importantes d'auteurs suisses. La traduction d'une partie des oeuvres de Gotthelf, Keller, Chiesa, Ramuz, Rousseau, par exemple ne peuvent que contribuer à la compréhension mutuelle entre les régions linguistiques de la Suisse.

La Fondation s'est chargée de suppléer à l'aide fournie par la Confédération, par les cantons des Grisons et du Tessin pour maintenir et développer les cultures italienne et rhéto-romanche. Le genre de subventions ne diffère pas, mais à

cause du petit nombre de gens de ces deux langues, le montant de celles-ci est forcément plus élevé. Dans ce domaine la Pro Helvetia travaille étroitement avec la Ligue romanche et la Pro Grigioni.

Dans les prochaines années, l'activité de la Fondation se concentrera davantage sur les activités tombant sous la rubrique "étranger". En 1952 fut créé un service culturel de presse pour l'étranger chargé notamment de procurer à la presse étrangère des exposés et des articles sur la vie culturelle politique et sociale en Suisse, d'assumer la publication d'écrits sur les principaux aspects culturels et sociaux du pays et d'organiser des voyages d'études pour les étrangers. Cette année, la Fondation bénéficiera d'une subvention fédérale de sfr 3,000,000 qui passera à sfr 4,000,000 en 1969. 2, 7 millions seront utilisés pour "entretenir des relations culturelles" avec l'étranger (autrefois "faire connaître à l'étranger").

Une partie de cette augmentation, sfr. 277,500 en 1964, est destinée à subvenir un nombre de sociétés qui étaient autrefois soutenues directement par la Confédération. Le but de ce transfert fut de mieux coordonner la politique culturelle.

Ces sociétés sont:

Société des écrivains suisses

Fondation Schiller suisse

Association des musiciens suisses

Société de pédagogie musicale

Société fédérale de musique

Union suisse des musiques ouvrières

Association suisse des musiques de jeunes gens

Société fédérale des orchestres

Jeunesses musicales de Suisse

Société fédérale de chant

Société suisse des auteurs, compositeurs et éditeurs populaires

Société suisse du théâtre populaire

"Zentralverband Schweizer Volksbühner"

On voit que l'activité de la Fondation s'étend à tous les domaines de la vie culturelle, mais se concentre surtout sur un nombre d'activités spécifiques - la propagande culturelle, l'aide aux cultures minoritaires, et la littérature. La raison en est qu'aucune autre institution ne s'occupe complètement ou suffisamment de ces activités en Suisse. Soulignons qu'elle favorise ce qui est du caractère "suisse", ce qui signifie une préconception qui veut que "l'empreinte suisse" soit forte et provoque la création dans les quatre cultures de la Suisse de produits culturels "suisses".

B242- Le fonds national suisse de la recherche scientifique

Ce fonds, qui ne ressort pas de la politique culturelle proprement dite, est en train de prendre de l'importance en Suisse. On a mis bien longtemps pour convaincre le parlement et le peuple suisses de la nécessité de favoriser la recherche scientifique. Les universités étaient et le sont encore bien incapables d'entreprendre de la recherche scientifique pure nécessaire à garantir à l'industrie suisse la place qu'elle occupe dans le monde. La Suisse ne possède que deux ressources: sa capacité intellectuelle et la qualité de sa main d'oeuvre. Sa survie en dépend.

Nous le mentionnons ici car environ 13% (sfr. 18,959,200) des dépenses du fonds pendant ses 13 exercices, ont été consacrés aux disciplines suivantes: philosophie et histoire, théologie, droit, sciences économiques et sociologiques. Donc une partie de ces recherches concernent subsidiairement les domaines culturels dont nous discutons ici. En outre, sfr. 4,324,100 d'un total 144,000,000 déboursé par le fonds ont servi à défrayer en partie le coût très élevé de publications scientifiques.

CONCLUSIONS

Notre péroration du début de cette étude devait servir à constater quel était l'état de la vie culturelle en Suisse. La question de savoir si nous avons à faire avec une seule ou quatre cultures est essentielle, mais nous nous garderons d'exprimer notre opinion là-dessus. Les facteurs sociaux, politiques et surtout économiques indiquent une tendance vers la culture hybride.

Pour revenir à des choses plus concrètes, disons qu'il n'existe pas de politique culturelle d'ensemble, cohérente, bien définie avec une fin idéale. Tout l'approche aux questions culturelles relève du pragmatisme. Lorsque quatre organes différents se mettent à s'occuper d'une question culturelle, on pourrait s'attendre à la confusion. Mais il n'en est rien. Je vous cite un exemple. Cet été l'orchestre de la Suisse romande a été invité à un Festival musical dans l'Etat de la Californie. Or il lui manque des fonds. L'orchestre a fait appel au public, à Genève, aux cantons romands et à la Confédération. Celle-ci a offert d'absorber le déficit éventuel. C'est comme cela que les choses se passent en Suisse, et on en est fier.

Donc les trois niveaux du gouvernement participent au soutien de la vie culturelle. Les contributions financières ne sont pas très importantes; en effet, elles sont souvent

très symboliques. De cette manière, l'Etat reconnaît la valeur immatérielle de l'activité culturelle, sans rendre celle-ci dépendante du soutien continu de l'Etat.

Parmi les caractéristiques qui nous intéressent le plus, il faut signaler les efforts déployés en faveur des groupes minoritaires, mais également l'encouragement accordé à tout ce qui pourra favoriser la connaissance des autres régions linguistiques de la Suisse dans chacune des autres.

ANNEXE I Le théâtreLe théâtre en Suisse et les subventions étatiques accordées pour le soutenir

Lorsque nous parlons de théâtre en Suisse, nous faisons allusion à trois genres de manifestations dramatiques, à savoir: les présentations par troupes professionnelles; le théâtre populaire ou amateur et le Volkstheater. Nous en examinerons l'histoire de chacun, et ensuite nous indiquerons les contributions financières de l'Etat et des individus en vue de les encourager et de les maintenir.

Les troupes professionnelles

Ce fut déjà vers la fin du 17^e siècle que quelques troupes professionnelles itinérantes réalisaient des représentations en Suisse, notamment dans les "cures" les plus populaires, comme ce fut le cas alors en Allemagne. Il n'y avait pas de théâtre dans les grandes villes; celles-ci étaient toutes protestantes et les représentations théâtrales étaient interdites pour des raisons de morale publique. Cependant, les cures de santé tel que Baden près de Zurich présentaient le théâtre déjà en 1674. Il semble que la plus grande objection soulevée par le théâtre professionnel fût la moralité douteuse des membres des troupes et que les "Volkstheater" de leur part se soient concentrés sur les pièces religieuses ou patriotiques qui furent beaucoup plus saines pour la santé morale du peuple. Il en fut de même en ce qui concerne l'église catholique. (Villes de Lucerne et de Fribourg).

Grâce aux mêlées de Voltaire, Genève put voir du théâtre professionnel en 1767, et en 1782, un théâtre accueillant les troupes françaises, s'établit à Genève. Les bouleversements de l'époque napoléonienne ouvrirent les portes de la Suisse alémanique aux troupes allemandes. En 1839, on dénombrait cinq Stadttheaters en Suisse allemande (St. Gall, Bâle, Zurich, Berne et Lucerne dans l'ordre chronologique de leur ouverture). Donc pendant le 19e siècle et jusqu'en 1914, en Suisse alémanique on regardait des troupes allemandes et en Suisse française, les troupes françaises.

La première guerre mondiale provoqua la formation de troupes suisses alémaniques à Bâle, Berne, Chur, Zurich, Lucerne, St-Gall et à Bienne-Soleure. L'arrivée au pouvoir d'Hitler donna une impulsion supplémentaire au théâtre suisse. La Suisse devint pendant une douzaine d'années le seul centre du théâtre allemand - des Suisses établis à l'étranger et des réalisateurs et acteurs allemands vinrent en Suisse en masse. Toutefois en 1944, la majorité des personnes travaillant dans le théâtre professionnel suisse, y compris les directeurs, furent des Suisses.

Actuellement, le théâtre professionnel suisse est très actif, sans être en très bonne santé financière; les subventions accordées par les autorités étatiques en Suisse laissent à désirer.

Nos deux tables distinguent entre les théâtres possédant une troupe professionnelle, et ceux qui n'en

ont pas. Nous n'avons tenu compte que du théâtre, bien que le nombre d'opéras et opérettes présentés est relativement élevé. Le théâtre suisse semble recevoir un triple soutien - un nombre de spectateurs assez élevé, des subventions communales et cantonales (d'après mes connaissances les théâtres au groupe II ne touchent que les subventions communales) et des dons des personnes de droit privé (individus et sociétés). Soit dit en passant que les gouvernements suisses à tous les niveaux sont avares en principe, ce qui veut dire qu'en soutenant le théâtre, ils le reconnaissent comme nécessaire à la vie culturelle.

Le manque de troupe professionnelle en Suisse romande serait imputable à la facilité d'engager des troupes françaises de passage. En plus, nous n'avons pas de renseignements en ce qui concerne la Suisse italienne, mais nous croyons pouvoir dire que Bellinzona et Lugano possèdent une certaine vie théâtrale bien qu'elle soit peu importante.

Notre rapport sur la radio et la télévision fait état des entreprises théâtrales de la radio et de la télévision. Chacun des réseaux linguistiques s'efforcent d'accorder une part du temps d'émission à la réalisation de pièces théâtrales. En Suisse alémanique où le public des villes est bien servi, la contribution de la T.V. et de la radio joue un rôle moins important, bien que

celles-ci favorisent la dissémination du théâtre et servent à faire connaître le théâtre aux publics éloignés des villes importantes.

Cependant, dans la Suisse latine et en particulier dans la Suisse italienne, le théâtre radiophonique ou télévisé constitue des contributions indispensables à la vie culturelle.

En 1945, fut fondée à Zurich L'Ecole suisse du théâtre (Schweizerische Theaterschule) avec une section française et actuellement une section pour le "Volks-theater". L'école vit principalement d'une subvention de la Pro Helvetia et partiellement des écolages versés par les élèves. Présentement, l'école située à Zurich compte environ 400 élèves.

Le Théâtre amateur

Par théâtre amateur, j'entends ce qu'on appelle en Suisse et en France le théâtre populaire. En Suisse, il y a trois groupements, un en Suisse alémanique et les deux autres en Suisse romande. Tous les artistes font du théâtre dans leur temps libre, étant occupés professionnellement dans un autre domaine. Les deux troupes romandes sont en effet les seuls groupements théâtraux de langue française en Suisse; et ils constituent les seuls débouchés ouverts au Romand pour faire du théâtre. Le théâtre

populaire romand et le théâtre du Jorat vivent des recettes de leurs représentations (qui sont à bas prix), mais ne survivraient pas sans les subventions (dont les montants sont inconnus) des cantons et des villes de la Suisse romande où ils paraissent. Le premier mentionné n'a obtenu du soutien étatique qu'en modifiant le ton politique des pièces qu'il présente.

Le "Volkstheater"

C'est surtout une manifestation alémanique du théâtre qui est, en outre, à l'origine du théâtre en Suisse. Ce genre de théâtre est très populaire chez les Rhéto-romanches. En quelques mots, c'est du théâtre fait pour le peuple par le peuple. Si l'on cherche du théâtre "suisse", il faut étudier le Volkstheater.

Il nous est impossible d'en faire l'histoire ici, faute de renseignements complets, mais nous pouvons dire que, d'emblée, il s'agissait de pièces religieuses d'inspiration biblique et que par la suite, au 16^e siècle, il devint très patriotique. Chaque partie de la Suisse est riche en légendes et contes, et avec l'histoire suisse, sa partie glorieuse, son Wilhelm Tell, etc., qui constituent une riche matière première de laquelle on peut tirer un nombre illimité de pièces. Nous avons déjà mentionné l'opposition suscitée par le théâtre professionnel avant le 19^e

siècle, alors que le théâtre du peuple n'était point attaqué, et était même encouragé. On pensait et on le pense encore que le "Volkstheater" favorise une manifestation et l'expression des meilleures qualités du peuple suisse.

Actuellement, ce genre de théâtre doit concurrencer avec le théâtre professionnel, et pour ce faire, il s'est organisé sur le plan national. En 1950, 750,000 Suisses participaient encore au "Volkstheater", et le répertoire de pièces suisses se chiffrait à environ 250. Deux organisations, la "Gesellschaft für das Schweizerische Volkstheater" et la "Gesellschaft für Schweizerische Theaterkultur", toutes les deux subventionnées par la Pro Helvetia, s'efforcent de promouvoir ou plutôt conserver le "Volkstheater". Heureusement, les fêtes patriotiques suisses au niveau cantonal et au niveau fédéral fournissent des stimulants à l'activité théâtrale. Chaque fête devient l'occasion de la présentation d'un drame ou d'une pièce lyrique patriotique, souvent dans le dialecte. Quelques-unes de ces pièces sont jugées bonnes et sont répétées ultérieurement.

En résumé, le théâtre suisse vit de la coopération entre l'initiative privée et le soutien financier accordé par les communes et les cantons. Même les théâtres professionnels, à leurs débuts des sociétés commerciales,

dépendent d'une forte aide étatique. Mais, l'intérêt général pour le théâtre, ainsi que la volonté des cantons et des communes de contribuer à son épanouissement, a fait qu'il n'y a point de besoin d'une aide fédérale substantielle.

TABLE I

Théâtres avec troupes professionnelles en 1963

	Genre de Spectacle		Représentations Théâtrales	Subventions communales & cantonales	% des recettes en subventions	Dons & autres	% des recettes	Spectac- teurs	Nombre d'artistes
Berne Stadttheater	Théâtre & Opéra	800	136	2,246,300	66.2%	162,110	3%	176,138	52
Berne Atelier- Theater	Théâtre	222	312	107,000	22.2%	64,860	13.3%	54,359	28
Coire Stadttheater	Théâtre	602	59	45,000	24.3%	48,126	27%	20,574	23
Lucerne Stadttheater	Théâtre & Opéra	571	116	793,140	53.3%	77,819	5.3%	113,369	38
St-Gall Stadttheater	Théâtre & Opéra	620	97	595,664	50%	138,479	11.7%	102,258	44
Bienne-Soleure	Théâtre & Opéra	664	234	397,775	40%	159,564	8%	84,438	42
Zurich Stadttheater	Opéra	1187	-	4,009,800	57.1%	333,176	4.7%	278,433	53
Zurich Schauspielhaus	Théâtre	1015	320	1,543,500	37½%	572,422	12½%	316,657	56
Bâle Stadttheater	Théâtre & Opéra	962	122	3,086,100	72.1%	157,264	3.7%	213,544	62

TABLE 2

Théâtres présentant des troupes de passage

	Genre de Spectacle	Places	Représentations Théâtrales	Subventions et dons	% des Recettes	Spectateurs
Aarau	Théâtre	738	10	29,822	35.3%	10,082
Burgdorf	Théâtre & Opéra	282	11	16,313	51%	2,837
Fribourg	Théâtre	822	10	9,950	16.4%	8,362
Genève, La Comédie	Théâtre	850	129	404,713	36.4%	78,520
Genève, le Grand Casino	Opéra	1088	-	485,375	59.0%	24,923
Langenthal	Théâtre & Opéra	446	11	36,341	37.6%	8,673
Lausanne	Théâtre	2925	118	760,985	47.5%	123,413
Neuchâtel	Théâtre	550	42	-	-	20,762
Olten	Théâtre & Opéra	678	9	45,500	37.5%	10,898
Schaffhouse	Théâtre & Opéra	803	37	246,808	-	36,544
Winterthur	Théâtre	470	44	179,689	64.30%	19,755
Zofingue	Théâtre & Opéra	808	5	23,437	46%	6,246
Zoug	Théâtre & Opéra	600	6	24,000	39%	-

ANNEXE II La publication de livres en Suisse depuis quelques années.

Voici quelques chiffres sur l'activité éditoriale suisse. Constatons d'emblée que le nombre de livres est important et que la Suisse est un centre international de l'édition. Dans la deuxième table, la rubrique autres langues comprend principalement l'anglais et en partie le rhéto-romanche.

Source: Annuaire statistique de la Suisse, 1963.

TABLE 3

Publications parues en librairie, depuis 1921

Ouvrages parues en Suisse, par langues						
Années	Allemand	Français	Italien	Autres	Total	Parus à l'étranger)
1921/25	1063	355	40	65	1523	428
1926/30	1337	470	54	91	1952	542
1931/35	1411	524	50	90	2075	519
1936/40	1419	424	49	61	1953	382
1941/45	2316	814	81	94	3305	65
1946	2631	1077	86	207	4001	31
1947	2638	952	64	156	3810	111
1948	3316	1087	75	213	4691	300
1949	2574	716	53	219	3562	416
1950	2499	806	70	152	3527	454
1951	2693	699	69	140	3601	702
1952	2429	610	69	137	3245	698
1953	2693	616	77	205	3591	557
1954	2744	638	80	213	3675	594
1955	2838	674	82	235	3829	717
1956	2848	710	79	266	3903	718
1957	3130	785	69	232	4216	859
1958	3182	929	91	347	4549	893
1959	3129	819	68	355	4371	853
1960	3413	908	82	496	4899	909
1961	3353	887	71	436	4747	926
1962	3463	1106	72	445	5086	1013

1) Ouvrages publiés à l'étranger par des Suisses, et ouvrages écrits par des étrangers sur la Suisse.

TABLE IV

Publications parues en librairie,
classées par matières, depuis 1957.

Matières	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Généralité et écriture	48	58	71	77	45	39
Religion, théologie	321	396	400	489	464	426
Philosophie, psychologie	145	115	148	146	164	158
Droit, administration	184	195	181	186	159	179
Sciences économiques et sociales	147	196	227	244	192	235
Politique	48	49	61	41	56	48
Art Militaire	23	14	18	12	12	7
Philologie, histoire littéraire	118	102	142	163	128	146
Belles-Lettres	751	659	621	711	812	931
Ouvrages pour la jeunesse	164	266	216	319	357	331
Education, enseignement	93	94	109	113	89	101
Ouvrages scolaires	108	115	146	124	128	101
Beaux-arts appliqués	157	213	194	221	208	285
Musique, théâtre, cinéma, radio	83	94	60	79	76	99
Oeuvres musicales	461	448	572	540	519	654
Histoire, folklore	272	241	246	262	220	232
Geograph., ethnograph., voyages	142	151	139	149	127	180
Cartes, atlas	68	68	97	36	93	71
Médecine	135	158	149	212	193	171
Sciences Naturelles	136	167	150	144	138	136
Mathématique	9	15	5	8	8	10
Techn., industrie, arts & métiers	116	170	123	185	130	115
Commerce, transports	102	122	84	86	78	60
Agriculture, sylvi- culture, économie domestique	70	63	65	71	62	66
Gymnastique, sports, alpinisme, jeux	57	52	37	45	51	57
Divers, calendriers	258	328	110	236	238	248
Total.....	4216	4549	4371	4899	4747	5086

BIBLIOGRAPHIE

- Baur, A. Wo Steht das Râtoromanische heute?
Sonderdruck aus dem Jahrbuch des Eidgenössischen
Râte, 1955
Verbandsdruckerei S. G., Berne
- Berchtold, A. La Suisse romande au Cap du XXe siècle.
Payot, Lausanne, 1963
- Calgari, G. The Four Literatures of Switzerland.
Adam Books Ltd., London, 1963
- Doka, C. Annuaire de la Fondation Pro Helvetia.
Orell Füssli Verlag, Zurich, 1964
- Herold, J.C. The Swiss without Halos.
Columbia University Press, New York,
1958
- Locarnini, G. Die Literarischen Beziehungen Zwischen
der Italienischen und der Deutschen
Schweiz.
Verlag A. Francke A. G., Berne, 1946
- Das Ethnische Problem des Tessins.
Neue Helvetische Gesellschaft, Grassi & Cie,
A. G. Bellinzona, 1959
- Pro Helvetia Kulturpolitik in der Schweiz
Schweizer Spiegel Verlag, Zurich, 1954

LES MOYENS DE COMMUNICATION
DE MASSE

Peter Welsh

Juin 1966

	<u>Page</u>
A- Introduction	E201
B- La Presse	E201
B1 Histoire du développement des journaux en Suisse	E203
B11 Les feuilles de commerce, les journaux et les périodiques intellectuels du 18e siècle	E203
B12 Le développement des journaux de 1830 à 1914	E204
B121 L'accroissement du nombre de journaux et de leur tirage	E204
B122 Le développement de la presse politique	E207
B123 L'essor de la diffusion des nou- velles étrangères en Suisse	E208
B124 Les contributions journalistiques à la création du "fossé" en 1914-18	E211
B13 La Presse d'entre deux guerres	E214
B131 Les conséquences de la dépression pour les journaux	E214
B132 Le conflits entre les presses suisse et allemande	E215
B133 Le conflit entre la presse et le Conseil fédéral	E216
B14 La presse et la neutralité pendant la guerre	E218
B2 La presse depuis la guerre	E220
B21 Les caractéristiques générales de la presse suisse	E220
B211 Le caractère local ou régional des journaux suisses	E221

	<u>Page</u>
B2111 L'importance accordée aux nouvelles locales, cantonales, régionales, suisses et étrangères	E222
B22 Tendance vers le journal d'information	E224
B23 La couverture des nouvelles étrangères dans les diverse régions de la Suisse. La presse suisse est-elle tributaire de l'Allemagne, de la France et de l'Italie?	E225
B24 La distribution des journaux étrangers et des journaux d'autres langues dans les régions de la Suisse.	E227
B25 Les effets de la presse sur la co-existence linguistique	E228
B26 La cartellisation poussée des journaux	E230
B3 Les périodiques et les revues	E233
Annexe 1 La structure de la presse suisse: Les journaux principaux, l'affiliation politique et tirage	E235
Annexe 2 La formation des journalistes	E241
Annexe 3 Les divers types de revues et leur tirage	E242
C- Les Agences de presse	E247
C1 L'Agence télégraphique suisse	E247
C11 L'historique et la raison de sa création	E248
C12 La structure de l'institution	E250
C13 Les services offerts aux journaux suisses	E251
C131 La sélection des nouvelles	E252
C132 La rapidité et langues de fonctionnement	E254

	<u>Page</u>
C133 Le personnel	E255
C134 Les autres services	E256
C2 Les autres agences de presse	E257
D- La radio - télévision: politique et structure générale	E259
D1 La radio	E266
D11 Historique	E266
D12 La structure actuelle de la radio suisse et changements récents dans le système	E267
D13 Les difficultés financières de la radio	E271
D14 La programmation	E272
D15 Est-on satisfait de la radio en Suisse?	E278
D16 La télédiffusion	E279
D2 La télévision	E279
D21 Les difficultés actuelles de la télévision	E281
D211 Les problèmes financiers de la télévision. La répartition des recettes entre les trois postes régionaux	E282
D23 La programmation	E285
D231 Les trois services principaux - les émissions en commun	E287
D232 Les Suisses regardent-ils les programmes suisses?	E288
D233 La coopération avec l'étranger	E290

	<u>Page</u>
D3 Les projets de l'avenir pour la radio et de la télévision	E291
D4 Le traitement favorable des minorités à la radio et à la télévision	E293
E- Le cinéma	E294
E1 Les films publicitaires	E296
E2 Les actualités	E296
E3 Les courts métrages	E296
E4 Les longs métrages	E297
E5 L'importation des films	E297
E6 Les cinés-clubs	E300
F- Conclusion sur les moyens populaires de communication	E301
- Comment ces "médias" contribuent à la co-existence ou aux désaccords entre les divers groupes linguistiques	
Bibliographie	E303

Tables

1.	L'affiliation politique des journaux	E235
2.	Répartition linguistique des journaux suisses	E237
3.	Les journaux publiés trois fois ou plus par semaine - la répartition par tirage et par langue	E238
4.	Les propriétaires des journaux	E239
5.	Les tirages des divers journaux quotidiens dans les trois régions linguistiques	E239
6.	Les journaux illustrés et de famille	E242
7.	Les journaux féminins et de mode	E244
8.	Les journaux pour les parents et pour la jeunesse	E245
9.	Les revues littéraires et politiques	E245
10.	La programmation radiophonique en Suisse	E273-4
11.	Les programmes de télévision en Suisse	E286
12.	Cinémas par ville et d'après le nombre de places en 1962	E295
13.	L'importation de films spectaculaires en Suisse	E299

A Introduction

En Suisse, la presse tient le premier rang parmi les moyens de communication. Elle forme l'opinion publique et détermine le mode de vie. La radio, établie depuis trente ans, quoique inadaptée à notre époque, joue un rôle de moindre importance. La télévision, encore très jeune, manque de moyens tant financiers qu'intellectuels et il est difficile de prédire son rôle futur. Quant au cinéma, sa production est hétérogène, son rôle est minime et on peut affirmer que dans ce domaine la Suisse demeurera largement tributaire de l'étranger.

Dans ce travail, nous nous efforcerons de tenir compte de l'influence des média d'une région sur les autres régions linguistiques. Nous savons aussi que suivant les époques les media d'une région linguistique de la Suisse ont subi l'influence du pays, de la culture-mère ou plutôt de la culture de langue commune. (Dans un cas au moins cette influence fut néfaste pour ne pas dire dangereuse - l'allemand).

B- La Presse

"La presse est à l'image du pays. Elle reflète très fidèlement, très exactement, ses qualités et ses défauts; elle est neutre, propre, bien faite, précise, lente, prudente,

conformiste. Elle est tranquille."¹ Ces paroles d'un jeune Suisse paraissent ironiques, mais décrivent assez correctement et plusieurs aspects de la vie suisse et la presse suisse.

Les structures actuelles de la presse suisse s'expliquent par l'histoire même de la Suisse. La presse reste encore fortement décentralisée. L'existence de trois régions linguistiques a empêché la naissance d'un journal national. Même à l'intérieur d'une de ces trois régions, pas un seul journal n'est lu par la grande partie de la population. Ceci explique en partie le tirage relativement faible et le fait qu'il n'y a qu'une dizaine de journaux dont le tirage dépasse 50,000. L'autre caractéristique remarquable est la politisation des journaux suisses. La plupart de ceux-ci ou bien soutiennent ou sont affiliés à un parti politique. Les journaux qui se réclament de la neutralité, (ceux avec les plus grands tirages) soutiennent le statu quo, même s'ils s'abstiennent de prendre position en politique.

La liberté de la presse existe en Suisse depuis 1848, et dans la plupart des cantons depuis 1830. Durant les deux guerres, la presse dut obéir à des directives quant aux opinions que les journalistes pouvaient exprimer.

1. Riesin, R., "La jeunesse en face de la presse", Die Schweiz, 1957, Nouvelle société helvétique, p. 194.

B1- L'Histoire du développement des journaux en Suisse¹

La Suisse possédait déjà au 17^e siècle un certain nombre de feuilles d'actualités. Elles étaient surtout publiées dans les centres principaux. La collaboration des commerçants, des imprimeurs et des services postaux facilita la publication de ces journaux. On assista au début du 18^e siècle à un essor véritable de la presse et au début des journaux politiques.

B11- Les feuilles de commerce, les journaux locaux et les périodiques intellectuels du 18^e siècle

A partir de 1740 la plupart des villes suisses possédaient une feuille de commerce (Feuille d'avis, ou Gazette) qui collaborait avec un Bureau de publicité. Ces feuilles, essentiellement publicitaires, donnaient aussi des nouvelles locales et des avis officiels. Elles devaient obtenir des permis étatiques renouvelables, d'où un contrôle préventif.

En Suisse, au 18^e siècle, une partie de l'élite tentait de développer l'instruction populaire. Un certain nombre de périodiques intellectuels contenaient alors, entre autres, l'expression de diverses opinions politiques qu'avait laissé passer la censure encore stricte de l'époque.

1. Deux cents ans de vie et d'histoire vaudoises, La feuille d'avis de Lausanne, Payot, Lausanne, 1962.

Les évènements de 1789 en France provoquèrent une augmentation inattendue du nombre de journaux suisses grâce surtout au nouvel intérêt pour les nouvelles étrangères. Pour la première fois, on évoqua la notion de liberté de la presse et l'époque 1789-1813 fut celle d'une liberté relative surveillée par l'Empereur.

Avec la Restauration de 1815, perpétrée sous l'impulsion des quatre puissances et conforme aux intérêts des patriarcats suisses, on remarque un ralentissement du développement de la presse suisse. Un concordat cantonal de 1823 (conclu également sous la pression des quatre puissances) imposa une censure préventive rigide de la presse qui prévalut jusqu'à la "régénération"¹ de 1830-1848. Cette censure avait en outre pour but d'imposer le baillon aux nombreux réfugiés politiques.

B12- Le développement des journaux de 1830 à 1914²

La presse suisse telle que nous la connaissons naquit avec la "régénération" et prit sa forme actuelle avant 1914. L'étude historique démontre l'importance de la période 1830-48 pour la consolidation de la Confédération suisse. La démocratisation qui s'effectua dans la plupart des cantons comportait le plus souvent une déclaration de la liberté de la presse.

1. Voir l'étude historique, pp. 46-50.

2. Weber, K. - The Swiss Press, pp. 16-21.

Le déroulement des débats politiques aboutit à la naissance de la fédération suisse. La libre discussion possible alors dans la presse permit à ces débats d'atteindre un plus grand nombre de personnes. Pendant cette période il y eut une prolifération de journaux politiques. Chaque ville désirait posséder son propre journal.

Trois facteurs permirent le développement de la Presse, à savoir:

1. l'existence d'une industrie de l'édition et de l'imprimerie,
2. l'amélioration technique dans les moyens de communication et
3. l'accroissement de la demande pour la publicité à cause de l'expansion économique.

Hommes d'Etat, intellectuels et écrivains fournirent aux journaux leur contenu éditorialiste. Ce fut à cette époque que les journaux suisses devinrent les catalyseurs principaux de l'opinion politique. Encore de nos jours les journaux remplissent ce rôle essentiel dans la vie politique suisse.

Cependant la véritable révolution de la presse débuta dans les années '60 comme ce fut le cas dans d'autres pays de l'Europe. Une croissance économique rapide, une amélioration considérable des moyens de communication et de

transport, contribuèrent à un essor journalistique qui atteignit son point culminant au début de ce siècle. En même temps, la rédaction des journaux (recueil des nouvelles et les commentaires) fut confiée à des rédacteurs professionnels.

La Constitution de 1848 consacra la liberté de la presse. Une meilleure diffusion de la nouvelle aména un accroissement considérable du nombre de lecteurs, et par conséquent une hausse des tirages. Dès ce moment, le commerçant considéra le journal comme le principal moyen d'atteindre le public, sa clientèle.

B121- L'accroissement du nombre de journaux et de leur tirage

Pendant la période 1848-1914, le nombre de journaux passait à 400 et devait y demeurer. Voici un sommaire de leur développement (chiffres approximatifs).¹

1848 -	88 journaux politiques en Suisse, dont 17 quotidiens
1872 -	225 journaux politiques en Suisse, dont 39 quotidiens
1896 -	338 journaux politiques en Suisse, dont 76 quotidiens
1914 -	400 journaux politiques en Suisse, dont 130 quotidiens.

1. Weber, K., op. cit., p. 22.

Soulignons que cette période de croissance de la presse correspond à celle de la véritable libre-entreprise et que la cartellisation des journaux n'avait pas encore eu lieu.

Nous n'avons pas de chiffres sur le tirage des journaux pendant cette période. Certains auteurs estiment que le tirage des grands journaux quadrupla¹ pendant la période de 1870-1900. Ce fut le premier grand saut dans l'accroissement des affaires des journaux et les causes en furent essentiellement économiques. D'autres développements dans la présentation, dans le contenu et dans le format des journaux contribuèrent à l'accroissement de leur popularité. Une augmentation du tirage emmena une augmentation des ventes publicitaires, ce qui permit une hausse du nombre d'éditions, donc, hausse du nombre de quotidiens.

B122- Le développement de la presse politique

Nous avons déjà fait allusion aux événements politiques de 1830-48 qui, accompagnés d'une liberté d'expression remarquable pour l'époque, donnèrent naissance à la presse politique. Aussitôt que la Constitution fut adoptée par le peuple, on commença à demander des revisions. Des demandes de revision de 1866, 1872, 1874, et l'acceptation de l'initiative populaire pour la revision constitutionnelle de 1891 accentuèrent l'importance des journaux en tant que moyen

1. Weber entre autres.

d'échange de vues politiques. En même temps chaque canton avait ses propres affaires, ses initiatives et référendums populaires et à ce niveau les journaux servaient de trait d'union entre la politique et le public. La démocratie directe ou semi-directe suisse exige que le public soit bien informé à tout temps sur les affaires politiques fédérales, cantonales et communales.

L'annexe à cette étude présente une image de la structure de la presse suisse. En Suisse il y a trois niveaux de gouvernement; le communal, le cantonal et le fédéral. A ces trois niveaux de gouvernement correspondent trois types de journaux. La majorité des journaux suisses sont purement locaux, mais n'hésitent pas à se prononcer sur les politiques des deux autres niveaux du gouvernement. Le deuxième type est le journal du chef-lieu du canton. En outre il y a une dizaine de journaux suisses qui s'efforcent d'être "national" sinon internationaux, et quatre ou cinq journaux comptent depuis longtemps parmi les meilleurs journaux européens.

B123- L'essor de la diffusion des nouvelles étrangères en Suisse¹

L'époque 1860-1914 est très mouvementée sur la scène mondiale. Une seule partie du monde, les deux amériques, échappa aux bouleversements provoqués par les luttes

1. Deux cents ans de vie et d'histoire vaudoises, pp. 227-311.

internes entre les puissances européennes et par les nationalismes italien et allemand. La Suisse étant au carrefour des événements, le public suisse ne put ignorer ce qui se passait autour d'elle.

Peu à peu le goût pour les nouvelles étrangères se développa, mais les journaux suisses n'étaient pas tout à fait à même de satisfaire à cette demande. Leurs sources d'information n'étaient pas des plus sûres; les communications n'étaient pas encore arrivées à un stade assez perfectionné pour informer correctement et rapidement. La Suisse étant petite, et ses journaux de caractère local, on dépendait étroitement des agences de presse, Reuter, Havas, Wolff, et Stefani. L'habitude à cette époque était d'ajouter aux dépêches de ces agences (lesquelles étaient déjà teintées des opinions nationales du pays originaire) un nombre de commentaires qui devaient adapter la nouvelle aux réalités suisses. Les rédacteurs suisses cherchaient l'objectivité, mais étant eux-mêmes mal renseignés ne pouvaient que difficilement donner une image fidèle de la réalité. En plus, la sympathie des gens partagée entre les nations environnantes n'inspirait point d'objectivité.

Même en Suisse romande, d'une part on admirait l'Allemagne jeune et puissante, d'autre part on se méfiait de l'instabilité politique de la France qui avait passé de la défaite

de 1871 à Sedan, à la Commune de Paris et à la IIIe République. Quelques groupements radicaux du Tessin, mécontents d'un régime conservateur catholique, croyaient par une adhésion à une Italie libérale, obtenir plus de liberté.

Il est intéressant de relever l'opinion des journaux, qui, au XIXe siècle, reflètent les attitudes de leurs lecteurs vis-à-vis certains événements à portée internationale, attitudes qui choqueraient de nos jours. Les journalistes suisses soutenaient les missions civilisatrices de la France et de l'Angleterre en Afrique et en Asie. On reconnaissait à l'Allemagne le droit à sa partie du gâteau, mais paradoxalement, on cherchait en même temps le désarmement. Selon les journaux, une Russie apparemment épuisée et décadente, mais représentant la civilisation européenne et blanche, avait pour devoir de battre les Japonais dynamiques mais jaunes en 1905, alors que les sympathies suisses soutenaient une révolte paysanne et ouvrière contre le régime tsariste réactionnaire. Bien qu'on sympathisait avec les masses russes, le raisonnement bourgeois exigeait la survie du régime autocratique; ceux qu'on désigne comme communistes de nos jours, étaient alors anarchistes et la Suisse connaissait ce mal terrible: Kropotkine et Bakounine, parmi d'autres, avaient fait des séjours et avaient eu des adeptes en Suisse. En 1899, l'impératrice Elisabeth avait été assassinée à Genève. C'est l'attitude morale de la presse suisse qui doit nous étonner, autant que son manque d'information sûre donnant lieu à une interprétation parfois déformée de la réalité.

B124- Les contributions journalistiques à la création du "fossé"¹ en 1914-1918

Nous avons souvent présenté l'époque en question comme celle des nationalismes, ce qui fut surtout vrai pour l'Allemagne et pour l'Italie. Or, la Suisse allant elle-même à contre-courant ne joua presque pas de rôle politique dans les affaires mondiales entre 1860 et 1914. Les diverses régions de la Suisse étaient sujettes aux influences politiques et culturelles des pays limitrophes. A cette époque, les agences de presse étrangères, seule source de nouvelles pour la plupart des journaux, accentuaient les différences d'orientation entre les régions linguistiques de la Suisse.

Nous faisons mention d'un fossé. Les différences d'attitudes entre la Suisse romande et la Suisse alémanique aboutirent au creusement d'un fossé en 1914. En bref les différences se résolurent de la manière suivante. Il ne s'agit pas de déterminer les responsables de l'éclatement de la guerre; la plupart des pays s'y préparaient et l'attendaient. Mais la violation de la neutralité belge était considérée comme un outrage au droit international public. Les Suisses romands s'indignèrent et ne manquèrent pas de le faire savoir. Les journaux romands critiquèrent âprement la Suisse alémanique; cette dernière se gardait de tout commentaire et invoquant la neutralité suisse, qu'il ne fallait pas mettre en question.

1. Voir l'étude historique pp. 60-63.

Il est difficile d'affirmer que la Suisse alémanique favorisait les Allemands. D'après nous, il s'agissait d'une question morale: la neutralité politique obligeait-elle à la neutralité morale? A cette époque il n'y eut pas trop de risque d'invasion et en tout cas la Suisse était prête à repousser soit les Allemands, soit les Autrichiens. Par une certaine bonne volonté de la part des protagonistes romands et alémaniques on arriva à une entente. La cohésion nationale se révéla être plus forte que les divergences provoquées par les attitudes envers l'Allemagne. Soulignons également que le gouvernement suisse se préoccupait d'intervenir entre les belligérents afin d'amener un retour à la Paix, bien que cette tentative parût représenter une attitude pro-allemande de la part du Conseil fédéral.

Ce qui nous intéresse dans cette expérience malheureuse de la Suisse est le rôle des journaux romands et alémaniques. Comme toujours les Romands furent plus vocifères dans l'expression de leurs opinions, et n'hésitèrent pas à condamner en des termes hardis cette démission morale de la Suisse alémanique. Un incident militaire de 1916 qui provoqua un autre fossé entre les militaires et le public vint envénimer le différend.¹ Encore une fois, on ne saurait

1. Deux colonels de l'armée suisse fournissaient des renseignements stratégiques sur les puissances de l'entente à l'Etat major impérial. Cet incident ajoutait foi à l'impression que le Général Wille et le Conseil fédéral étaient pro-allemands.

qualifier de sobres les commentaires de la presse romande. Voilà un exemple type de l'influence possible des journaux sur l'opinion publique, surtout lorsque ceux-ci adoptent un parti-pris.

Les différends ne se résolurent qu'avec l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations. En effet, le vote populaire qui ratifia l'adhésion de la Suisse à cette tentative utopique d'établir une paix durable trahit l'écart allemand-romand. Le crux du problème n'avait pas changé. La Suisse romande envisagea la Suisse en tant que facteur déterminant dans l'établissement de la paix mondiale. Le choix de Genève comme siège accorda à la Suisse romande une importance relative qui compensa pour son infériorité numérique et économique par rapport à la Suisse alémanique. Les résultats de vote ont révélé que la Suisse romande et les grandes villes alémaniques appuyaient l'entrée de la Suisse dans la SdN, alors que les cantons conservateurs, qui depuis 400 ans avaient combattu toute tentative de donner à la Suisse un rôle important dans la politique mondiale, s'y opposèrent.

Ici, comme c'est le cas de nos jours où une partie de l'opinion romande souhaite l'entrée de la Suisse dans l'ONU, les journaux romands insistent sur le besoin de la Suisse de jouer un rôle sur la scène mondiale, alors que la Suisse alémanique recule devant toute aventure qui lui paraît hardie.

B13- La presse d'entre-deux-guerres .

Pendant les années '20 la presse suisse poursuivait son expansion grâce à la prospérité économique du pays. Durant la période 1929 à 1939, signalons deux évènements importants dont la marque demeure encore aujourd'hui:

1. La dépression économique qui provoqua une cartellisation extrême de l'industrie de la presse;

2. La préparation psychologique et militaire pour la guerre à partir de 1933.

B131- Les conséquences de la dépression pour les journaux

Nous mentionnons ailleurs l'Association de la presse suisse (journalistes) et l'Association des éditeurs de journaux suisses (propriétaires). La presse ne constitue pas un cas unique en son genre. Comme toutes les branches de l'économie suisse, elle est organisée et représentée par des groupements faitiers. Je dirais même qu'une profession ou une activité économique, qu'un milieu, ne peut exister en Suisse à moins qu'il ne soit organisé en association professionnelle.

Avec d'autres industries, la presse suisse et les branches connexes subirent les conséquences de la dépression. Le résultat concret et durable fut que dans chaque ville importante et dans chaque canton les propriétaires de journaux se

sont liés pour défendre leurs intérêts économiques communs. Leur but premier fut de garantir la survie des journaux existants. Les arrangements cartellaires comportent des mérites et des inconvénients, ils varient beaucoup dans leur contenu mais en Suisse l'accord qui intervint entre les éditeurs fut très extensif. Il comprend les tarifs de vente et d'abonnement, les conditions de concurrence, les tarifs publicitaires et même les types de publicité, les conditions d'emploi, les contrats d'affirmage de publicité, et... En effet, le seul domaine concurrencier qui subsista fut celui du contenu rédactionnel.

B132- Le conflit entre les presses suisse et allemande

Après avoir consolidé son pouvoir, le Fuehrer se mit à censurer la presse allemande. Elle devint la voix de l'Etat et supprima donc toute divergence de vues politiques. En Suisse où la diversité d'opinions, émises dans la presse, était une tradition sacrée, on ne tarda pas à critiquer les événements en cours en Allemagne. Cette fois, cependant, la presse suisse était unanime; on ne put plus faire valoir la neutralité morale. En outre, le régime fasciste italien, fermement établi depuis 1923, n'a pas échappé aux attaques véhémentes de la presse suisse. Il semble qu'en Suisse on eût lu "Mein Kampf", car déjà en 1934 on anticipait une expansion allemande qui provoquerait une guerre; on s'y prépara. Les attaques de la presse suisse provoquèrent une joute

verbale entre la presse dirigée de la Nouvelle Allemagne et la presse suisse. Il y eut confiscations de journaux de part et d'autre. Ce conflit dura jusqu'en 1944 pour la presse allemande, tandis que du côté suisse, les attaques publiques et directes cessèrent en septembre 1939.

B132- Le conflit entre la presse et le Conseil fédéral

Le Conseil fédéral, au cours des années 1934-1939, souffrit de la détérioration des bonnes relations entre les deux pays. Le gouvernement suisse imputa, dans cette détérioration, une responsabilité à la presse suisse qui provoquait l'Allemagne. On pourrait aussi considérer les menaces allemandes contre la Suisse comme une cause de cette détérioration des rapports entre les deux pays.

Déjà en 1936, le Conseil fédéral publia une première directive priant les journaux suisses de s'abstenir d'employer certains termes péjoratifs bien que ces termes décrivaient correctement la situation en Allemagne.¹ (Par exemple - assassins, meurtriers, bouchers, et les mots correspondants en allemand et en italien). La presse acquiesça à cette demande, et tenta de décrire les événements sans recourir à ces termes trop expressifs.

1. Weber, op. cit., pp. 55-6.

La Suisse commença à sentir l'isolement et à éprouver de la crainte quand Hitler donna suite à ses projets d'annexion de l'Autriche et de la région des Sudètes. La formation de l'Axe d'une part, et la mollesse française et britannique d'autre part, aggravèrent les craintes du Conseil fédéral. Les directives¹, non contraignantes, envers la presse suisse se multiplièrent. Les associations des éditorialistes et des journalistes prièrent le Conseil fédéral d'envisager un système convenable de contrôle de la presse avant le début de la guerre afin d'éviter l'adoption d'une solution de dernière minute qui se serait révélée insatisfaisante parce que adoptée sous la pression des événements. Le Conseil fédéral ne donna pas suite à cette demande. Si l'on en juge d'après les journaux alémaniques, la Suisse se sentait menacée par l'Allemagne. Avant la première guerre, l'Allemagne impériale était également militante et peu démocratique, mais la Suisse ne la craignait pas pour autant. Il demeure que la notion de neutralité morale ne jouait plus.

De fait on condamnait la politique allemande pour deux raisons. Premièrement, le danger d'aggression allemande faisait naître un sentiment d'insécurité. En second lieu, on défendait - c'était la raison officielle pour l'opposition à l'Allemagne - les idéaux démocratiques. Un Suisse connu l'a dit ainsi: "La revendication de Lebensraum la menaçait dans son existence, la dénaturation de la pensée allemande l'atteignit dans sa conscience."

1. En principe il ne fallait pas mettre en doute la neutralité politique et morale de la Suisse.

B14- La presse et la neutralité pendant la guerre

Au début des hostilités le Conseil fédéral se fit octroyer les pleins pouvoirs par l'Assemblée fédérale. Celle-ci nomma, en même temps, un général, commandant en chef des forces militaires suisses. Nous avons déjà discuté des conflits de compétences qui pourraient surgir de cette juxtaposition d'organes souverains. Le Conseil fédéral ne tarda pas à décréter la création d'un organe de contrôle de la presse. La censure adoptée devait être de caractère répressif et une commission de griefs était instituée pour reviser certaines décisions.

On pouvait frapper de suspension ou d'interdiction de publication les journaux coupables d'avoir outrepassé les limites imposées par le Conseil fédéral.¹ La hiérarchie militaire parvint à contrôler les décisions de cette commission. Le haut-commandement de l'armée se rendit compte qu'en cas d'invasion l'armée suisse ne pourrait tenir indéfiniment. Déjà on avait accusé la presse d'avoir incité, ou provoqué l'Allemagne.

A vrai dire la censure demeurait assez bienveillante. Le Conseil fédéral demanda la coopération des journaux et Karl Weber¹ estime que 95 à 97% des journaux coopérèrent dans

1. Weber, K., Die Schweiz im Weltkrieg, pp. 115-16.

ce "gentlemen's agreement". Parmi les réfractaires on comptait des journaux nazis et communistes, le régime de censure étant de caractère typiquement suisse. Les journalistes sacrifièrent une grande partie de leur liberté d'expression afin de sauvegarder la sécurité de leur pays. Ce n'était pas une chose facile: les nouvelles et les commentaires publiés ne pouvaient contenir aucune référence ou indication de sympathie pour l'un ou l'autre des belligérants. On interdit les commentaires acerbes dirigés contre l'Allemagne. Le public suisse habitué depuis longtemps à lire dans leurs journaux des opinions non-tronquées ressentirent gravement cette censure. Il n'y eut pas de doute que la majorité du peuple, les journaux et les autorités souhaitaient la victoire des Alliés.¹ Mais durant les hivers de 1939-40 et 1940-41 ainsi que durant la capitulation de l'Italie la Suisse redoutait une attaque d'un côté ou de l'autre.

Le régime de censure prit fin avec la capitulation du Japon en août 1945.

Bien que la Suisse ne fut pas belligérante, il y avait des raisons vitales pour maintenir les bonnes relations avec l'Allemagne.

1. Weber, op.cit. Ce désir de victoire alliée ressort du livre de Weber. On a vu la presse suisse, presque unanimement anti-allemande avant la guerre et dans les premiers jours de celle-ci, afin d'éviter des représailles.

Deux facteurs contribuèrent à augmenter la dépendance économique de la Suisse sur l'Allemagne: 1) l'encerclement de la Suisse pendant trois ans, 2) le fait que les Alliés ne permettaient pas à la Suisse de s'approvisionner convenablement. La Suisse, pour survivre, devait fournir à l'Allemagne des produits manufacturés dont elle avait besoin afin d'obtenir en échange les matières premières qui lui manquaient. Il est certain que la presse prit conscience de la délicate posture de la Suisse, ce qui évita aux minorités suisses le besoin de décréter des mesures trop sévères dans le domaine de la censure.

B-2- La presse depuis la guerre

Actuellement et depuis quelques années, la presse suisse subit quelques modifications. Le principal changement concerne la dépoliticisation des journaux, i.e., une tendance véritable vers le journal d'information neutre. Cette tendance comporte une modernisation des journaux et serait imputable à des raisons économiques mais aussi à une baisse d'intérêt pour la chose politique interne en Suisse.

B21- Les caractéristiques généraux de la presse suisse

Au début de cette section nous avons cité un texte décrivant la presse suisse. En effet, il est possible de décrire globalement la presse suisse, malgré le fait que

les journaux paraissent en trois langues. Le contenu se ressemble d'un journal à l'autre, du moins dans les grands quotidiens. La seule grande différence que l'on puisse signaler, est le format plus moderne et plus attirant des journaux romands. Selon les Suisses alémaniques, le format moderne entraîne un traitement trop sensationnel des nouvelles et peu conforme aux goûts suisses alémaniques.

B211- Le caractère local ou régional des journaux suisses

La presse suisse naquit dans un Etat fortement décentralisé, une Confédération avec peu de liens entre les divers cantons. Même à l'intérieur des cantons les régions diffèrent grandement les unes des autres. Quelques chiffres sur le nombre de publications illustrent cette caractéristique. Sur environ 460 journaux, 60 paraissent dans 8 villes dont la population dépassent 50,000, 263 paraissent dans les communes de population en-dessous de 10,000 et 138 journaux dans les communes de 4000 ou moins. C'est-à-dire que des journaux paraissent en 235 des quelques 3,100 communes suisses. Il va de soi que la plupart des communes ne constituent pas une base économique viable à une publication quotidienne, ce qui explique qu'il n'y a que quelques 130 quotidiens.

Cette prolifération de journaux est indispensable au fonctionnement de la démocratie suisse. Ni la télévision ni

la radio ne peuvent atteindre les publics cantonaux et communaux afin de diffuser l'information et de permettre l'expression d'opinions, indispensable au fonctionnement de la démocratie directe prévue à ces niveaux de gouvernement. Ce grand nombre de journaux locaux explique le tirage global quotidien de 2,000,000.

B2111- L'importance accordée aux nouvelles locales, cantonales, régionales, suisses et étrangères

Le tirage d'un journal détermine l'importance relative des catégories de nouvelles sus-mentionnées. Un grand journal politique (journal d'élite) ou d'information traitera de toutes les nouvelles suisses. Le petit journal local qui paraît deux ou trois fois par semaine concentrera son attention sur l'actualité locale; et reprendra des grands journaux les autres nouvelles. Souvent, le petit journal appartient à une famille qui possède également une imprimerie. Le journal n'est probablement pas très profitable, mais il constitue un moyen de publicité pour le commerce local ainsi que pour l'imprimerie qui portera la raison sociale du journal. Entre ces deux extrêmes la quantité de nouvelles de divers types variera selon la capacité financière du journal. Parmi les 400 journaux politiques suisses il n'y a que 179 journaux abonnés à l'Agence télégraphique suisse; ainsi seuls ceux-ci peuvent obtenir rapidement les nouvelles comme l'exige le public de

nos jours. Les journaux à ressources financières plus importantes incluent dans leurs publications des rubriques culturelles, sportives, scientifiques, etc. Des services de presse secondaire fournissent aussi des services culturels, sportifs, etc. Les petits journaux acceptent souvent des articles politiques (polémiques).

B22 - Tendance vers le journal d'information

Depuis environ trente ans, la presse suisse tend à se transformer. La dépression économique des années '30 déclencha le mouvement vers le journal neutre ou d'information. Le nombre de journaux qui se disent neutres a passé de 80 à quelques 130 en 1960, suivant le critère utilisé pour déterminer l'appartenance politique d'un journal. J'ai déjà souligné les causes de cette transformation. Il s'agit d'abord de la nécessité d'augmenter les tirages et par conséquent les recettes commerciales, et deuxièmement du fait que les journaux prennent de moins en moins position sur les grandes options politiques. En effet, le système politique suisse est devenu une administration économique. L'importance du fédéralisme a diminué et un gouvernement de coalition doit chercher des compromis qui ne déplaisent à personne. Les lecteurs de journaux achètent les feuilles qui expriment les opinions qui concordent avec les leurs. Donc un journal neutre risquera moins de contrarier ses lecteurs, et de cette manière atteindra un plus grand nombre de lecteurs. La prospérité accrue d'un journal d'information lui permet d'améliorer substantiellement son contenu rédactionnel. Il peut dès lors introduire de nouvelles rubriques, engager des correspondants dans les

grands centres européens et mondiaux, et donner une information plus rapide et plus complète. La croissance des journaux d'information a permis aux rédacteurs de ceux-ci d'égaliser ou de dépasser en qualité les journaux d'élite (NZZ, Journal de Genève, etc.), et en plus d'offrir à leurs lecteurs une plus grande variété. Le journal neutre est à la fois informateur et divertissant.

Soulignons que cette étiquette de "neutre" ou journal d'information ne signifie aucunement un apolitisme complet. Neutre veut dire, le plus souvent, bourgeois ou anti-socialiste. En outre, aucun journal suisse n'hésiterait à prendre position sur une issue politique importante.

Il n'y a pas de doute que les journaux des grandes villes (Tribune de Genève, National Zeitung, etc.) ont vu accroître leurs tirages substantiellement pendant les trente dernières années.

B23 - La couverture des nouvelles étrangères dans les diverses régions linguistiques de la Suisse. La presse suisse est-elle tributaire de l'Allemagne, de la France et de l'Italie?

La Suisse n'est pas un pays qui tient une place de première importance dans les affaires mondiales. Dû au conservatisme, à la stabilité et à la monotonie de la politique nationale, les Suisses s'intéressent beaucoup aux

affaires mondiales et leurs journaux s'efforcent d'en donner un reportage du moins adéquat. En général, le reportage et les commentaires sont objectifs, complets, rapides, même dans les journaux cantonaux avec des tirages d'environ 20,000.

Ce qui nous intéresse le plus c'est la source et la matière des nouvelles étrangères dans les diverses régions linguistiques. D'après mes propres expériences, il est notoire que les journaux suisses de langue française accordent une large part de leur rubrique "nouvelles de l'étranger" à l'actualité française. Il n'en est pas de même dans les journaux d'autres langues en Suisse. Mais encore une fois il faut distinguer entre les divers types de journaux. Le journal local alémanique ou italien semble traiter un peu moins des nouvelles étrangères mais tous les journaux suisses de grand tirage offrent un service de nouvelles étrangères qui mettraient nos propres journaux dans l'embarras.

Il semble qu'une connaissance approfondie des événements mondiaux fournit des points de comparaison utiles à toute société. Cet intérêt aux affaires étrangères permet, dans certains cas, d'envisager avec plus de détachement les problèmes internes. Cette connaissance permet par exemple aux Suisses d'évaluer les problèmes internes plus froidement et de juger de l'importance relative de leurs différends. Les problèmes de co-existence quoique permanents ne sont jamais considérés comme démesurément graves.



Nous n'avons pas de documentation qui nous permette d'analyser la relation entre la presse suisse et la presse des trois pays environnants. Les grands journaux suisses envoient des correspondants dans toutes les villes importantes pour commenter les nouvelles provenant des pays en question. Les dépêches elles-mêmes proviennent normalement, par l'entremise de l'A.T.S., et des agences nationales des divers pays. (A.F.P. en France, ANSA en Italie, etc.) Donc il est raisonnable d'affirmer que la presse suisse est indépendante par rapport à la presse étrangère. Soulignons qu'il n'en a pas été toujours ainsi. L'Agence télégraphique suisse a joué un rôle important dans la modification des nouvelles conformément aux besoins et aux intérêts suisses.¹

B24- La distribution des journaux étrangers et des journaux des autres langues dans les régions linguistiques de la Suisse

Il n'existe aucune statistique sur les ventes de journaux étrangers en Suisse. Quiconque a séjourné en Suisse sait qu'il peut y acheter tous les journaux importants d'Europe.

Mais on ignore qui exactement les achète. D'après un certain nombre d'interviewés² des feuilles étrangères les plus populaires seraient les journaux à sensation tels que

1. Voir la section sur l'A.T.S.

2. Nous n'avons pas de chiffres qui indiqueraient quelle proportion de l'élite suisse et des entreprises suisses d'exportation est abonné aux journaux étrangers.

France-soir, etc. Il n'y a qu'un journal à sensation publié en Suisse: Le Blick de Zurich. On peut supposer qu'il y a des Suisses qui achètent ces journaux, et qu'ils ne sont pas uniquement destinés aux nationaux étrangers en Suisse.

Les journaux d'une région linguistique sont peu lus dans les autres régions linguistiques. Les abonnés sont le plus souvent les ressortissants de la région originaire du journal lequel est lu aussi par les entreprises commerciales et les diverses élites des autres régions. En outre, les journaux suisses ne s'efforcent pas de relater les nouvelles des autres régions du pays. Il faut, afin qu'une nouvelle des autres régions atteigne les pages de ces journaux, qu'elle comporte un grand intérêt pour le public. Un rédacteur qui s'occupait de la page nationale du Tribune de Genève, m'a dit qu'on publiait plus de nouvelles suisses que le public en exigeait, ceci dans l'intérêt du nationalisme suisse, ou plutôt de la cohésion nationale. Il semble que les journaux se donnent comme tâche d'informer le public sur les affaires suisses, bien qu'il n'y ait pas une véritable demande de la part du public.

B25- Les effets de la presse sur la co-existence linguistique

En discutant de la Suisse nous avons établi comme principe de base qu'il n'y a pas eu de problèmes linguistiques graves. Nous avons fait allusion à un fossé qui se creusa entre la

Suisse alémanique et la Suisse romande en 1914, et actuellement la question jurassienne provoque quelques dissensions comme elle le fait depuis 1815. Quoiqu'il n'y ait point de problème grave, il subsiste et subsistera des tensions, lesquelles sont indispensables à la survie des minorités. Dans les presses locales fribourgeoise et valaisanne les plaintes des minorités sont fréquentes. La minorité ressentira toujours la pression de la majorité et c'est un devoir pour ces journaux d'attirer l'attention des majorités sur leur manque de respect inconscient des droits des minorités.

La presse romande fait toujours état de la soi-disant oppression alémanique: par exemple, des problèmes tels la germanisation de la langue française, du sort des deux autres minorités etc. De même, en Suisse italienne, la défense de "l'italianità" et le combat contre la germanisation comptent parmi les premières préoccupations des quelques quotidiens tessinois.

Comme autre exemple, les presses alémanique et romande ont pris position pour ou contre les revendications jurassiennes. Aussi longtemps que les groupements jurassiens ne dépassaient pas les limites de la constitutionnalité, et surtout celles des moeurs politiques suisses, soit la nécessité de patienter, non seulement les journaux romands (surtout les catholiques) mais aussi les grands journaux alémaniques démontrèrent de la

sympathie pour leur cause. Toutefois à cause d'actes de violence et d'incidents politiques pendant les deux dernières années les Jurassiens ont perdu beaucoup de la sympathie de la presse suisse. Il ne reste que les journaux vaudois qui soutiennent, pour des raisons historiques, la cause jurassienne. Un journal catholique de Fribourg et la Feuille d'avis de Neuchâtel servent la cause jurassienne pour des raisons "intéressées".

Donc la presse demeure un miroir de l'état de co-existence linguistique, fournissant un forum de discussion des problèmes et servant de moyens de revendications jugés conformes aux droits des minorités.

B26- La cartellisation poussée des journaux

Le syndicalisme de la presse en Suisse date de 1883. A cette époque les journalistes et rédacteurs ont constitué l' "Association de la presse suisse" composée actuellement d'un nombre d'associations régionales et cantonales. Au début, l'Association était destinée à défendre les intérêts professionnels plutôt qu'économiques des rédacteurs contre les propriétaires de journaux. En 1899, les éditeurs ou propriétaires se sont associés pour former l'Union suisse d'éditeurs de journaux laquelle se compose d'associations régionales et cantonales. Dès lors le but de cette association était d'assurer la prospérité des journaux et d'éviter autant que possible la concurrence.

Le resserrement de l'économie dans les années '30 provoqua une cartellisation plus poussée, comme nous l'avons relevé ci-haut. En 1938, les deux associations accordèrent à leurs membres une certaine protection économique en définissant les professions de "journaliste" et d'"éditeur".

Actuellement les deux groupes engagent deux types de rapports. Des conventions collectives de travail ayant trait aux traitements, conditions de travail, etc., constituent le premier type de rapport (économique). Le deuxième type de rapport concerne l'influence du propriétaire sur la liberté de ses rédacteurs. Heureusement en Suisse la propriété de la presse n'est pas concentrée, et il serait difficile de vérifier l'existence de liens entre la presse et la grande industrie ou entre la presse et le pouvoir politique. Ceci n'empêche pas des conflits assez graves entre propriétaires et rédacteurs. Une affaire des années '50 (dans laquelle le rédacteur en cause a triomphé) provoqua la constitution d'un comité paritaire où les deux associations ont le même nombre de représentants. La tâche de cette commission est d'entendre les différends qui surgissent entre rédacteurs et éditeurs qu'ils soient de nature journalistique ou de nature commerciale.¹

1. Commerciale dans le sens de la pression que peut exercer un grand client publicitaire.

Pour les éditeurs et les journalistes cette cartellisation équivaut à un gage de sécurité économique. En plus les rédacteurs ont réussi à préserver leur liberté d'expression, ceci dans les limites d'une presse bourgeoise. Récemment l'association de presse refusa d'admettre dans ses rangs quelques journalistes communistes. Par contre, il est douteux qu'un nouveau journal puisse parvenir à s'établir en Suisse à cause du contrôle que ces associations exercent sur la presse écrite.¹

CONCLUSION

En résumé on peut dire que la presse suisse reflète la structure politique de la Suisse. Il y a trois publics - local, cantonal, et fédéral - et à chaque niveau il y a un journal qui sert comme source d'information et qui influence fortement l'opinion publique. La Suisse possède également ses journaux d'élite, qui sont connus et lus à l'étranger.

Soulignons que la presse n'a pas subi une baisse d'influence à cause de l'introduction de la radio et de la télévision. Le rôle politique du journal suisse demeure déterminant.

1. Il n'y a qu'un seul exemple du lancement d'un journal qui a survécu; c'est le Blick de Zurich, journal à sensation qu'aucun Suisse n'oserait lire en public. Cependant, on dit qu'à Zurich les bourgeois respectables l'achètent en même temps qu'ils prennent leur Neue Zürcher Zeitung, mais le cache à l'intérieur de celui-ci. Ainsi le Blick se vend bien, mais tout paraît respectable.

B3- Les périodiques et les revues:

Le domaine des journaux a fait l'objet de plus d'études que celui des périodiques. On a estimé à 2,000 à 3,000 le nombre de périodiques et revues suisses, sans compter les grands périodiques français, allemands, italiens et anglo-américains en vente en Suisse. Il serait impossible de donner un chiffre global du tirage, ou des tirages selon les régions linguistiques, de tous les périodiques suisses. En annexe à cette étude on trouvera une analyse des six différents types de revues qu'on pourrait nommer les publications populaires et qui se placeraient sous la rubrique - divertissement, mode, art et politique. Toutes ces revues sont destinées au grand public sans distinction de religion, de langue ou de couche sociale.

Cette dernière catégorie ne comporte qu'une fraction du total des publications. Le catalogue des périodiques suisses énumère les publications dans les domaines suivants: religion; militaire, sports et loisirs; santé, soins aux malades, abstinence; agriculture, horticulture, sylviculture, protection des animaux; technique, artisanat et industrie; transports, communications, hôtellerie; finance, commerce, économie, assurances; sciences, pédagogie; services publics et journaux d'employés en général. Ces périodiques sont principalement d'une nature spécialisée et donc destinés à des publics particuliers. Plusieurs sont des revues ou publications du grand nombre d'associations privées qui existent en Suisse.

Nous avons découvert dans le domaine des revues populaires une abondance de journaux de familles, de femmes, d'enfants, etc., mais il y a peu d'hebdomadaires comme les "news magazines" dans les autres pays. En plus, des revues de partis politiques sont choses rares. Ce phénomène s'explique facilement si l'on se réfère aux journaux politiques. Ceux-ci ne constituent pas seulement une source de nouvelles, mais aussi une collection de commentaires objectifs et partisans sur les divers développements de la vie politique suisse et sur les affaires mondiales. Certains journaux suisses s'illustrent par leur double caractère de feuille d'actualité et de recueil de commentaires. Je fais allusion à des vieux journaux d'élite dont le tirage n'est pas des plus élevés comme par exemple la Basler Nachrichten, la Gazette de Lausanne, le Journal de Genève et la Neue Zürcher Zeitung que les Suisses décrivent comme une véritable institution.

Le vaste nombre de publications économiques, financières et commerciales, s'explique simplement par l'indispensabilité pour la Suisse de vendre ses produits.

ANNEXE I- La structure de la presse suisse. Les journaux principaux, 1^o affiliation politique et le tirage

En ayant recours à quelques statistiques nous allons tenter d'esquisser une image de la structure de la presse suisse et aussi d'illustrer la tendance que nous avons décrite à la section B22.

TABLE 1

L'affiliation politique des journaux¹

Parti politique	1930	1939	1951	1960	1965
Radical, libéral, démocrate	186	146	105	88	91
Conservateur, chrétien-social	80	79	79	81	74
Paysans, artisans, bourgeois	16	28	7	6	11
Alliance des indépendants	-	1	2	1	1
Socialistes	21	20	18	20	19
Communistes	3	1	2	3	3
Bourgeois	16	-	23	33	26
Neutre	83	120	161	132	137
Officiel	-	-	-	(26) ²	26
Feuilles d'annonces				(103) ²	103
Divers		5			
Totaux	405	400	397	364 (493) ²	491 (362) ³

1. Source: Weber, K., The Swiss Press, pp. 29-30.

2. Ces chiffres étaient ajoutés pour permettre une comparaison entre 1960 et 1965.

3. En soustrayant les feuilles d'annonces et l'"officiel" on trouve un résultat net d'une baisse d'un journal.

Ces chiffres ont une valeur relative. Ceux de 1930 et 1939 sont basés sur une enquête effectuée à la Landi¹ de Zurich, ceux de 1951 sont le résultat d'une enquête privée et les derniers deux ans sont relevés du catalogue des journaux de 1960 et 1965.

Abstraction faite de ces chiffres inadéquats, il est possible de déceler trois tendances intéressantes.

D'abord si l'on fait abstraction des catégories "feuilles d'annonces" et d'"officiels" il y a une baisse du nombre de journaux. D'après mes connaissances ce serait les petits journaux locaux non quotidiens qui tendent à disparaître.

La deuxième conclusion est celle que nous avons déjà relevée; le nombre de journaux affiliés aux partis politiques tend à baisser. Donc on voit un accroissement des journaux de catégories "neutre" et "bourgeois". Ces deux étiquettes n'indiquent jamais qu'un tel journal n'hésiterait pas à prendre position dans une discussion politique.

1. Exposition nationale de 1939.

TABLE 2

Répartition linguistique des journaux suisses ¹

	Nombre 1951	%	Nombre 1965	%	Pop. suisse %
<u>Deutsch</u>	276	69	355	72.2	73
<u>Français</u>	103	25.8	112	22.8	21
<u>Italiano</u>	17	4.2	19	3.9	5
<u>Rumantscha</u>	4	1	4	0.8	1
<u>English</u>			1	0.2	
	400	100	491	100	100

Encore une fois, le nombre de journaux de 1965 est enflé à cause de l'inclusion des feuilles de commerce et des publications officielles.

Il est très probable que les proportions soient demeurées constantes. Les feuilles de commerce (Anzeiger) et les feuilles officielles sont proportionnellement plus nombreuses en Suisse alémanique.

1. Source: Catalogue des journaux suisses, 1965 et Weber, K., op. cité, p. 24.

TABLE 3

Les journaux publiés trois fois ou plus par semaine-
La répartition par tirage et par langue.

Catalogue des journaux suisses, 1965.

Edition par semaine		Tirage 0-2500	2501 à 5000	5001 à 10,000	10,001 à 15,000	15,001 à 20,000	20,001 à 50,000	50,000 et plus	Total	Total
Langue										
3-5 fois	a f i	26 5	24 6 1	10 2	1		1		62 13 1	76
6-7 fois	a f i	11 2 1	21 3 1	16 7 1	11 6 3	9 1	9 4	6 3	83 26 6	115
10 fois ou plus	a						3	2	5	5
Total		45	56	36	21	10	17	11	196	196

1. Nous n'avons pas tenu compte des journaux qui paraissent moins de 3 fois par semaine.

2. a- allemand f - français

TABLE 4Les propriétaires des journaux: en 1930

Individus	145
Sociétés en nom collectif ou en commandite	57
Sociétés anonymes	92
Sociétés coopératives	35
Associations	22
Partis ou groupements politiques	<u>12</u>
	363

Nous avons raison de croire que ces chiffres n'ont pas subi de modifications profondes. Il est très possible qu'il y ait davantage de sociétés anonymes, mais elles seraient la propriété d'une ou de quelques personnes. D'après nos connaissances il n'y a pas de concentration de propriété de journaux. En outre, il est difficile de déceler une tendance ou un désir de concentration économique dans cette branche.

TABLE 5Les tirages des divers journaux quotidiens dans les trois régions linguistiques

Tirage quotidien des journaux suisses en 1964-(1)				
	Allemand	Français	Italien	Totaux
Quotidiens	1,442,322	474,695	49,782	1,966,799
3-5X par semaine	201,343	39,850	4,500	245,693

(1) Catalogue des journaux suisses, 1965.

Une analyse de ces chiffres confirme quelques hypothèses. D'abord la population suisse est très saturée quant à la distribution des journaux. (Les statistiques ci-indiquées ne tiennent pas compte des feuilles officielles ni des feuilles de commerce - Anzeiger). Nous avons calculé les relations entre le nombre de quotidiens lu par la population suisse et le nombre lu par chaque groupe linguistique. Nous n'avons pas tenu compte des étrangers résidant ou établis en Suisse. Nous avons supposé que les étrangers lisent des journaux étrangers. En 1960 d'une population de 5,429,061, 584,739 étaient des étrangers. Nous savons que la population s'est accrue d'environ 400,000 depuis 1960, ce qui donnerait une population suisse de 5,244,322 actuellement. Toutefois nous donnerons les rapports entre le tirage de 1964 et la population de 1960. Ces chiffres ont une valeur relative:

- 1 quotidien pour 2.5 suisses alémaniques
- 1 quotidien pour 2.1 suisses romands
- 1 quotidien pour 4 italiens
- 1 quotidien pour 2.5 suisses.

Soulignons que ces statistiques sont très approximatives. Mais on y décèle un rapport qui est très significatif. Les Italiens qui ressentent le plus une menace contre leur culture, sont assez mal servis du point de vue journalistique - du moins en ce qui concerne des journaux suisses. Les Rhéto-romanches ne peuvent lire que quatre journaux à contenu réduit qui paraissent au maximum deux fois par semaine. Les Romands lisent beaucoup les journaux, ce qui confirme une conclusion que nous avons tiré de notre étude sur l'éducation. En plus les jour-

ANNEXE 2: La formation des journalistes

Dans un pays où le journalisme est pourtant très développé il est remarquable de noter qu'il n'existe pas d'école ou de diplôme de journaliste en Suisse - les universités de Zurich, Berne, Lausanne, et Fribourg offrent des cours libres en journalisme. On offre deux types de cours: la recherche dans l'histoire de la presse, et la formation technique de journalistes, ce qui inclut des études supérieures destinées à des rédacteurs en poste.

Donc, la bonne qualité rédactionnelle des journaux serait due moins aux écoles journalistiques qu'à la formation universitaire et pratique. En effet, la plupart des journalistes suisses possèdent une formation universitaire.

ANNEXE 3: Les divers types de revues et leur tirage

Nous avons fait quelques calculs quant à la distribution des revues populaires en Suisse et dans les diverses régions linguistiques de la Suisse. Le chiffre global et le rapport entre celui-ci et la population n'a pas de signification, vu qu'il nous a été impossible de tenir compte de toutes les revues. En plus nous avons essayé de faire ressortir combien l'influence alémanique peut se faire ressentir à cause de la propriété alémanique de ces journaux, la publication desquelles est la plus profitable.

TABLE 6Les journaux illustrés et de famille

	Allemand	Français	Italien	Total
Tirage	2,218,660	421,474	128,679	2,768,813
%	80.2	15.2	4.6	100
Nombre de publications	21	11	4	
Propriété alémanique	21	5	1	
Tirage de propriété alémanique	2,218,660	274,004	75,185	

Si ces chiffres n'ont pas de valeur absolue, il est possible d'en tirer quelques caractéristiques générales. D'abord le gros du tirage est dirigé vers la population alémanique.

Deuxièmement, les publications les plus populaires en Suisse romande et italienne sont des versions dans ces langues d'une édition alémanique. Il est aussi très probable que les Romands lisent relativement plus une revue telle que Paris-Match que les Alémaniques ne lisent Stern ou des feuilles semblables.

TABLE 7Les journaux féminins et de mode

	Allemand	Français	Italien	Total
Tirage	644,877	167,307	7,024	819,208
%	78.7	20.4	0.9	100
Nombre de publications	17	5	1	23
Propriété alémanique	17	4	0	
Tirage de propriété alémanique	644,877	142,307		

Les remarques préliminaires énoncées à propos de la première catégorie de revues s'appliquent également aux journaux de mode. Mais soulignons que le tirage dans ce domaine est, dans toutes les régions linguistiques, relativement bas. Quoique nous n'ayons aucune statistique sur la consommation de journaux de mode provenant de l'étranger, il est très probable que les femmes suisses achètent volontiers lesdits journaux. On voit ces journaux dans tous les kiosques suisses, et les modes italiennes et françaises sont infiniment plus populaires que celles de la Suisse.

TABLE 8Les journaux pour les parents et pour la jeunesse

	Allemand	Français	Italien	Total
Tirage	417,834	137,000	6,200	561,034
%	74.5	24.4	1.1	
Nombre	15	6	1	

Encore une fois on remarque un tirage bas. La population italienne n'est pas du tout bien servie. Soulignons qu'il n'existe pas de journal moderne pour les jeunes. Il y en a qui provient de la France, qu'on trouve dans tous les pupitres des écoles de la Suisse romande: Salut les copains.

TABLE 9Les revues littéraires et politiques

	Deutsch	Français	Multilingue	Total
Tirage	309,909	34,610	25,000	369,519
%	83.9	9.4	6.7	
Nombre	23	8	3	

Il semble que les Suisses de toute langue, ou du moins l'élite, lisent les revues étrangères. Ceci serait surtout vrai pour les Italiens et les Romands.

La Suisse est trop petite pour entretenir beaucoup de périodiques. Les revues "populaires" s'adressent à un petit marché, et se vendent très peu à l'extérieur. Plus la branche est spécialisée, (les sciences humaines et naturelles, l'art et les belles-lettres), plus la Suisse lira une publication étrangère. Soulignons que les publications en Rhéto-romanche sont presque non-existantes. Il n'en va pas de même avec les revues italiennes, mais l'étroitesse du marché, ainsi que l'absence d'un centre culturel rend plus difficile, voire impossible, le lancement et la réussite d'une entreprise de publication périodique.

C- Les Agences de presse

La distribution de nouvelles en Suisse par l'entremise d'une agence de presse constitue un modèle pour un pays multilingue. Il n'y a qu'une seule agence de nouvelles, et un nombre d'agences secondaires s'occupant de la transmission de nouvelles sportives, des photos, des bourses et des rapports commerciaux. Un service de presse suisse (Feuille-tondienst) fournit des suppléments culturels et des divertissements aux journaux suisses. Une autre agence, Service de presse politique, fournit aux petits journaux des articles et commentaires sur les affaires politiques suisses.

Toutefois l'organe le plus important pour la diffusion des nouvelles suisses est l'Agence télégraphique suisse (Schweizerische Depeschenagentur), laquelle est liée aux autres agences sus-mentionnées.

C1- L'agence télégraphique suisse

C'est une institution autonome et complètement indépendante. En effet, l'A.T.S. est une société anonyme d'un capital de sfr. 150,000, dont les actionnaires sont 38 journaux suisses et quelques individus. Elle est financièrement indépendante et ni le gouvernement, ni les grandes affaires n'influencent son fonctionnement.

C11- L'historique et la raison de sa création

En 1894 un rédacteur du Journal de Genève était préoccupé des différences de contenu et de ton des dépêches provenant des agences Reuter, Havas, Wolff, et Stefani. D'après lui chaque agence tentait de promouvoir les entreprises coloniales et nationalistes de son pays respectif. Il disait de fait que les nouvelles n'étaient pas très objectives, qu'elles étaient souvent contradictoires, et que le contenu risquait de faire appel aux sympathies des populations des diverses régions linguistiques de la Suisse. Ce rédacteur craignait que ces dépêches d'actualité ne provoquent un schisme à l'intérieur du pays, que chaque groupe linguistique sympathise avec le pays de même langue. Vu que les ambitions des quatre pays les rendaient adversaires sur la scène européenne et mondiale, nous pouvons comprendre cette crainte. Ailleurs nous avons discuté du fossé qui s'est ouvert entre la Suisse romande et la Suisse alémanique lors de l'éclatement de la guerre en 1914.

Le rédacteur voulait instituer une agence pour la collection et la dissémination des nouvelles qui serait suisse et qui pourrait servir les besoins et les intérêts suisses. Vu que les journaux suisses n'avaient pas les moyens financiers pour établir un service mondial de renseignements,

l'agence projetée allait devenir un filtre, pour ne pas dire un organe de censure des nouvelles provenant de l'étranger. En plus elle devait établir un système de recueil de nouvelles provenant de l'étranger. En plus elle devait établir un système de recueil de nouvelles à l'intérieur même de la Suisse.

Cet argument de principe n'était pas le seul qui militait en faveur d'une agence autonome et nationale. A cette époque toutes les grandes agences étrangères avaient des branches en Suisse. Leur position de monopole leur permit d'imposer aux journaux suisses des conditions financières outrageuses. Pour la plupart des journaux, les tarifs onéreux des agences étrangères constituèrent un fardeau financier. Donc un service national serait beaucoup moins cher.

Ces deux raisons permirent à Morel de convaincre les propriétaires de son propre journal et ceux de la Gazette de Lausanne, de la Bund et de la Neue Zürcher Zeitung qui se firent les avocats de la cause et en outre s'engagèrent à acquérir bon nombre d'actions. Ils réussirent à convaincre 38 autres journaux. La Société anonyme de l'agence télégraphique suisse (Schweizerische Depeschenagentur, Agenzia telegrafica svizzera) fut alors constituée en 1894. Les actions appartiennent encore à ces journaux et quelques unes demeurent la propriété des héritiers des fondateurs. Le plus grand paquet ne dépasse pas un sixième du total des

actions. Donc il n'y a, en principe, pas de possibilité pour un seul journal d'en prendre le contrôle. Soulignons que l'A.T.S. est gérée par les journaux afin de satisfaire à leurs intérêts. L'opération de l'A.T.S. donne lieu le plus souvent à un bénéfice, mais la société distribue rarement des dividendes. Le Conseil d'Administration est composé de membres qui représentent la gamme complète des journaux suisses, y compris les journaux socialistes.

Cl2- La structure de l'institution

Le siège social de l'A.T.S. se trouve à Berne. Au bureau central, qui est aussi à Berne, on trouve l'administration et les diverses installations assurant le service des nouvelles. Toutes les dépêches émises par l'A.T.S. émanent de Berne. Donc, à Berne on trouve des traducteurs, des rédacteurs, les archives et les émetteurs qui fournissent un service ininterrompu. En outre, il y a des rédacteurs à Bâle, Zurich, à Genève et à Lugano qui envoient leurs dépêches à Berne. Environ 120 correspondants sont à la disposition de l'A.T.S. dans tous les chef-lieux du pays ainsi que dans toutes les villes importantes au niveau national ou régional. Des correspondants travaillent à Paris, Londres, New York, Buenos Aires et à Johannesburg pour le compte de l'A.T.S. Leur tâche n'est point d'envoyer des dépêches, service qui est garanti par l'A.F.P. et par Reuters, mais d'envoyer des résumés ou des commentaires des événements dans ces parties du monde.

C13- Les services offerts aux journaux suisses

L'A.T.S. fournit à 179 abonnés dont 130 quotidiens un service ininterrompu de nouvelles provenant de la Suisse et de l'étranger. Une partie de ces nouvelles sont envoyées par télégraphe tandis qu'un certain nombre de journaux reçoivent leurs nouvelles par un service de téléscripteur permanent. L'A.T.S. et les journaux qui reçoivent ce service ont conclu un contrat de louage avec les PTT pour avoir les lignes à meilleur marché. Environ 100 abonnés reçoivent ce service simultané mais le profit réalisé sur les lignes alémaniques ne couvre pas le déficit enregistré sur les lignes françaises et italiennes.¹

Les tarifs d'abonnements se basent sur le nombre d'éditions et sur le tirage, comme c'est le cas pour d'autres agences.

L'A.T.S. travaille étroitement avec Reuters et l'Agence France Presse avec lesquelles elle a deux lignes de téléscripteur directes toujours ouvertes. En outre, elle reçoit des nouvelles des autres agences nationales, qui font partie du "groupe de 39". Aucun des membres de ce groupe n'est un pays communiste ce qui veut dire que les nouvelles touchant les affaires communistes, une grande partie des nouvelles étrangères de nos jours, seront diffusées par les deux grandes agences sus-mentionnées. N'oublions pas que quelques-uns

1. Rapport du Conseil d'administration de l'A.T.S., 1964,
p. 12.

des grands journaux suisses sont également abonnés aux autres services mondiaux. U.P.I. et A.P. ont des succursales en Suisse, et les autres agences mondiales ont aussi des correspondants dans les villes suisses importantes.

C131- La sélection des nouvelles¹

En 1964 l'Agence émit environ 7,000,000 mots ce qui fait une moyenne d'environ 22,000 par jour. Si l'on sait que l'A.T.S. reçoit près de 25,000,000 mots par année, il est évident que le service offert est un véritable filtrage. Le directeur de l'Agence m'a dit que les informations dépêchées aux abonnés pourraient remplir six pages d'un journal, format moyen. En effet, il n'y aurait qu'un journal (la Neue Zürcher Zeitung qui pourrait insérer toutes les dépêches. Signalons que les abonnés de langue italienne ne reçoivent que la moitié du service que les journaux français et alémaniques. L'agence a le choix de raccourcir et de choisir les dépêches ce qui donne à l'agence une très grande liberté d'action. Elle est habilitée à choisir parmi les diverses dépêches celles qui pourraient intéresser la Suisse. C'est ici que le rôle de l'agence est capital. Selon le degré d'indépendance dont jouissent les rédacteurs, certaines nouvelles seront acceptées et

1. Cette sous-section est basée sur un entretien avec monsieur le docteur Siegfried Freye, directeur de l'A.T.S. en octobre 1965.

d'autres pas. C'est une censure potentielle et il est difficile de savoir comment cette arme est utilisée, si elle l'est. On tente de garder une certaine objectivité en émettant les dépêches sans titres. Une deuxième raison pour cette pratique serait un souci d'éviter que les mêmes titres paraissent dans tous les journaux suisses. D'après le directeur du service on préfère émettre des dépêches plus courtes mais plus nombreuses.

Il semble que les services français et alémanique ont la même teneur, alors que le service en italien est moins volumineux. Le volume réduit du service italien est réalisé par un raccourcissement des dépêches envoyées, et non par une réduction de leur nombre.¹

Il n'est pas étonnant que le nombre de dépêches étrangères en langue française soit plus élevé que pour la langue alémanique. Pour les dépêches suisses, le contraire serait vrai. En effet, le volume de nouvelles provenant de l'extérieur est plus élevé que le volume suisse.

En général la sélection se fait d'après les critères suisses; une nouvelle étrangère doit être susceptible d'intéresser du moins une partie de la Suisse. Il en va de même

1. La presse écrite italienne est proportionnellement moins importante en Suisse. Nous ne savons pas si le volume réduit de dépêches italiennes a comme cause le fait que les journaux italiens sont incapables de payer un service plus substantiel.

pour les nouvelles suisses proprement dites. La plupart des journaux font un tri supplémentaire des dépêches qu'ils reçoivent et n'en emploient qu'au maximum environ le tiers.

Cl32- La rapidité et langues de fonctionnement

Dire que le service de l'A.T.S. est le plus rapide du monde serait impossible à prouver, parce que ce n'est pas le cas. L'A.T.S. elle-même est à l'heure de ce qui se passe dans le monde, mais dans un pays trilingue le problème de traduction est monumental, sans parler du choix des nouvelles que nous avons mentionné au paragraphe précédent. Nous avons déjà remarqué qu'il y a un grand volume de nouvelles en français, ce qui s'explique par la ligne directe entre l'A.T.S. et A.F.P. Pour ces nouvelles les journaux français sont favorisés, car dès que le choix de nouvelles se fait, elles seront envoyées simultanément par téléscripteur à 35 journaux romands. Les abonnés allemands (2 téléscripteurs en service simultané) et italiens (6 lignes) ne les recevront qu'après traduction. Lorsque la nouvelle arrive en anglais (Reuters), les trois régions recevront la nouvelle en même temps, après traduction. Nous n'avons pu nous renseigner sur le délai¹ nécessaire pour la traduction.

1. Une question reste en suspend: On peut se demander ce qui arrive aux nuances inhérentes, aux dépêches originales lors de la traduction. D'après ma propre expérience et d'après les objectifs déclarés de l'A.T.S., les nouvelles dépêchées seront aussi peu maniées que possible. Il est même probable que les nouvelles arrivant de l'A.F.P. par exemple, seront raccourcies, tout en leur enlevant des nuances douteuses.

L'A.T.S. est fière de son service qu'elle veut objectif et à point, ce qui veut dire des traductions du moins acceptables. La politique de l'A.T.S. affirme que l'on cherche à encourager des dépêches de bonne qualité linguistique, même s'il faut sacrifier la rapidité. Sauf dans quelques grands journaux qui ont des raccordements directs avec les grands services internationaux, tous les journaux reçoivent les dépêches de l'A.T.S. en même temps.

Cl33- Le personnel

Il nous a été impossible d'obtenir beaucoup de détails à propos du personnel employé par l'agence. Vu que le service se maintient sans interruption, il est évident que l'équipe rédactionnelle devrait être assez grande pour assurer le choix, la traduction et la rédaction des nouvelles. Toute dépêche reçue, si elle a été traduite, passera par un rédacteur de cette langue. Les dépêches provenant de la Suisse même arrivent toujours dans la langue de la région. L'A.T.S. assigne trois rédacteurs, un de chaque langue, aux affaires politiques suisses.

Il semble que l'A.T.S. embauche difficilement du personnel. Le directeur de l'Agence, en réponse à une question concernant la qualité des traductions, a avoué très franchement que les plaintes se sont faites entendre et que l'A.T.S. cherche à améliorer ceci. Depuis quelques années les salaires tendent à s'accroître rapidement, ceci en vue d'attirer un meilleur personnel.

C134- Les autres services

L'A.T.S. ne se limite pas à fournir des nouvelles aux quotidiens. Depuis environ 20 ans, un contrat conclu avec la radio suisse prévoit que l'A.T.S. devra fournir quatre services d'actualité de 5 à 10 minutes chacun, quotidiennement. L'A.T.S. fournit les rédacteurs, les lecteurs et fait le choix de nouvelles pour le compte de la radio. La caractéristique du service qui doit nous intéresser le plus, c'est le fait que les trois rédacteurs étudient ensemble les dépêches et choisissent ensemble 9/10 des dépêches pour lecture à la radio. Le dixième qui reste est consacré aux nouvelles régionales susceptibles d'intéresser la population de l'une des régions linguistiques. Nous parlerons davantage de ce service à la section sur la radio et la télévision. Dès l'introduction de la TV, un contrat semblable prévoit deux rapports par jour à la TV. Dans le cas de la TV, la lecture des rapports se fait par les annonceurs de la TV dans les studios de la TV. Dans les deux cas, le peuple suisse, de trois langues différentes, voient et entendent ce qui se passe dans le monde sous le même optique et par une même mentalité, qui serait typiquement suisse.

En outre l'A.T.S. prépare six rapports quotidiens pour le téléphone. C'est-à-dire qu'en Suisse romande, si l'on compose le numéro 167 on entend un rapport d'actualité de

5 minutes, rapport qui change 6 fois par jour. En Suisse italienne, le même service s'offre au même numéro, alors qu'en Suisse alémanique, la composition du numéro 168 nous met à l'écoute des dernières nouvelles. Selon la région, il est possible d'avoir soit le service français et allemand soit le service italien et allemand.

C2- Les autres agences de presse

L'A.T.S. s'occupe principalement des informations générales et politiques; ceci ne veut pas dire qu'elle ignore ce qui arrive dans les domaines plus spécialisés. L'A.T.S. se tient au courant des affaires de toutes les associations et organisations importantes de la Suisse.

A part ces activités l'A.T.S. détient des paquets d'actions majoritaires dans l'Atlas-Service S.A., dans l'Agence cosmographique, dans la Sportinformation Weherle S.A., et dans l'Illustration et Photopresse S.A. Les deux premiers services se spécialisent dans les commentaires, articles, et nouvelles économiques et commerciales, y compris les côtés de bourse de la Suisse et des centres financiers mondiaux. La Sportinformation se consacre bien entendu à la diffusion de nouvelles sportives, tandis la Photopresse S.A. s'occupe de la diffusion de photos, provenant principalement de la Suisse. Soulignons que les journaux alémaniques paraissent encore dans un format peu moderne et n'utilisent pas souvent de photos.

Ayant le contrôle de ces quatre sociétés, l'A.T.S. détient un monopole de la diffusion des nouvelles. L'A.T.S. garantit que tout journal suisse peut bénéficier des services offerts par les agences sus-mentionnées.

Mentionnons en passant deux autres services qui ne dépendent pas de l'A.T.S. et qui se destinent davantage aux petits journaux hebdomadaires et non-quotidiens. En 1938, la communauté de travail Pro Helvetia subventionna un service de presse suisse (Feuilletondienst) qui devait fournir aux journaux suisses des trois langues, des feuilletons et des articles culturels dans les trois langues, et de cette manière éviter la prolifération d'articles de ce genre provenant de l'Italie et de l'Allemagne. Le service encourage ainsi une production indigène dans ce domaine. Ce service subsiste de nos jours.

Un deuxième service secondaire est offert par un "Service de presse politique" qui distribue aux petits et moyens journaux des articles et commentaires politiques concernant les affaires suisses. La plupart de ces petits journaux ne possèdent pas les moyens économiques qui leur permettraient d'embaucher un correspondant à Berne ou à Zurich.

Ces deux agences sont d'une moindre importance par rapport à l'A.T.S.¹

1. Il existe une autre agence de presse: Correspondance politique suisse. Nous ne sommes pas à même de donner des renseignements détaillé là-dessous. Nous savons qu'elle fournit des articles politiques polémiques aux petits journaux suisses; ces journaux ne sont que rarement des abonnés à l'A.T.S.

D- La radio-télévision: politique et structure générale

On remarque depuis 15 ans un grand nombre de changements dans la radio et dans la télévision suisses.

Dès les débuts de la radio en 1922, la Suisse adopta un régime en apparence privé, mais en réalité mixte. En 1931, la Confédération interpréta l'article 36 de la Constitution¹ d'une manière téléologique et appropria la compétence sur les ondes radiophoniques au gouvernement central. C'est-à-dire que la Confédération s'accorda un monopole technique des ondes. Le pouvoir d'octroyer des concessions comporte la possibilité d'imposer des conditions à remplir avant qu'une concession ne soit allouée. Je vous cite une partie de la dernière concession accordée à la société suisse de radio-diffusion:

Art. 13, Concession du 27 octobre, 1964

Les programmes diffusés par la S.S.R. doivent défendre et développer les valeurs culturelles du pays et contribuer à la formation spirituelle, morale, religieuse, civique et artistique. Ils doivent donner une information aussi objective, étendue et rapide que possible et répondre au besoin de divertissement. Les programmes doivent servir l'intérêt du pays, renforcer l'union et la concorde nationale, et contribuer à la compréhension internationale. Les émissions sur ondes courtes doivent resserrer les liens qui unissent au pays les Suisses demeurant à l'étranger et contribuer au rayonnement de la Suisse dans le monde.

1. Dans toute la Suisse, les postes et les télégraphes sont du domaine fédéral.

Les émissions qui sont susceptibles de mettre en danger la sûreté intérieure ou extérieure de la Confédération ou des cantons, leur ordre constitutionnel, ou les rapports internationaux de la Suisse ne sont pas admises.

L'autorité concédante (le Conseil fédéral) se réserve le droit de désigner les sources auxquelles il y a lieu de puiser les informations à diffuser.

Nul n'a le droit d'exiger la diffusion par la radiodiffusion sonore ou par la télévision, d'oeuvres ou d'idées déterminées, ni l'utilisation du matériel et des installations de la S.S.R.

L'autorité concédante peut ordonner la diffusion de communiqués officiels.

La S.S.R. est tenue de diffuser des communiqués urgents émanant de la police.

Cette concession est très générale et définit bien les limites dans lesquelles les émissions peuvent se faire. C'est l'unique concession qui a été accordée. La Société suisse de radiodiffusion et de télévision peut ainsi seule se servir des moyens techniques d'émission lesquels sont la propriété du département des Postes, Télégraphes et Téléphones qui reçoivent une indemnité fixe de la part de la S.S.R.

Une analyse de la structure de la S.S.R. démontrera que, bien que la Société soit une corporation de droit privé, le Conseil fédéral y détient une voix relativement importante. Nous allons donner une brève description de la Société telle que réorganisée.

Avant le premier novembre 1964, la Société se composait de 9 sociétés régionales, chacune autonome, sans moyen efficace de coordination; il y avait une tendance à la concurrence, au double emploi et à des malentendus entre les divers membres et une plus grande centralisation s'avérait être inévitable. En Suisse alémanique surtout, avec ses six sociétés dont trois avec studios, l'ancien système ne fonctionnait pas convenablement. Les studios se concurrençaient entre eux, et n'accordaient pas de temps suffisant aux programmes des sociétés sans studios. Alors qu'en Suisse romande et italienne on s'accordait facilement sur la création de nouvelles sociétés régionales et sur la répartition programmatique, ce ne fut qu'en 1964 que les sociétés alémaniques sont arrivées à un accord, ceci après des pourparlers pénibles pendant 4 ans. La direction générale de la S.S.R. soupçonnait certaines sociétés de penser uniquement à leurs propres intérêts, sans prendre en considération ceux de toute la région alémanique.

De plus, la situation financière, surtout celle de la radio, s'aggravait et une rationalisation était devenue indispensable.

La principale modification consiste en la création de trois sociétés régionales par un regroupement des anciennes sociétés de chaque région linguistique. Article 1, chapitre 2, se lit comme suit:

La S.S.R. se compose des sociétés régionales suivantes:

a) "La Radio - und Fernsehgesellschaft der deutschen und der rätoromanischen Schweiz", qui comprend les sociétés membres suivantes:

Radiogenossenschaft in Zürich

Radiogenossenschaft Bern

Radiogenossenschaft Basel

Ostschweizerische Radiogesellschaft

Innerschweizerische Radiogesellschaft

Cumünanza Radio Rumantsch

La direction de la radio est à Bâle et celle de la télévision à Zurich.

b) La "Société de radiodiffusion et de télévision de la Suisse romande", qui comprend les sociétés membres suivantes:

Fondation de radiodiffusion et de télévision à Lausanne

Fondation de radiodiffusion et de télévision à Genève.

La direction de la radio est à Lausanne et celle de la télévision est à Genève.

c) La "Società cooperativa per la radiotelevisione nella Svizzera italiana" dont le siège est à Lugano.

Nous observons que la structure fédérale de la Société, une association de droit privé à but non-lucratif, est destinée à servir l'intérêt public. La radio qui naquit spontanément sur une base fédérale a conservé sa structure fédérale alors que la télévision reflète un caractère plus centralisé: ceci serait imputable aux plus grands besoins financiers qui sont impliqués dans la télévision et au fait que la moitié des programmes sont de contenu commun.

Nous venons de relever que la S.S.R. et ses sociétés membres sont des personnes morales de droit privé; cependant la S.S.R. fut réorganisée selon les recommandations de

l'expertise Probst de 1957, rapport qui fut demandé par le Conseil fédéral. L'administration de la S.S.R. dut s'incliner devant les désirs du gouvernement.

Deux dispositions de la concession sus-mentionnée garantissent la représentation des divers milieux linguistiques, ethniques et culturels de la Suisse.¹

Le Conseil fédéral a aussi comme tâche: 1) la nomination d'un certain nombre de membres (y compris le Président) du Comité central, 2) la nomination des Commissions de programmes de la télévision et des ondes courtes, et 3) la nomination d'une partie des représentants aux Assemblées générales des trois sociétés régionales. "Pour ces nominations elle tient compte des divers milieux représentatifs du monde spirituel et culturel du pays, des divers milieux d'auditeurs et de téléspectateurs, ainsi que les diverses régions..."

On voit bien, sans en imposer les détails, que l'organe responsable de l'émission des programmes en Suisse est bien loin d'être une affaire privée, bien qu'il relève du droit privé suisse.

1. Art. 8, al. 2 - Les sociétés régionales prennent les dispositions nécessaires pour que les divers milieux représentatifs du monde spirituel et culturel du pays, les divers milieux d'auditeurs et de téléspectateurs et les diverses régions soient représentés dans leurs organes et notamment dans la commission des programmes...
Alinéa 3 - Les sociétés régionales doivent faciliter la participation à leur activité aux autorités cantonales et communales, aux associations culturelles, ainsi qu'aux auditeurs, aux téléspectateurs ou à leurs organisations.

La S.S.R. est constituée selon le Code civil suisse;¹ c'est-à-dire qu'il y a une assemblée générale, (de 102 délégués), la majorité desquels sont désignés par les sociétés membres, les autres étant des membres du Comité central. L'organe administratif de la Société, le Comité central, se compose de 17 membres dont 9 nommés par le Conseil fédéral.

Signalons qu'aucun employé de la S.S.R. ne peut faire partie de l'Assemblée générale ni du Comité central. Celui-ci en tant qu'organe administratif supérieur prend toutes les décisions qui incombent à un tel organe et répond de son activité devant le Conseil fédéral et l'Assemblée générale de la S.S.R.

Il existe un autre genre d'organe qui mérite notre attention. Les statuts prévoient une commission nationale des programmes de télévision, composée du directeur général et de 18 personnalités de la Suisse choisies selon les considérations évoquées ci-haut. Pour la radio, chaque société régionale possède un organe semblable, et il y a également une commission nationale de programmes pour les émissions sur ondes courtes.

1. Ceci veut dire qu'en apparence la S.S.R. est une société privée.

Nous ne présenterons pas une description détaillée de l'organisation, mais nous y référerons en discutant des services offerts dans les trois régions linguistiques de la Suisse. Soulignons, que malgré la structuration fédérale, la société demeure maîtresse de la radiodiffusion et de la télévision en Suisse. Ce contrôle émane de la compétence que possède le Comité central pour la répartition des recettes entre les trois sociétés régionales. Toutefois, il y a quelques années la Corsi (société de la Suisse italienne) fit appel contre une décision du Comité central qui avait adopté des critères de répartition des recettes diminuant la part italienne. L'appel outrepassa cet organe et ce fut le Conseil fédéral qui en fut saisi. Après des négociations supplémentaires la Corsi et les sociétés alémaniques acceptèrent les nouveaux critères proposés et le Conseil fédéral n'a pas eu à prononcer, ce qui ne veut pas dire qu'il n'avait aucune compétence pour le faire.

Passons à une discussion détaillée de la radio et de la télévision, des politiques générales qui gouvernent la programmation, et aussi des projets d'avenir des deux media. Nous tiendrons compte du service que reçoivent les minorités dans leur région, et aussi en dehors de leur région linguistique.

D1- La radio

Le caractère radicalement différent de la structure de l'émission radiophonique nous amène à la traiter séparément de la télévision. Dès son début et même avec la nouvelle organisation, la radio s'adresse plutôt à un public local et sa structure lui permet de remplir ce but. Tandis que la télévision fut introduite par l'organisation centrale, la radio naquit spontanément dans les diverses régions de la Suisse, et ce n'est qu'ultérieurement que les sociétés régionales se sont associées pour former la Société suisse de radiodiffusion.

D11- L'historique

Ce fut la Suisse romande qui prit l'initiative dans le domaine de la radio. En 1922, Radio-Lausanne commença à émettre régulièrement et devint ainsi le troisième poste européen. Radio-Genève suivit un an plus tard. Radio Zurich vit le jour en 1924 suivie de Berne en 1925 et Bâle en 1926. Ce ne fut qu'en 1930 que les émissions de Radio-Lugano débutèrent. Entre-temps les cinq sociétés s'étaient groupées dans une association afin de rationaliser et de s'aider mutuellement.

En 1931 la Société suisse de radiodiffusion fut constituée et reçut peu après une concession fédérale. Les P.T.T., de leur part, s'engagèrent à fournir tous les moyens techniques

aux six postes qui fonctionnaient à cette époque. Les émetteurs nationaux de Beromünster (Suisse alémanique programme 1,) des Sottens (programme romand 1) n'entrèrent en service qu'en 1931. Monte Ceneri (programme italien 1) n'entra en onde qu'en 1933.

En 1935, l'organe central et le gouvernement initiaient des programmes sur ondes courtes pour l'étranger. Quatre années plus tard l'émetteur de Schwarzenbourg entra en service. La "Ostschweizerische Radiogesellschaft" (1930), la "Innerschweizerische Radiogesellschaft" (1946) et la "Cumünanza Radio Rumantsch" complètent l'organisation de la S.S.R.

La S.S.R. n'a jamais rencontré de difficultés pour obtenir tous les dix ans le renouvellement de sa concession. Pendant la guerre, le Conseil fédéral suspendit la concession, et la S.S.R. tomba sous le contrôle du Service de radio suisse.¹

D12- La structure actuelle de la radio suisse et les changements récents dans le système.

Nous avons déjà fait allusion à la nouvelle réorganisation de la radio. Dans une région, celle de la Suisse italienne, il n'existe qu'une société et donc un studio. Mais en Suisse alémanique et dans la Suisse romande, l'existence de trois et de deux studios respectivement crée des problèmes de partage du temps d'émission. Des rivalités régionales quant au genre,

1. Un organe créé par le gouvernement fédéral pour assurer un contrôle rigide des émissions radiophoniques.

au contenu et à la quantité des émissions provoquent des frictions et on n'a pas encore trouvé de solutions valables, du moins en Suisse alémanique. Car en Suisse romande, les studios de Genève et de Lausanne ont trouvé un compromis qui semble donner des résultats satisfaisants. D'après l'accord intervenu entre les deux postes, Genève offre le service musical et Lausanne le service parlé, alors que les deux stations coopèrent pour assurer le service des informations et les commentaires. Le service de divertissement est assuré par l'un et l'autre des postes alternativement chaque année.

En 1959, les trois studios alémaniques se sont mis d'accord sur une répartition qui a été modifiée avec l'entrée en vigueur de la nouvelle organisation. D'après l'arrangement, Zurich s'occupait des émissions sportives, littéraires, de musique classique et des programmes en rhéto-romanche. Berne, de sa part, se consacrait aux programmes religieux, agricoles, et des émissions d'information et d'enfants. Le divertissement, musical et parlé, les programmes pour femmes, et les émissions culturelles émanaient de Bâle.

Cette répartition concerne ce qu'on appelle en Suisse le premier programme sur ondes moyennes. Les conventions auxquelles la Suisse a adhéré prévoient qu'elle peut se servir de trois longueurs d'ondes, ce qui limite à trois le nombre de programmes sur les ondes moyennes. La Suisse a donc réparti les trois postes entre ses trois régions linguistiques.



Il va nous falloir parler du budget financier de la radio, surtout à cause des limites qu'impose le système de financement. Nous avons déjà dit que la seule manière d'obtenir de l'argent, c'est par les taxes d'auditeurs. Vu que cette taxe s'applique aux ménages, il y a nécessairement une limite déjà atteinte il y a quelques années. Le problème financier sera abordé à une section ultérieure; nous nous bornerons ici à la répartition des recettes déjà assurées, car ceci pose des problèmes pour les deux groupes minoritaires ainsi que pour les Alémaniques à qui on a demandé un très grand sacrifice financier.

Nous reproduirons à la fin de l'étude quelques chiffres sur les budgets de la radio et de la télévision. (Les statuts de la S.S.R. exigent que les comptes soient tenus séparément.)

Les P.T.T. se chargent de la perception des taxes et en retiennent le 30% fixé par le Conseil fédéral pour les frais d'entretien des installations techniques, etc... L'administration centrale prélève une part pour les frais d'administration et pour le service des ondes courtes.¹ Le solde est distribué aux sociétés régionales suivant des critères de répartition déterminés par le Comité central de la S.S.R.

1. Le Conseil fédéral accorde une subvention spéciale pour le service d'ondes courtes.

On a effectué ainsi le partage:

45% à Beromünster, 33% à Sottens et de 22% à Monte Ceneri. Lorsqu'on sait que la part véritable des taxes de radio versée par les deux minorités n'atteignent pas le montant des sommes qu'elles touchent, on se rend compte de l'importance de la générosité de la radio de la Suisse alémanique. Il serait faux d'affirmer que la radio alémanique a fait cette concession sans argument, mais en tout cas, en faisant recours au Conseil fédéral, elle n'a pas trop insisté sur la nécessité d'une plus large part du budget. Il est excessivement difficile d'établir le rapport qui peut exister entre la somme d'argent à la disposition de chaque studio et la qualité ou le genre d'émissions. Signalons que Beromünster émettait 5,379.8 heures, Sottens 5,389.8 et Monte Ceneri 4,452.2 heures au premier programme pendant 1964, quoique les budgets sont disproportionnés. A la section sur les programmes nous tenterons de démontrer comment les programmes italiens et romands peuvent consacrer autant d'heures aux émissions avec des moyens financiers inférieurs. La société régionale alémanique a des dépenses plus élevées du fait qu'elle compte six sociétés membres dont trois possèdent leurs propres studios.¹

1. Les sociétés locales subsistent, mais une grande partie de leurs pouvoirs ont passé à la société régionale. Celle-ci répartit les fonds entre les sociétés locales.



Chacune des trois régions émet un deuxième programme sur ondes à fréquence ondulante. La durée de celui-ci était de 1,447.7 heures pour Beromünster, de 1437.2 heures pour Sottens et de 1,022.8 heures pour Monte Ceneri en 1964. Ce programme plus sérieux ne se donne que pendant les heures de la soirée, ainsi que pendant les après-midi des fins de semaine.

Nous parlerons des programmes sur ondes courtes à la section sur les programmes, mais ce service revêt une moindre importance vu qu'il se destine aux Suisses à l'étranger d'une part et à un genre de propagande suisse d'autre part.

D13- Les difficultés financières de la radio

Les difficultés auxquelles doit faire face la radio suisse de nos jours sont imputables à son système de financement. Dès le début on avait renoncé à un système entièrement étatique, et on refusait d'accorder des subventions. En outre, on ne voulait point de recettes publicitaires, ceci pour deux raisons. Vu le caractère local de la radio, les journaux locaux craignent la concurrence publicitaire. Une deuxième raison, peut-être plus importante, est que les annonceurs pourraient influencer la forme et le fond des programmes, et il serait très possible que le résultat final ne fût pas conforme aux buts assignés par la concession à la radio suisse.



Donc, la pénurie de revenus s'aggrave. L'administration de la S.S.R. s'est résolue, voici quelques années, à demander au Conseil fédéral une augmentation de la taxe de sfr. 10 sur la somme actuelle des sf. 36. En 1964, le Conseil fédéral renvoya la hausse à cause de la conjoncture économique; toutefois en septembre de l'année dernière (1965) le Conseil fédéral, sur demande de la S.S.R., autorisa une hausse de sfr. 6 à entrer en vigueur dès le 1er janvier 1966.

L'augmentation de 10 fr. devait permettre une amélioration de la qualité et de la durée des deux programmes radio-phoniques. Or, 6 frs et le renchérissement de la vie en Suisse ne permettront guère que le maintien des programmes à leur niveau actuel. La S.S.R. dut chercher ailleurs sans cependant considérer la publicité ou les subventions. La télévision, qui vient de s'enrichir à cause de la publicité, a plus de sous qu'elle ne sait en faire et a consenti, très gracieusement, à prêter à la radio une somme de deux millions, jusqu'à ce qu'une solution permanente soit trouvée aux problèmes financiers de la radio.¹

D14- La programmation

Nous allons présenter quelques statistiques à propos des divers programmes offerts par les trois régions en Suisse. Nous essayerons de mettre en lumière les différences qui peuvent exister entre les types et la durée des émissions.

1. D'après un entretien avec le directeur administratif de la S.S.R.

TABLE 10

La programmation radiophonique en Suisse

	1er programme en valeur absolue	1er programme en pour- cent	2e programme en valeur absolue	2e programme en pour- cent	3e programme en valeur absolue	3e programme en pour- cent	4e programme en valeur absolue	4e programme en pour- cent	5e programme en valeur absolue	5e programme en pour- cent
Total des quatre groupes principaux en heures	15214,8	100	3907,7	100	5379,8	1447,7	4389,8	1437,2	4445,2	1022,8
Total des quatre groupes principaux en minutes	912896		234475		322791	86865	323390	86237	266715	61373
Total des émissions par- lées en heures	5997,5	39,4	1202,9	30,8	1971,9	484,6	2457,6	422,6	1568,0	296,7
Total des émissions par- lées en minutes	359849		72180		118316	29020	147456	25356	94077	17804
Jeux radiophoniques	40834	4,5	14545	6,2	9303	7366	20406	4145	11125	3034
Jeux radiophoniques en dialecte	6602	0,7	2483	1,1	3219	2028	-	-	3383	455
Conférences, débats	61473	6,7	15173	6,5	10617	7383	43827	7568	7029	222
Informations interna- tionales	51686	5,7	5735	2,4	2099	527	27981	4822	21606	386
Informations nationales	77861	8,5	5726	2,4	41964	4540	22906	701	12991	485
Emissions spéciales	60567	6,6	14276	6,1	20774	3656	11705	247	28088	10373
Emissions sportives	25230	2,8	9840	4,2	10500	2180	8812	6053	5918	1607
Emissions pour femme et enfants	27538	3,0	4363	1,8	16024	1301	8619	1820	2895	1242
Emissions radioscolaires	8058	0,9	39	0,1	3816	39	3200	-	1042	-
Total des émissions musi- cales en heures	6214,1	40,8	1906,6	48,8	3542,4	757,0	1637,0	544,1	2034,7	605,5
Total des émissions musi- cales en minutes	372852		114400		152547	45420	98223	32651	122082	36329
Oeuvres lyriques	13708	1,5	16261	6,9	4623	7031	3759	6097	5326	3133
Musique symphonique	44166	4,8	15517	6,6	25574	7722	10906	6531	7686	1264
Musique de chambre	55899	6,1	13076	5,6	32371	7376	16085	4408	7443	1292
Musique religieuse	12579	1,4	4097	1,7	5488	3115	3730	811	3361	171
Musique légère et jazz	218905	24,0	60058	25,7	57717	17660	57515	12853	93673	29545
Musique populaire	27595	3,0	5391	2,3	16774	2516	6228	1951	4593	924
Total des émissions spéciales en heures	1866,8	12,3	476,8	12,3	565,9	115,0	924,6	319,4	376,3	42,4
Total des émissions spéciales en minutes	112009		28606		33954	6895	55476	19166	22579	2545



TABLE 10 (Suite)

La programmation radiophonique en Suisse

	1er programme en valeur absolue	1er program- me au pour- cent	2e programme en valeur absolue	2e program- me au pour- cent	Beromunster 1er pro- gramme	Beromunster 2e pro- gramme	Sottens 1er pro- gramme	Sottens 2e pro- gramme	Monte Cerani 1er pro- gramme	Monte Cerani 2e pro- gramme
Emissions de variétés, émissions mixtes	91247	10,0	22168	9,4	25804	2668	43796	16970	21647	2530
Echo der Zeit	17594	1,9	2196	0,9	6742	-	10872	2196	-	-
Emissions rhéthro- romanches	1428	0,2	4152	1,8	1428	4152	-	-	-	-
Choeur radiophonique	1740	0,2	90	0,1	-	75	808	-	932	15
Total musique orchestrale en heures	1136,4	7,5	321,4	6,2	299,6	92,1	370,6	151,1	466,2	78,2
Total musique orchestrale en minutes	68186		19289		17974	5530	22235	9064	27977	4695
Orchestre Beromunster	11526	1,3	1901	0,8	9456	989	185	854	1885	58
Orchestre symphonique Lugano	14153	1,6	1361	0,5	116	-	20	256	14017	1105
Orchestre de chambre Lausanne	5408	0,6	2153	1,0	-	-	5020	2057	388	96
Ensemble léger Bâle	8461	0,9	3543	1,5	7638	3543	440	-	383	-
Radiosa Lugano	11004	1,2	2619	1,1	469	-	539	-	9996	2619
Orchestre Suisse romande	14151	1,6	6284	2,7	295	998	15548	1469	1308	817
Ensemble léger Genève	3483	0,3	1428	0,6	-	-	3483	1428	-	-

Source: Annuaire de la S.S.R., 1964, pages 50-51.

Les statistiques témoignent d'une variation du contenu des programmes. Examinons d'abord le premier programme. Avec 2,455.6 heures, il est manifeste qu'on bavarde plus à la radio en Suisse romande qu'en Suisse alémanique¹. La rubrique suivante nous donne une plus grande quantité d'émissions musicales, au poste allemand, environ 50% plus que le poste romand. Signalons que, dans les émissions parlées, la Suisse romande se concentre beaucoup plus sur les affaires internationales, que la Suisse alémanique; il en va de même mais dans une moindre mesure en Suisse italienne. La Suisse alémanique attache une très grande importance aux nouvelles nationales. Les conférences et les débats sont plus nombreux à Sottens et à Monte Ceneri qu'à Beromünster.

Dans la deuxième rubrique, soit les émissions musicales, soulignons que Beromünster consacre une plus grande proportion d'heures à la musique "sérieuse" que ne le font les deux postes latins.

Quant aux émissions spécialisées, et nous croyons pouvoir dire qu'il s'agit d'émissions de variété, la Suisse romande se place en tête.

1. Emissions parlées en % - en allemand 36.6%, en français 46.6%, en italien 35.2%.

Dans la dernière rubrique, il est intéressant de remarquer que chacune des régions, et surtout les deux émetteurs latins, font un grand usage de leurs propres ensembles musicaux - ceci veut dire que les deux postes ne partagent pas leurs ressources orchestrales.

En jetant un coup d'oeil sur les deuxièmes programmes, on remarque d'abord que le programme italien est plus de 60% musical, dont une bonne partie de musique légère. Il semblerait que la radio italienne récupère ainsi un peu de ses dépenses en présentant moins d'émissions spéciales et parlées. Ces premières sont parmi les plus onéreuses.

Nous sommes bornés à relever les différences évidentes dans la programmation en Suisse. Il nous est extrêmement difficile d'en tirer des conclusions, sans parler d'une recommandation éventuelle pour le Canada. La structure radio-phonique et le manque de secteur privé ne nous permettent pas de faire des comparaisons valables, d'autant plus que la radio suisse, dans chaque région prévoit des changements radicaux dans les programmes.

Actuellement le premier programme débute à 7 heures du matin, s'arrête à 9 heures. De onze heures à midi une émission musicale commune remplit les ondes - cette émission sera prochainement abandonnée, n'étant pas du genre à satisfaire

à tout le monde.¹ Après une pause de 14 à 16 heures le premier programme reprend jusqu'à 23 ou 23.30 heures. La fin de semaine, les postes émettent de 7 heures à 24 heures avec une pause entre 9 heures et 11 heures le samedi matin. Le deuxième programme n'émet qu'entre 19 et 22.30 heures avec des heures supplémentaires pendant le week-end. Une partie des heures libres sur le deuxième programme est réservée aux émissions en rhéto-romanche² qui ne sont pas nombreuses (93 heures en tout par année) et dont le coût est beaucoup inférieur au frais de taxation déboursés par les Suisses de langue rhéto-romanche.

L'extension des heures d'émission prévue par la S.S.R. dépendait d'une augmentation des recettes. Le directeur administratif m'a expliqué que cette extension s'accompagnerait d'un changement radical du contenu des programmes. Le premier pas était d'émettre sur le premier programme un mélange de musique légère et d'information avec commentaires, les heures de pointe - entre midi et 14 heures - étant consacrées aux programmes vedettes. Actuellement il n'y a que quatre émissions d'actualité (fournies par l'A.T.S. avec un contenu semblable sur les 3 postes nationaux). Le deuxième programme serait

-
1. Selon le sous-directeur de la radio italienne, si les ressources financières le permettent.
 2. Ces émissions se font uniquement sur les émetteurs FM des Grisons. Les émetteurs d'autres régions donneront à l'avenir des programmes d'intérêt local.

également étendu et comprendrait pendant l'après-midi un nombre d'émissions spéciales (pour paysans, pour ménagères, etc.) et régionales (préparées par les sociétés membres des sociétés régionales). Ce nouveau régime devait entrer en vigueur en janvier 1966.

D15- Est-on satisfait de la radio en Suisse?

Les modifications dans la radio qui s'effectuent actuellement nous font croire que le public n'est pas satisfait ou bien que la radio suisse trouve son service insatisfaisant. Le directeur administratif de la radio m'a montré le résultat d'un nombre d'enquêtes sur l'écoute à la radio qui démontrait que dans les trois parties de la Suisse, on écoute la radio suisse. Ayant moi-même habité en Suisse romande pendant plusieurs années, j'étais un peu surpris de voir ces documents qui n'ont pas été publiés. Dans chacune des régions linguistiques, il est possible de capter les programmes nationaux des pays environnants, et aussi un nombre de postes privés qui émettent pour toute l'Europe. Il paraît que les Suisses choisissent leurs propres programmes avant d'écouter les émissions étrangères.

D16- La Télédiffusion

Depuis 1952, la Suisse connaît un système d'émission¹ qui convient assez bien à un pays trilingue. Actuellement, la télédiffusion, installée par les P.T.T., compte environ 500,000 abonnés en Suisse. Dans toute la Suisse on peut avoir les trois premiers programmes, ainsi que les deuxièmes programmes de la S.S.R. On remplace ces derniers par un programme de la même langue provenant d'un pays étranger, soit l'Allemagne, l'Italie ou la France, pendant les heures que le deuxième programme n'est pas émis.

D2- La Télévision

En 1949, le Conseil fédéral nomma une Commission fédérale d'enquête sur l'opportunité d'introduire en Suisse la télévision. Les conclusions de cette commission constituent le fond de la dernière concession fédérale que nous avons citée plus haut. Ce ne fut qu'en 1952 qu'une concession provisoire fut octroyée à la S.S.R. et les émissions d'un poste expérimental débutèrent à Zurich le 23 novembre, 1952. En 1955 la Suisse romande commença à

¹ La télédiffusion est simplement la radio diffusée par câble. Nulle part en Suisse ne peut-on capter toutes les émissions de la S.S.R. Même dans certaines vallées de montagne il est impossible de bien recevoir les programmes régionaux. En transmettant les six programmes par câble, on garantit à toutes les régions suisses une réception impeccable.

émettre, alors que ce ne fut qu'en 1960 que les émissions en italien débutèrent à Lugano. Soulignons que depuis 1952, déjà, les récepteurs tessinois captaient facilement les émissions italiennes et que les autorités tessinoises avaient installé un émetteur qui devait améliorer la qualité de la réception de la R.A.I. Les Tessinois déboursaient une taxe de télévision pour voir des programmes provenant de l'Italie. Ce n'est que depuis 1962, une année après avoir reçu un studio mobile, que la télévision de la Suisse italienne commença à émettre ses propres programmes. Jusqu'alors, les programmes faits dans les deux autres régions linguistiques furent préparés avec des commentaires ou des bandes en italien afin qu'ils puissent être utilisés en Suisse italienne.

La télévision suisse se développe très lentement. Seul Genève possède un studio, qui peut assurer une programmation suffisante, alors que deux studios sont en train d'être achevés à Zurich et à Lugano. En discutant de la radio nous avons insisté sur le caractère régional ou fédéraliste de celle-ci. Or la structure de la télévision présente des caractéristiques tout à fait opposées. Ce fut la S.S.R. qui reçut la première concession - dès le début le contrôle des programmes était essentiellement centralisé, c'est-à-dire que la ré-organisation qui vient de s'effectuer était plutôt destinée à toucher la radio. L'organisation nouvelle prévoit un directeur central qui s'occupe des émissions en commun

qui varient entre 45% et 60% suivant la région linguistique. Ce type d'émissions comprend aussi la coopération avec l'étranger; la télévision romande travaille souvent avec les télévisions française, belge et canadienne. Pour l'autre 50% des programmes, le directeur de télévision de chaque région demeure indépendant quant au choix et la production des programmes.

D21- Les difficultés actuelles de la télévision

Les problèmes auxquels la télévision suisse doit faire face ressemblent à ceux de toute entreprise nouvelle. Ils sont en grande partie d'ordre financier, (nous en parlerons à la section suivante), mais ici nous nous consacrerons aux problèmes de production.

La télévision suisse est entrée tardivement sur la scène européenne. Bien avant le début des émissions suisses la plus grande partie de chaque région linguistique pouvait capter les émissions provenant d'un pays voisin de même langue. Donc la plus grande tâche de la TV suisse devant chaque programme fut de regagner un terrain déjà perdu. Vu les moyens financiers modestes, un manque d'expérience dans la technique, ainsi que les limites assez étroites posées par la concession, les réalisateurs ont dû lutter pour conquérir le public suisse. Même de nos jours l'effort accompli par la télévision suisse paraît très modeste comparé aux moyens

mis en oeuvre en Italie, en France et en Allemagne.

Les directeurs des trois régions ont décidé de produire un nombre restreint d'heures, mais de la meilleure qualité possible. De plus, ils se sont mis d'accord pour ne pas concurrencer les émissions vedettes des réseaux étrangers. C'est-à-dire que la télévision suisse présentera sa meilleure émission lorsque celle de l'étranger est faible. La télévision suisse semble se résigner à donner un choix aux téléspectateurs plutôt qu'à en rechercher le monopole.

D221 - Les problèmes financiers de la télévision -

La répartition des recettes entre les trois postes régionaux

Dès ses débuts la télévision suisse dû affronter des problèmes financiers, qui contrairement au cas de la radio, se sont révélés être surmontables. D'abord, en 1966, le produit potentiel de la taxe de télévision n'a pas atteint son plafond - il ne le fera pas avant quelques années. Deuxièmement, on n'a jamais parlé d'une exclusion complète de la publicité sur les écrans de la télévision. Lors de l'introduction de la télévision, la S.S.R. proposa une révision constitutionnelle qui aurait éliminé toute doute quant

à la compétence de la Confédération d'octroyer des concessions, mais qui aurait également réglementé la question de la publicité. Comme partout dans le monde, il y a des groupes qui craignaient l'avènement de la publicité à la télévision. Les éditeurs des journaux conclurent avec la S.S.R. un contrat qui stipulait un paiement de Sfr. 2,000,000 par année à la S.S.R. jusqu'à ce que le nombre d'abonnés à la TV atteigne un chiffre agréé. En 1962, ce chiffre fut dépassé, les paiements de la part des éditeurs se sont arrêtés et la S.S.R. décida d'introduire la publicité, avec l'accord du Conseil fédéral. En effet une S.A. pour la publicité à la télévision s'est constituée voici une année pour vendre le temps publicitaire et en tirer les bénéfices. En accordant la concession, le Conseil fédéral réserva 40% des actions à l'Association d'éditeurs de journaux, ce qui est une sorte de garantie contre une perte éventuelle de revenus commerciaux dans les journaux. C'est un compromis typiquement suisse où les intérêts existant bénéficient d'une assurance contre une perte monétaire possible. Cela signifie pour la TV une perte de 40% de ses revenus potentiels, et d'après le premier exercice on sait que les recettes commerciales des journaux continuent d'accroître à la même allure que par le passé. Mais la publicité en soi ne nous intéresse que par le fait qu'elle a permis à la TV de résoudre ses problèmes

financiers. De plus la méthode de présenter les annonces, en les groupant pendant 4 minutes, 3 fois entre 19 heures et 20 heures empêche les annonceurs d'influencer le contenu du programme. La S.S.R. prévoit une augmentation du nombre de minutes de publicité de 12 à 15 cette année. Soulignons en passant qu'uniquement la télévision de la Suisse italienne a eu des difficultés à vendre son temps et qu'une seule firme tessinoise a acheté du temps, et qu'il y a plusieurs firmes italiennes qui achètent du temps pour atteindre le marché lombarde, vu que le temps publicitaire de la RAI est toujours vendu bien à l'avance.

Tandis qu'à la radio les trois sociétés régionales touchent une quote-part du budget, laquelle peut être utilisée selon les besoins locaux, la répartition des fonds pour la télévision s'effectue d'une manière fondamentalement différente. Le directeur central de la TV est l'ultime responsable de toutes les affaires administratives du réseau mais il a aussi la responsabilité de la production des émissions conjointes. Celles-ci comptent pour 45% à 60% du temps d'émission accordé à chaque poste (nous en parlerons plus en détail à la section suivante). Il incombe à chaque directeur régional de réaliser, dans les limites d'un budget global, les émissions qui susciteront l'intérêt du public et qui compléteront la programmation. En réalité, il existe un barème du coût de l'émission par heure, qui varie selon

le type de programme et aussi légèrement selon la région linguistique. Ce tarif type signifie que si chaque studio régional émet le même nombre d'émissions du même type et de la même durée, chaque poste touchera à peu près la même somme d'argent. En fin d'étude nous verrons la question de la répartition des fonds entre les services linguistiques. Ceci s'applique surtout dans le domaine de la télévision, là où l'égalité dans la répartition du budget est la plus complète.

D236 La programmation

Le nombre d'heures d'émissions de la TV suisse est étonnamment faible (plus loin, le lecteur trouvera un tableau de la répartition des heures. En bas on peut voir le nombre d'heures d'émission pour chaque région linguistique). Signalons que la Suisse romande émet davantage d'heures que les deux autres postes, alors que la Suisse italienne occupe la place inférieure. De plus, Lugano et Zurich attendent l'achèvement de studios de TV qui leur permettront dorénavant d'émettre davantage d'heures et que la Suisse romande collabore plus activement avec les pays de la communauté francophone que les autres régions linguistiques.

En 1965, la télévision suisse commença à émettre le mardi, ce qui fut une innovation. En outre, les émissions de la soirée débutèrent dès 19 heures au lieu de 20 heures. Les trois émissions prennent fin à 23 heures. En fin de semaine les émissions débutent plus tôt dans la journée. Souvent

TABLE 11

E286.

Les programmes de télévision en Suisse

	Suisse alémanique	Suisse romande	Suisse italienne
Téléjournal (nouvelles ATS non comprises)	9,1	8,5	5,8
Information et actualités (nouvelles, débats, magazines, chroniques, commentaires, émissions directes, etc.)	13,2	15,7	14,2
Sport (reportage directs, résultats, reflets filmés, émissions documentaires et avant- premières)	19,3	19,3	25,7
Emissions documentaires (art, littérature, histoire, science, techni- que, voyage et tourisme, folklore, agriculture, émissions directes, magazines, etc.)	14,1	8,5	12,4
Théâtre et ballet (y compris théâtre populaire)	9,2	5,5	1,4
Variété (jeux-quiz, spectacles, cabaret, variétés populaires, jazz, danse, etc.)	7,8	5,5	8,4
Film (film à scénario long métrage/court métrage, dessins animés, films d'animation, etc.)	7,6	15,2	15,7
Programmes pour la famille (émissions féminines, émissions pour la jeunesse, émissions pour les enfants, magazines, etc.)	9,4	12,3	6,5
Musique (orchestre, musique de chambre, chœurs, etc.)	0,5	1,2	2,2
Religion (retransmissions d'églises, émissions religieuses)	3,2	3,7	3,3
Direction des programmes (présentation des programmes, continuité, pauses et intermèdes)	6,6	4,6	4,4
Total	100%	100%	100%
Heures d'émission	Suisse alémanique	Suisse romande	Suisse italienne
Total des heures d'émission	1660 h. 12 min.	1720 h. 20 min.	1313 h. 25 min.
Moyenne hebdomadaire des heures d'émission	31 h. 45 min.	32 h. 54 min.	25 h. 07 min.

Source: Annuaire de la S.S.R., 1964, page 53.

le dimanche ou le samedi matin il y a une émission sportive, alors que la matinée du dimanche donne lieu à une émission religieuse.

D231-Les trois services principaux - Les émissions en commun

Nous allons expliquer le contenu et les divergences entre les trois émissions à partir du tableau des rubriques de la Télévision 1964.¹ N'oublions pas que le nombre d'heures a depuis lors augmenté, mais que les rapports entre les divers types d'émissions demeurent semblables à ceux que nous examinons ici.²

Le téléjournal est le genre type de l'émission en commun. Le contenu est exactement le même pour chaque région, les commentaires étant dans la langue de la région. Le pourcentage tessinois est plus bas, vu qu'en Suisse romande et en Suisse alémanique le téléjournal est vu au début et à la fin des émissions de chaque soir. Parmi les autres émissions conjointes on compte les émissions sportives et ecclésiastiques ainsi que les documentaires. Chaque fois qu'un poste décide de préparer un documentaire, il se fera seconder par un commentateur de chacun des deux autres postes afin que le

¹ Annuaire de la S.S.R., 1964, p. 53.

² D'après un entretien avec le directeur de la Télévision suisse.

film puisse être utilisé par chaque studio. Il semble également que la plupart des films importés passeront éventuellement aux écrans des trois régions. C'est la télévision italienne qui émet le plus grand nombre de programmes qui ont déjà été diffusés par l'un des autres postes. Ceci est dû au fait, que même maintenant, elle ne possède pas les moyens techniques pour assurer une production plus élevée.

Etudions un peu les chiffres afin de discerner les différences dans le choix des différentes régions linguistiques. Il semble que les émissions documentaires soient plus populaires en Suisse alémanique. Le chiffre élevé du Tessin provient de l'emploi de films alémaniques avec une bande italienne. Le théâtre et le ballet sont en grande demande en Suisse alémanique alors qu'un manque de moyens techniques et une pénurie de talent local seraient les causes d'une faible demande en Suisse italienne. Ces facteurs expliqueraient également les disparités entre les proportions des longs métrages, lesquels sont parmi les émissions les plus populaires.

D232- Les Suisses regardent-ils les programmes suisses?

Lors d'un séjour en Suisse, j'ai pu me rendre compte que l'on critique beaucoup la qualité des émissions suisses. Ces critiques se font véhémentes surtout en Suisse française. Je vous cite en exemple un incident qui a créé bien des remous. On est en train d'achever l'installation d'un

émetteur sur le Rigi en Suisse centrale qui doit transmettre le programme français en Suisse alémanique et le programme alémanique dans une partie de la Suisse romande. Or, cet émetteur provoquera une interférence avec les émissions françaises qui peuvent être captées dans la plupart des régions de la Suisse romande. Toutefois, lors d'une série d'entretiens avec les dirigeants de la télévision suisse et avec d'autres qui sont au courant des affaires de la télévision, j'ai eu l'occasion d'examiner les résultats de deux séries d'enquête portant sur le degré d'audition accordé aux postes nationaux. L'une des enquêtes fut effectuée par une agence indépendante et les résultats de celle-ci furent confirmés par une enquête entreprise par la S.S.R. A ma très grande surprise, et à l'étonnement général des dirigeants de la S.S.R., les Suisses regardent les programmes suisses, surtout en Suisse romande. Il semble qu'une ou deux soirées par semaine, les télévisions étrangères présentent des émissions vedettes que la S.S.R. ne tentent pas du tout de concurrencer. Au contraire, ces soirées-là, la télévision suisse présentera un programme d'un autre genre, d'un caractère tout à fait opposé, afin d'offrir un choix au public suisse. Devant une situation semblable en Suisse alémanique, ce dernier réseau se branche sur celui de l'Allemagne afin de présenter la même émission.

Avec raison, la télévision suisse a abandonné tout espoir de concurrencer la télévision étrangère. Plutôt que de faire une masse de programmes médiocres, elle se contente de préparer un petit nombre de programmes de bonne qualité respectant, dans la mesure du possible, les normes établies par la concession.

Malgré la monotonie de la présentation du téléjournal (pas d'image du lecteur et également absence de commentaires), c'est le programme le plus regardé dans les trois parties du pays. Soulignons en passant, que le fait que le téléjournal et 90% des actualités qui passent à la télévision sont constitués par le même fond, mais lus dans la langue propre à la région, donne à l'information une optique suisse.

D233-La coopération avec l'étranger

Vu la proximité des régions linguistiques suisses à leurs correspondantes européennes, il n'est pas étonnant d'apprendre qu'il existe une très grande coopération entre les 5 pays impliqués. La télévision alémanique collabore régulièrement avec les télévisions bavaroise et autrichienne. Cette collaboration implique la production d'émissions conjointes ainsi qu'un programme d'échanges entre ces trois réseaux. La télévision de la Suisse italienne collabore régulièrement avec le deuxième programme de la RAI. (Le premier programme peut être capté partout au Tessin). Ici il s'agit d'échanges

d'émissions orchestrales et de manifestationstouristiques de la part de la Suisse contre les pièces de théâtre et productions opératiques de la part de l'Italie. Mais c'est en Suisse romande que les liens avec l'étranger sont les plus étroits, et tout particulièrement avec la Belgique. Il y a déjà longtemps que la radio des pays francophones prête sa collaboration, et il est logique que cette coopération continue dans le domaine de la télévision. La production conjointe s'est surtout fait valoir pour la production de documentaires qui, autrement, n'auraient pu être réalisés.

D3- Les projets de l'avenir pour la radio et la télévision

Nous avons déjà fait allusion aux modifications des programmes radiophoniques qui auront lieu au cours de cette année. (1966) En résumé, on peut dire que le premier programme sera étendu à toute la journée et se concentrera sur l'information et ses commentaires. Les programmes vedettes passeront entre midi et 14 heures, alors que l'après-midi sera réservé aux programmes destinés aux ménagères et aux enfants. Les autres émissions consisteront de musique légère et populaire. Cette modification est basée sur le principe suivant: que la télévision capture l'attention le soir tandis que la radio demeure reine pendant le jour.

Le deuxième programme diffusé en fréquences modulées acquerra un caractère sérieux lui aussi. On espère introduire

toute une série d'émissions spécialisées, (pour les paysans, les ouvriers italiens, etc.) ainsi que des émissions régionales entre 18 et 20 heures. Déjà l'on profite de ce mode de diffusion en se servant des émetteurs situés dans les vallées grisonnes, pour l'émission d'émissions en Rhéto-romanche. De cette façon plusieurs émissions locales pourront être émises en même temps, chacune destinée à servir les intérêts d'un public local. Les autres heures des émissions FM seront consacrées aux concerts, à la musique classique et au radio-théâtre. De cette manière la S.S.R. espère pouvoir satisfaire aux exigences du public suisse.

Du côté de la télévision, les modifications ne seront pas principalement dirigées vers les programmes. Bien des années s'écouleront avant l'introduction d'un deuxième programme dans chaque langue. Le nombre d'heures s'accroîtra, amenant ainsi une expansion des divers types de programmes déjà existants. La gamme des programmes est déjà suffisamment étendue pour ne pas avoir à adopter de nouveaux types de programmes.

L'expérimentation qui nous intéresse se situe dans un autre domaine. Les conférences internationales qui définissent la répartition des fréquences d'émission en ont suffisamment accordées à la Suisse pour pouvoir émettre deux programmes

dans chaque région linguistique. Vu qu'il n'y a pas de deuxième programme projeté, on prévoit introduire les premiers programmes des autres régions linguistiques dans chaque partie du pays. Cette année (1966) des expériences dans ce sens auront lieu et s'il n'y a pas trop de plaintes, chaque région linguistique pourra capter les trois programmes de la télévision suisse. En effet, le seul obstacle est d'ordre technique, et il sera bientôt surmonté.

D4- Le traitement favorable des minorités à la radio et à la télévision

S'il est possible d'affirmer que dans d'autres domaines les minorités n'ont pas reçu les égards qu'ils méritent, il est certain que la S.S.R., en soi, s'occupe bien des minorités italienne et romande, alors que la minorité rhéto-romanche est plutôt exploitée; à vrai dire, c'est la S.S.R. comme telle qui a certains obstacles à surmonter - nous avons déjà expliqué sa situation financière laquelle n'est pas des plus réjouissantes. On pourrait comprendre le refus absolu du Conseil fédéral de laisser la S.S.R. libre de trouver l'argent nécessaire à la bonne marche si le pays était pauvre; mais voilà, il ne l'est pas.

Que ce soit pour le budget de la radio (45% aux Alémaniques, 33% aux Romands et 22% aux Italiens) ou celui de la télévision où l'égalité règne, les minorités reçoivent un traitement enviable.

Cependant il n'en va pas de même aux Grisons, où les Rhéto-romanches ne reçoivent même pas un rendement égal aux taxes radiophoniques qu'ils déboursent.

Soulignons qu'il n'y a pas seulement les trois grandes minorités linguistiques, mais aussi des régions à l'intérieur même de cette grande répartition linguistique. Je fais allusion aux programmes régionaux que font les sociétés régionales alémaniques et romandes. Bien que leur nombre soit moins important, la télévision pour sa part s'efforce de diffuser de temps en temps un programme régional destiné d'abord à la région en question, mais également susceptible d'éveiller l'intérêt de toute la région linguistique.

E- Le Cinéma

En Suisse la télévision n'est pas encore assez répandue pour avoir fait diminuer l'intérêt suscité par le cinéma. Le nombre de sièges de cinémas par tête d'habitant est très élevé et le Suisse assiste relativement souvent aux films. Nous parlons de chaque type de film que voit un habitué des cinémas suisses lors de chaque séance. Le programme débute par un court métrage publicitaire (1 à 2 minutes) lequel est suivi d'un film d'actualités, d'un court métrage documentaire (15 à 20 minutes) et du spectacle, un long métrage, qui, 99 fois sur 100 provient de l'étranger.

Table 12

Cinémas, par villes¹⁾ et d'après le nombre de places, en 1962

Villes ¹⁾ Communes	Cinémas ayant...places										Places pour 1000 habitants.
	jusqu'à 200	201-300	301-400	401-500	501-600	601-800	801- 1000	plus de 1000	Cinémas	Places	
Zurich	4	4	9	13	3	4	3	5	45	23,797	54
Basel	-	3	4	4	2	5	3	1	22	13,334	59
Genève	3	6	8	2	1	4	2	3	29	14,504	80
Bern	1	3	6	3	3	2	1	-	19	8,235	49
Lausanne	-	6	1	-	3	2	2	2	16	9,277	71
Winthertur	-	2	-	2	1	2	-	-	7	3,448	40
St. Gallen	1	2	1	3	-	2	-	-	9	3,528	46
Luzern	-	2	2	3	1	-	-	1	9	4,249	59
Biel	1	-	1	2	1	3	1	1	10	6,059	95
Le Chaux-de-Fonds	1	1	-	2	-	2	1	-	7	3,593	88
Neuchâtel	1	-	1	1	-	3	-	-	6	3,160	92
Fribourg	-	1	-	1	2	1	-	-	5	2,404	68
Schaffhausen	-	-	2	2	-	-	-	-	4	1,639	50
Autres com- munes	94	157	125	45	22	2	-	-	445	133,605	33
Total	106	187	160	83	39	32	13	13	633	229,832	41

1) Communes de plus de 30,000 habitants

E1- Les films publicitaires

Il y a plusieurs firmes en Suisse qui préparent cette réclame filmée contribuant ainsi à réduire le tarif d'entrée dans les salles. A vrai dire certains de ces courts métrages sont bien réalisés, et sont même ingénieux.

E2- Les actualités

Dépendant du cinéma, trois différents films hebdomadaires d'actualités passent à l'écran. Deux de ceux-ci, le Gaumont Actualité et un autre d'origine allemande, ne sont pas parmi les plus utilisés et sont consacrés aux nouvelles mondiales. Tous les deux ont des bandes en allemand et en français.

Cependant la "Schweizerische Wochenschau" est un film d'actualités suisse, subventionné¹ directement par le département fédéral de l'intérieur. Il y a une édition commune aux trois régions linguistiques, c'est-à-dire que des commentaires sont préparés dans les trois langues du pays. Ces nouvelles durent environ 5 à 10 minutes et sont souvent accompagnées de l'un des films d'actualités sus-mentionnés.

E3- Les courts métrages

Nous entrons dans le domaine de la production qui peut nous intéresser. Plusieurs des courts métrages présentés en Suisse sont l'oeuvre de cinéastes suisses, et sont le

¹ En 1964 la Confédération a versé sfr 400,000 au Ciné-journal suisse.

plus souvent du genre documentaire. Il va sans dire que la Suisse physique offre beaucoup de possibilités dans ce domaine, mais nombreux sont les sujets qui n'ont rien à faire avec la Suisse.

C'est ici que nous devons parler de la loi fédérale sur le cinéma du 28 septembre, 1962. Cette loi est à être ¹révisée, pour qu'elle soit conforme aux exigences actuelles. Le département fédéral de l'intérieur a pour tâche d'encourager la production de films. La loi stipule que le gouvernement ne paiera de subsides ² qu'après l'achèvement du film, et même avec les subsides ainsi accordés, le réalisateur se voit dans l'impossibilité de défrayer tous les coûts. Malgré ces difficultés, la production est relativement élevée et de bonne qualité. ³

E4- Les longs métrages et l'importation de films

Depuis 1945, la production indigène de films varie entre deux et sept par année, ce qui donne une moyenne d'entre trois et quatre par année. Les films qui ont connu de bons

-
1. Selon le directeur chargé des affaires cinématographiques du département de l'Intérieur.
 2. En 1964, le gouvernement fédéral a versé sfr. 140,000 comme prime de qualité en faveur des films considérés comme remarquables, sfr 247,000 par d'autres mesures d'encouragement à la production cinématographique et sfr. 211,000 pour l'encouragement des activités culturelles déployées dans le domaine du cinéma.
 3. Ces renseignements proviennent des Rapports de gestion du Département de l'Intérieur, 1964.

résultats ont le plus souvent traité d'une légende ou d'une histoire suisse ou bien ils se sont concentrés sur une caractéristique particulière de la vie en Suisse. De nouveau, dans ce domaine, les possibilités de réussite sont tellement réduites pour un cinéaste suisse, que beaucoup d'entre eux sont découragés dès le début. Un long métrage touchera un subside qui peut atteindre Sfr. 100,000, ce qui est loin de couvrir les frais si le film ne devient pas un succès. Par ailleurs, il n'existe pas de firme de production ou de studios et les outils de production manquent. Il faut donc recourir aux studios rudimentaires ou au grand air pour la production d'un long métrage.

Il ne s'agit pas de faire de la Suisse un concurrent sur le marché mondial, mais uniquement de favoriser les artistes qui sont capables de créer quelque chose de valable. Le marché suisse en soi n'est pas assez étendu pour défrayer complètement les coûts d'un film spectaculaire. D'ailleurs il est plus que probable qu'un film suisse remporte un succès à l'intérieur et qu'il soit un échec à l'étranger. Les subsides actuellement accordés à la production cinématographique ne sont pas suffisants pour encourager la venue d'autres cinéastes.

Les films suisses étant rares, il est évident que les Suisses regardent en grande partie des films importés.

Table 13
L'importation de films spectaculaire en Suisse

Pays d'origine	1955		1956		1957		1958		1959	
	Film	%	Film	%	Film	%	Film	%	Film	%
Etats-Unis	194	37,8	165	36,4	223	39,9	198	38,2	172	34,8
France	82	16	90	19,9	107	19,2	93	17,9	93	18,8
Allemagne	94	18,3	79	17,4	108	19,4	103	19,8	108	21,8
Italie	75	14,6	49	10,8	41	7,4	45	8,7	43	8,7
Angleterre	33	6,4	43	9,5	46	8,2	47	9	46	9,3
Autriche	13	2,5	10	2,2	20	3,6	10	1,9	15	3
Divers	22	4,4	18	3,6	12	2,3	23	4,5	18	3,6
Total	513	100	454	100	557	100	519	100	495	100

	1960		1961		1962		1963		1964	
	Film	%	Film	%	Film	%	Film	%	Film	%
Etats-Unis	160	34,9	150	27,7	128	28	123	26,4	150	31,5
France	100	21,9	104	19,1	93	20,4	85	18,2	89	18,7
Allemagne	83	18,2	92	16,9	61	13,3	68	14,5	47	9,8
Italie	41	8,9	98	18	103	22,6	117	25,1	107	22,5
Angleterre	47	10,3	62	11,4	39	8,5	32	6,8	36	7,5
Autriche	8	1,7	8	1,5	10	2,2	10	2,1	11	2,3
Divers	20	4,1	29	5,4	24	5	33	6,9	38	7,7
Total	459	100	543	100	458	100	468	100	478	100

(Voir le tableau de l'origine et du nombre de films importés pendant les dix dernières années.)

Plus de la moitié des films importés proviennent des Etats Unis et de la France. Comment règle-t-on le problème créé du fait que les films importés sont rarement en langue allemande? En Suisse romande, tout film étranger est doublé en français. Parfois, à Genève et à Lausanne, une version originale alterne la version doublée. Il en va de même en Suisse italienne, mais les films sont doublés en italien. En Suisse alémanique, tout film passe en version originale et il porte des sous-titres en allemand et en français, à moins qu'il ne soit en allemand; dans ce dernier cas, il n'y a pas de sous-titres.

E5- Les ciné-clubs

Nous n'avons pas de statistiques sur le nombre de ciné-clubs en Suisse. Dans la plupart des écoles et des universités, ainsi que dans plusieurs villes il existe plusieurs clubs. Ce sont des associations dont les membres se réunissent à deux ou trois semaines d'intervalle pour assister à la représentation de vieux chefs-d'oeuvre du cinéma ou de films étrangers qui ne paraîtront pas dans les salles publiques. Non seulement ces clubs éveillent-ils l'intérêt, mais ils ont aussi un moyen efficace pour l'encouragement des cinéastes locaux.

F Conclusions sur les moyens populaires de communication.
Comment ces "media" contribuent à la coexistence ou
aux désaccords entre les divers groupes linguistiques

La première conclusion à tirer de cette étude est le fait que chaque groupe linguistique reçoit un traitement plus ou moins égal. Dans la S.S.R. et avec l'A.T.S., les trois groupes linguistiques sont considérés comme égaux, et les politiques financières de ces deux organes tendent à favoriser les minorités.

Il est difficile de faire des distinctions lorsqu'on parle de la Suisse française et de la Suisse alémanique. Toutefois, la minorité italienne est en nombres absolus et relatifs un véritable groupe minoritaire. C'est surtout chez elle que l'on voit l'importance de la politique de la S.S.R.. Etant donné qu'il n'y a pas d'université, qu'une proportion élevée de l'élite quitte le Tessin, que l'on sait que le seul orchestre et le seul chœur sont entretenus par Radio Lugano, on peut se rendre compte de l'importance du rôle culturel de la télévision et de la radio en Suisse italienne, pourvu que le contenu culturel des programmes atteigne un niveau satisfaisant. Un examen cursif des programmes présentes¹ confirme cette thèse.

1. Voir pp. E273-4 et E286.

Dans toutes les régions linguistiques de la Suisse, la radio dessert plutôt les intérêts régionaux, c'est-à-dire que sa tâche est essentiellement de servir la région, et les régions à l'intérieur de la région. La télévision de sa part est un agent national, qui veut promouvoir les connaissances des diverses régions de la Suisse et du monde. Elle est beaucoup plus nationale dans sa portée. Les deux moyens se complètent dans leurs tâches.

BIBLIOGRAPHIE

- Agence télégraphique suisse Rapport du Conseil d'administration, 1955, 1964
- Association d'agences suisses
de publicité Catalogue des journaux suisses, 1965
- Association d'agences suisses
de publicité Catalogue des périodiques et journaux professionnels suisses, 1965
- Baur, A. Wo Steht das Rätoromanische Heute?
Verbandsdruckerie A.G., Berne, 1955
- Brooks, R.C. Civic Training in Switzerland.
University of Chicago Press,
Chicago, 1930
- Conseil fédéral de l'Intérieur Rapport de gestion, Chancellerie fédérale, Berne, 1965
- La Feuille d'Avis de Lausanne Deux cents ans de vie et d'histoire vaudoises. Payot, Lausanne, 1962
- Locarnini, G. Die Literarische Beziehung Zwischen der Italienischen und der Deutschen Schweiz. Verlag A. Francke A.G., Berne, 1946
- Padrutt, C. "Schweizer Jugend und Schweizer Presse", Die Schweiz, N.H.G., 1957, pp. 184-194
- La Radio della Svizzera italiana I venticinque anni della RSI. Officini Tipografiche Carminati, Locarno, 1957
- Riesen, R. "La jeunesse en face de la presse", Die Schweiz, N.H.G., 1957, pp. 194-199

Société suisse de radiodiffusion Annuaire, 1961, 1962, 1963,
1964

Suisse Annuaire statistique, Bureau
fédéral de statistique, Bâle, 1963

Weber, K. Die Schweiz - Nervenkrieg, Herbert
Lang Verlag, Berne, 1948

Weber, K. The Swiss Press, 2nd ed. Herbert
Lang Verlag, Berne, 1960

RAPPORT SUR LE PROBLEME DES LANGUES
DANS L'ECONOMIE PRIVEE HELVETIQUE

Prof. Jean Maynaud

This report is published separately as RCBB report IV-3. A parallel study on regional planning is being prepared by Peter Welsh.

LES ASSOCIATIONS VOLONTAIRES
EN SUISSE

Peter Welsh
Juin 1966

	<u>Page</u>
A - <u>L'Introduction</u>	F101
B - <u>Les Associations Economiques</u>	F102
B1 - L'Union syndicale suisse	F102
B2 - L'Union suisse des arts et métiers	F105
B3 - L'Union suisse des paysans	F107
B4 - L'Union suisse de l'industrie et du commerce	F111
B41 - L'Union centrale des associations patronales suisses	F114
B5 - Les mouvements coopératifs de consommation	F115
B51 - La Migros	F115
B52 - L'Union suisse des sociétés coopératives de consommation	F117
B6 - Les autres associations économiques ou professionnelles	F117
B7 - Les aspects généraux de la structure linguistique de ces associations	F118
B71 - Quelques exemples d'interventions réussies des associations volontaires	F119
a) Le Contrat de travail collectif	
b) Les Articles économiques de la Constitution et le régime agricole en Suisse	
C - <u>Les autres associations volontaires</u>	F121
C1 - L'Union nationale des étudiants suisses	F121
C11 - Les tensions internes	F122
C2 - Les associations académiques	F123

	<u>Page</u>
C3 - Les associations linguistiques	F124
C4 - Les associations patriotiques	F125
D - <u>Les caractéristiques structurelles, communes à la plupart des associations volontaires</u>	F125
D1 - L'emploi de langues au sein des Associations volontaires	F126
E - <u>Conclusions</u>	F127
Bibliographie	F128

A - L'Introduction

Selon un interlocuteur¹ suisse, le nombre d'associations volontaires suisses se chiffrerait à plus de 10,000. Nous n'avons pas l'intention d'en traiter autant ici. Toutefois, le très grand nombre de ces associations constitue un facteur de cohésion fondamental entre les groupes linguistiques en Suisse. Dans l'étude historique j'ai souligné comment un groupement, qui rassemble des membres d'un intérêt commun, renvoie à l'arrière-plan les différences linguistiques. Les intérêts idéologiques, culturels, ou religieux priment et submergent les différences de langues. La structure fédéraliste de la plupart des associations laisse aux sections une très grande autonomie et la rencontre au centre ne se fait que pour les questions qui intéressent l'association comme un tout.

Nous allons aborder l'examen de toutes sortes d'associations en nous arrêtant en particulier à une demi-douzaine d'associations économiques qui font ressortir le poids économique et politique de la Suisse alémanique. Nous toucherons également aux associations où la section romande se penche vers l'autonomie sinon vers le séparatisme: ce sont surtout les associations d'étudiants et les associations académiques. Quelques associations

1. Un député fédéral qui est directeur d'un journal et président du Fonds suisse de la recherche scientifique.

se sont constituées pour défendre les intérêts d'un groupement linguistique donné; toutefois il ne s'agit pas de mouvements nationalistes. En dernier lieu nous parlerons des associations purement patriotiques: celles-là sont nombreuses et attirent des adhérents dans toutes les régions linguistiques de la Suisse.

B - Les associations économiques

Dans un pays où la Constitution reconnaît explicitement les groupements intéressés et non pas les partis politiques, il est impératif de décrire le rôle véritable de ces associations dans le processus législatif et surtout d'étudier leur structure linguistique pour déterminer si les groupements linguistiques minoritaires y ont une voix proportionnelle. Il s'agit également de savoir si les Latins sont conscients de la prépondérance économique de la Suisse alémanique et si oui, y a-t-il danger que cette inégalité économique ne devienne une source de troubles linguistiques à l'avenir? Vu l'intégration poussée de l'économie suisse, il est difficile d'analyser l'existence de groupements économiques linguistiques autonomes.

Les plus importantes associations sont relativement anciennes. Ce qui importe, c'est le fait que depuis leurs débuts, leurs secrétariats établis (le plus souvent) à Berne ont reçu un soutien financier fédéral, alors que les partis politiques ne jouissent d'aucune reconnaissance juridique.

B1 - L'Union syndicale suisse

Une seule organisation réunit la majorité des travailleurs suisses. Nous n'avons pas de renseignements exacts sur la proportion d'ouvriers représentés dans les syndicats mais, vu le

caractère de l'économie suisse, celle-ci doit être très élevée.¹ D'ailleurs, le contrat collectif de travail, applicable à toute une industrie, garantit une très grande sécurité aux ouvriers en même temps qu'il présuppose une appartenance universelle aux syndicats. C'est surtout ce dernier facteur qui a largement contribué à une paix de travail qui dure depuis 1937.²

L'Union syndicale suisse englobe 24 cartels syndicaux cantonaux -- ceux-ci représentent l'organisation horizontale des travailleurs suisses alors que les ouvriers se groupent verticalement, (suivant les différents métiers), mais également sous l'égide de la U.S.S. Cette double organisation des ouvriers tend à renforcer les rapports entre groupes linguistiques. Parmi les 24 cartels syndicaux il y en a deux qui sont bilingues³ alors que le canton de Berne se divise en deux cantons séparés. En face des unités cantonales qui sont unilingues, il existe la Fédération par métiers qui efface les divisions linguistiques, culturelles ou religieuses qui peuvent se produire entre les unités cantonales.

Nous avons parlé ailleurs du rôle des associations économiques dans l'élaboration des décisions politiques. Ce rôle de première importance est reconnu "de facto" et "de jure".

1. Jean Meynaud (Organisations professionnelles en Suisse), p. 16 estime à entre 35 et 46% le pourcentage d'ouvriers suisses affiliés aux syndicats suivant le nombre d'ouvriers étrangers qui en font partie. Il pense que le chiffre réel se situerait vers la limite supérieure.

2. Meynaud, op.cit., p. 31.

3. Valais et Fribourg

Ce qu'il importe de savoir, c'est où sied le pouvoir de décision de l'U.S.S. Une description de la structure de l'U.S.S. serait difficile, voire impossible, faute d'espace.

Vu la complexité et la disparité des divers members, il est inévitable que certaines associations membres soient plus puissantes que d'autres. La direction centrale à Berne doit chercher à concilier les divers intérêts professionnels et politiques des ouvriers. Comment les régions linguistiques sont-elles représentées au sein du Comité syndical?¹ Les cartels syndicaux cantonaux sont moins importants que les fédérations (groupement par profession) et, donc il s'ensuit que les minorités linguistiques sont sous-représentées.² Si le principe que les intérêts économiques font abstraction des différences linguistiques est valable, il n'existe aucun problème grave, bien que dans les comités d'experts nommés par le Conseil fédéral, les représentants alémaniques prédominent le plus souvent.³ Mais dans tous les autres domaines de la vie politique en Suisse, les minorités linguistiques sont compensées pour leur faiblesse numérique par une représentation plus que proportionnelle à leur juste part.

Il n'y a aucune fédération qui soit dominée par une minorité, ce qui veut dire que dans l'exécutif des fédérations et de l'U.S.S. la majorité des voix seront alémaniques. Le manque d'organisation romande vraiment autonome indique que la

1. L'organe de direction et de pouvoir de l'U.S.S.

2. Voir Meynaud, *op.cit.*, p. 23. Il ne donne pas la répartition de syndiqués de groupes linguistiques; mais nous estimons que la Fédération des ouvriers métallurgiques et horlogers est le plus puissant syndicat dominé par les Alémaniques.

3. Voir Rapport Meynaud sur la fonction publique en Suisse, pp. 48, 98.

minorité romande est satisfaite de la situation actuelle. En effet, il existe deux fédérations de syndicats confessionnels, une catholique avec 79,652 membres, et l'autre évangéliste avec 14,700 membres.¹ Toutefois, les divergences qui se sont produites dans l'U.S.S. sont de nature politique. L'U.S.S. est étroitement liée au parti socialiste suisse qui, comme nous l'avons constaté dans l'étude sur les partis politiques, connaît des divergences entre les sections romandes et alémaniques. Soulignons également que les syndicats indépendants recrutent surtout dans les régions où le parti socialiste est faible, i.e., les cantons catholiques.

Grâce à une période de prospérité générale, les demandes syndicales ont reçu, dans une large mesure, satisfaction. Le contrat collectif du travail étendu à toute une branche de l'industrie accorde aux ouvriers de la même industrie des conditions semblables de travail. Et les syndicats et le patronnat font l'éloge du système qui depuis 1937 assure une paix de travail et grâce auquel les ouvriers tirent des salaires directs supérieurs à tous les pays de l'Europe. Les syndicats suisses bourgeois ne revendiquent aucun bouleversement des rapports économiques en Suisse.

B2 - Union suisse des Arts et Métiers

Environ 130,000 Suisses font partie de cette association qui groupe les petits commerçants et les artisans, par métiers et par cantons. Du point de vue idéologique elle se place du

1. Meynaud, op.cit. pp. 44-45. L'U.S.S. a 437,006 membres.

côté patronnal, c'est-à-dire qu'elle ne collabore pas avec les syndicats ouvriers. Dans l'économie suisse, l'agriculture mise à part, c'est la branche la plus menacée, ce qui explique son attitude défensive.

Bien que fondée en 1880, ce ne fut qu'à partir de 1934 qu'elle s'efforça d'obtenir la protection de ses intérêts. Toutefois entre 1890 et 1910 l'U.S.A.M. était très protectionniste. Agissant de concert avec l'U.S.P. et une partie de l'industrie et du commerce, elle fit adopter un tarif douanier protectionniste.

La grande dépression frappa durement le petit commerce et l'artisanat. La pression de ce groupe aboutit à l'adoption d'une loi interdisant la concurrence déloyale. Ensuite, elle a initié des démarches qui parvinrent à introduire dans la Constitution les "articles économiques" de 1947. Ceux-ci donnent à la Confédération, non seulement le droit, mais presque l'obligation de venir en aide à une branche de l'industrie qui est tout simplement menacée. Par exemple l'U.S.A.M. fit passer une loi limitant le nombre de cafetiers. Sans se réclamer de l'étiquette corporative, une économie conçue à l'instar du programme de l'U.S.A.M. ressemblerait à une économie corporative.

Une description détaillée de l'U.S.A.M. ne serait d'aucun intérêt. Nous avons déjà mentionné qu'elle comprend une organisation verticale des fédérations d'une seule profession et horizontale - des sections cantonales de l'U.S.A.M. L'élément économique y prédomine; toutefois, les intérêts économiques étant mieux définis, la domination alémanique est moins évidente que



dans les autres associations. Chaque ville et chaque région possèdent son artisanat et son petit commerce; d'après l'U.S.A.M. leurs intérêts locaux coïncident avec l'intérêt national. En effet, à en croire l'U.S.A.M., la petite et moyenne bourgeoisie à laquelle appartiennent les membres de l'U.S.A.M., reflètent les valeurs typiques du citoyen suisse. Il est impératif de protéger cette classe de la population, autrement la Suisse risque de périr.

Signalons que 41 conseillers nationaux et 15 Conseillers des Etats font partie du club de l'artisanat de l'Assemblée fédérale, lequel s'est fait défenseur des intérêts du petit commerce et de l'artisanat.

B3 - L'Union Suisse des paysans

Les diverses associations agricoles (professionnelles et cantonales) se groupent dans l'Union suisse des paysans. Elle n'est pas un parti politique, mais trouve dans le parti paysan une voix strictement politique. Nous verrons plus loin que les autres partis bourgeois tendent également, dans la mesure du possible, à défendre les intérêts agricoles.

La classe agricole suisse constitue un élément privilégié de la société suisse. Economiquement, elle devrait disparaître, car les conditions économiques et géographiques de la Suisse ne prêtent pas à une agriculture rentable. Une pénurie de main-d'oeuvre dans l'industrie, une organisation agricole peu économique (sauf dans quelques domaines de l'exportation - fromage, etc.) enlèvent à la paysannerie sa raison d'être économique.

Les cyniques affirment que tout Suisse est paysan. Sortant de la bouche d'un étranger et de celles de beaucoup de Suisses,

ce qualificatif est péjoratif. Mais en réalité les Suisses voient dans leur origine paysanne, la raison d'être de leur bien-être actuel. Les traits paysans (économie, assiduité, industrie, bon sens, pragmatisme) sont censés être ceux du peuple suisse. Si ce fond, cette source du "caractère" suisse est en train de disparaître - l'exode rurale est très forte¹ - les demandes des paysans recevront plus facilement l'approbation du reste de la population suisse. Toute démarche en faveur des intérêts agricoles vise à préserver une classe paysanne, qui, économiquement, aurait dû disparaître il y a bien longtemps. Même pendant les deux guerres, l'agriculture suisse n'a réussi à fournir que la moitié des denrées (à des prix très élevés) dont la Suisse avait besoin. Actuellement, la politique agricole en vigueur revient très chère aux Suisses. Leur coût de vie est le plus élevé de l'Europe.

Lorsque le secteur agricole de l'économie suisse s'est organisé pour défendre et promouvoir ses intérêts dans les années '80, la population active suisse dans l'agriculture était alors de 38%.² Alors, comme maintenant, l'existence même de l'agriculture fut menacée.

L'organisation des intérêts agricoles est très complexe et nous nous bornerons à traiter de l'Union suisse des paysans

1. Environ 12% de la population active suisse était occupée dans l'agriculture en 1960. Ce pourcentage ne tient pas compte du fait que la plupart des exploitations agricoles sont familiales.

2. La Suisse, Ce qu'il faut en savoir, 1965, p. 45.

qui groupe toutes les sections et branches, selon une répartition verticale et horizontale. Elle fut fondée en 1880 et reçoit depuis lors une modeste subvention du Conseil fédéral.¹ Depuis lors l'U.S.P. a lutté avec succès pour une politique douanière plus protectionniste (dès le début de ce siècle) et une politique rigide de prix agricoles à l'intérieur du pays. Les paysans ont eu des années prospères: à savoir pendant les deux guerres mondiales, alors que maintenant la situation serait désespérée, sans le soutien fédéral. Il y a des branches de l'agriculture qui sont rentables, d'autres qui ne le sont pas. De même quelques branches produisent des surplus, mais la plupart des autres sont déficitaires. Il existe également des problèmes agricoles propres à la Suisse; je pense surtout à l'agriculture en montagne qui bénéficie, en plus des mesures générales, des subventions directes afin de freiner l'exode rurale des communes montagnardes. Les autres partis bourgeois sont très sympathiques envers les revendications paysannes pour des raisons sus-citées. Le club agricole à l'Assemblée fédérale se compose de la manière suivante:

Membres du Club Agricole de l'Assemblée Fédérale²

	<u>Conseil national</u>	<u>Conseil des Etats</u>	<u>Total des deux Conseils</u>
Radical	14	3	17
Catholique	18	14	32
Paysans, artisans et "bourgeois"	23	4	27
Libéral	1	1	2
Démocrate	2	1	3
Total	58	23	81

1. En 1898 l'U.S.P. dut modifier ses statuts pour "calmer diverses appréhensions de la Suisse romande" afin de toucher cette subvention. Meynaud, op.cit., p. 69.

2. Meynaud, op.cit., p. 94.

Signalons en conclusion à cette sous-section le fait suivant. D'après nos connaissances, c'est uniquement dans l'U.S.P. qu'une partie de la minorité romande n'a pas estimé que l'organisation défend suffisamment les intérêts romands. En 1961, une fédération romande de l'agriculture s'est constituée à l'instigation des paysans vaudois. Jusqu'à maintenant cette fédération n'a pas su faire entendre sa voix. Ceci serait dû peut-être au fait que le parti paysan n'a pas d'adeptes dans les cantons romands, et que le parti radical, qui représente les intérêts paysans surtout dans le canton de Vaud, ne représente l'agriculture qu'en deuxième lieu au niveau fédéral. Rappelons également que depuis 1929, le siège bernois au Conseil fédéral revient sans exception au parti paysan cantonal bernois.

Soulignons que les organisations faïtières de l'agriculture n'agissent pas seulement au niveau fédéral. Dans plusieurs cantons, l'agriculture demeure la clé de l'économie cantonale et qu'auprès des départements cantonaux de l'agriculture et dans les Grands Conseils, les cartels cantonaux exercent de fortes pressions avec une mesure de succès très appréciable. De plus, les cantons agricoles soutiennent les revendications paysannes auprès du Conseil fédéral.

Le sentiment que l'U.S.P. tient peu compte de l'agriculture romande est, d'après nous, peu fondé. Surtout dans le canton où le malaise est le plus évident, il est peu compréhensible, vu que les paysans vaudois jouissent d'un standard de vie comparable aux paysans bernois. A vrai dire la politique agricole actuelle tend plutôt à favoriser les "gros paysans" de la plaine aux dépens des paysans montagnards. Il ne faut pas non plus

oublier que le canton de Vaud est toujours le plus prêt des cantons romands à mettre en lumière les maladresses alémaniques.

B4 - L'Union Suisse de l'industrie et du commerce

Contrairement aux trois organisations précédentes, celle-ci représente la branche de l'économie suisse qui se trouve concentrée dans une partie de la Suisse alémanique.¹ Il importe de tenir compte des considérations linguistiques (la domination de l'économie suisse par une minorité alémanique) et également de l'opinion répandue que le Vorort (le secrétariat de U.S.I.C.) gouverne la Suisse.

L'U.S.I.C. date de 1880, et son Vorort touchait une modeste subvention jusqu'à il y a quelques années. Mais bien avant 1880, l'industrie et le commerce suisses s'étaient organisés afin de défendre leurs intérêts dans les grandes villes commerciales. Les plus anciennes organisations, les Chambres de Commerce, datent du 17ème siècle à Zurich, à Bâle et à Genève, pour en mentionner les plus importantes. Une étude économique ultérieure démontre comment la Suisse alémanique s'est développée bien avant la Suisse romande et que l'écart entre les deux régions linguistiques n'a pas cessé d'agrandir depuis lors.

L'U.S.I.C. représente l'industrie et le commerce suisses d'une manière verticale et horizontale. C'est-à-dire qu'elle groupe les différentes branches de l'industrie ainsi que les chambres de commerce cantonales dans une organisation de faite dont la tâche est de promouvoir auprès du Conseil fédéral les

1. Voir l'étude historique à la page 122-3.

intérêts de ces secteurs de l'économie, et en particulier l'exportation. Comme en Angleterre, mais contrairement aux Etats-Unis et au Canada, un groupement parallèle réunit les mêmes membres - l'Union centrale des associations patronales suisses. La raison d'être de celui-ci est purement économique. Nous traitons de l'U.C.A.P.S. dans la sous-section suivante.

Nous épargnerons au lecteur les détails de la structure de l'U.S.I.C., qui est trop complexe. Signalons que l'U.S.I.C. se fait l'avocat d'une large variété d'industries et de commerces dont les intérêts s'opposent souvent, par exemple entre industries exportatrices et celles qui approvisionnent le marché intérieur. Un secrétariat (Vorort), dont le siège se trouve à Zurich, assume la direction permanente de l'U.S.I.C. Jusqu'en 1934, les Vororts des plus importantes sections cantonales servaient de Vorort à l'U.S.I.C. pour des périodes annuelles. Il incombe au Vorort d'établir la position de l'U.S.I.C. tout en conciliant les divers intérêts représentés par l'U.S.I.C. Celle-ci ne prend position qu'en cas des grandes options politico-économiques, et seulement lorsqu'il y a accord complet entre les membres de l'U.S.I.C. Il va sans dire que les sections cantonales exercent aussi une pression très considérable auprès des gouvernements cantonaux.

Nous avons déjà fait allusion au rôle généralement attribué aux associations faitières. En tenant compte de l'U.S.I.C., nous allons décrire en quelques mots le fonctionnement du processus législatif en Suisse. L'U.S.I.C. est probablement la plus puissante des organisations économiques. Son pouvoir économique, et de là, probablement son pouvoir politique, ne

connaissent pas de pair dans la vie publique en Suisse. Nous ne nous aventurerons pas à affirmer que l'entente entre les groupes de pression sert à gouverner la Suisse. En tout cas nous savons que pendant toutes les étapes pré-parlementaires, le Conseil fédéral, et la bureaucratie fédérale (responsable de la rédaction des lois) les consultent soit par écrit, soit oralement, soit par les comités d'experts où tous les intéressés ont au moins une voix. Vu qu'au niveau parlementaire les minorités linguistiques ont une voix proportionnelle ou plus à leur importance numérique, il faut estimer quelle est l'étendue de l'échange de vues entre groupements intéressés, et si le consensus de leurs opinions donne la forme définitive à la législation. Si ce dernier cas est vrai, nous sommes amenés à conclure que la législation se caractérisera d'une empreinte alémanique, parce que l'état-major des associations économiques sont dominés par les Alémaniques, et que dans les comités d'experts, les experts de langue minoritaire ne sont que rarement les représentants des associations économiques. Pour en donner un seul exemple, le Vorort comprend neuf secrétaires dont un Romand. La situation est semblable à l'U.S.S., à l'U.S.P. et à l'U.S.A.M. Le gros de l'économie suisse se trouve concentré dans une partie de la Suisse alémanique, donc il s'ensuit que les Latins sont très mal représentés au sein des organisations faïtières, et surtout dans l'U.S.I.C. On n'y voit aucun cas de mauvaise volonté, ni de désir de domination par les Alémaniques. La structure et l'histoire économiques, ainsi que la démographie de la Suisse, en sont responsables.

B41 - L'Union centrale des Associations
patronales suisses

L'U.C.A.P.S. s'organise de la même manière que l'U.S.I.C. Bien qu'elle soit parallèle à l'U.S.I.C., et partage la même idéologie politique que celle-ci, l'U.C.A.P.S. existe pour d'autres raisons bien définies. Alors que l'U.S.I.C. est foncièrement de caractère politique, les associations patronales ont une raison d'être d'abord économique.

Le contrat collectif de travail se négocie entre les fédérations professionnelles de l'U.S.S. et les sections correspondantes de l'U.C.A.P.S. En 1937, la Fédération d'ouvriers sur métaux et horlogers et l'association patronale correspondante conclurent un contrat collectif applicable à toute l'industrie métallurgique et horlogère. A l'époque les deux côtés y voyaient une solution garantissant une paix de travail durable. Ils avaient raison alors, car le contrat collectif s'est répandu à toutes les branches de l'industrie, et en effet les rapports syndicaux - patronaux sont depuis lors presque idylliques.

Plusieurs facteurs ont contribué à la bonne entente qui dure depuis 29 ans. La prospérité en est peut-être l'essentiel, de même que le caractère bourgeois des syndicats et le manque d'engagement politique qui en résulte. Toutefois il ne faut jamais oublier les efforts déployés par l'Office fédéral de l'Industrie, Arts et Métier et Travail (O.F.I.A.M.T.), qui a souvent servi de conciliateur, mais jamais comme instance d'arbitration. Le système qui donne, dans les conditions actuelles, des résultats très satisfaisants rencontrerait plus d'obstacles dans une économie moins prospère. Signalons également

que le contrat collectif applicable à toute une branche de l'industrie convient très bien à l'économie suisse car celle-ci est très cartellisée et les conditions garanties aux travailleurs seront en fonction de celles supportables par l'industrie la moins rentable dans une branche donnée. En effet, il serait illusoire de vouloir faire appliquer un tel système dans une économie fortement concurrentielle.

B5 - Les mouvements coopératifs de consommation

Exception faite des coopératives agricoles de production qui sont nombreuses, la formule coopérative s'est vu appliquer presque exclusivement à la consommation. Nous nous bornerons à une discussion des deux plus importantes Fédérations de Coopératives, dont l'une est du type orthodoxe et l'autre qui constitue une anomalie suisse.

B51 - La Migros

En parlant du parti des indépendants dans l'étude politique, nous avons touché incidemment à la Migros. A ses débuts une société anonyme, son fondateur l'a transformée en société coopérative en 1935. D'après le principe traditionnel des "pionniers de Rochdale", elle n'est pas une coopérative. En effet, elle ne donne aucune ristourne et est très active politiquement, deux faits qui la mettent en contradiction avec la Coopérative traditionnelle.

Les détails de l'organisation Migros sont complexes; il suffit de constater que d'après son chiffre d'affaires, qui a passé de 600 à 1000 millions de 1962 à 1964, elle possède une part importante du marché suisse.¹

1. Annuaire statistique de la Suisse, 1962 et 1965.

Les méthodes de vente et de publicité, ainsi que le niveau de prix pratiqués par la Migros en ont fait l'objet d'attaques de tous les groupes de pression en Suisse. Les "intérêts" commerciaux ont reçu le soutien des autorités publiques dans leur lutte contre la Migros. Depuis bien longtemps, la plupart des journaux suisses refusent la publicité Migros, et celle-ci publie actuellement son propre journal qu'elle distribue gratuitement à tous les ménages suisses.

La Migros est importante parce qu'elle réunit un tiers des familles suisses qui y font leurs achats. Ces familles de langue et de religion différentes occupent en général les couches inférieures de la société suisse.

Soulignons également que la Migros n'est pas uniquement une entreprise commerciale. Nous avons déjà mentionné son activité politique qui s'effectue par le truchement du parti des indépendants. Dans le domaine du tourisme où la Migros a introduit le "Hotel-Plan" (vacances bon marché) et dans le domaine de l'Education des adultes (La Migros organise à très bas prix des cours de toutes sortes pour quiconque s'y intéresse), la Fédération Migros a grandement contribué à l'amélioration du sort des familles moins aisées en Suisse. Il est paradoxal que la Migros, à ses débuts et encore destinée à défendre l'entreprise privée, est devenue l'ennemie déclarée des intérêts privilégiés de la Suisse, et le défenseur du consommateur peu aisé.

B52 - L'Union suisse des sociétés coopératives
de consommation

De l'Angleterre, le mouvement coopératif s'est répandu à tous les pays de l'Europe, bien que les Français affirment que les premières coopératives débutèrent en France bien avant l'entreprise des pionniers de Rochdale. Ce qui nous intéresse c'est le fait qu'un nombre de coopératives se sont fédérées en Suisse en 1880. Le réseau de débouchés de l'Union des coopératives suisses couvre tout le territoire suisse. Cependant, leurs méthodes de vente et leur chiffre d'affaires ne s'approchent plus de ceux du Migros, une entreprise bien plus dynamique. En effet, les deux coopératives entrent en concurrence, mais alors que la Migros est inscrite sur la liste noire du commerce suisse, les Coopératives sont demeurées dans les normes de celui-ci, et n'ont pas vraiment contribué à améliorer le sort du consommateur.

B6 - Les autres associations économiques
ou professionnelles

Nous avons déjà parlé des associations économiques les plus puissantes. Il y en a beaucoup d'autres, qui ne tombent pas dans les catégories décrites ci-haut. Or, certaines de celles-ci, et en particulier les associations professionnelles sont importantes dans tous les pays. Il s'agit des associations des banquiers, des avocats, des experts comptables et des médecins. Dans la plupart des pays les groupements qui représentent ces professions détiennent une puissance politique qui dépasse leur véritable importance numérique. Il en est de même en Suisse. Toutes les professions sont organisées sur le plan fédéral; ce sont les organisations où les intérêts professionnels prévalent sur tous les autres. Dans chaque cas, les associations en question ont

réussi à garantir la protection à tous leurs membres. Dans le cas des médecins, par exemple, ils n'ont jamais ressenti la menace du "medicare", et le jour où on en parlera, il est probable que les médecins suisses pourront convaincre la population suisse des "dangers" de la médecine socialisée.

L'association des banquiers pour sa part, après plusieurs années de réussites - dans la lutte contre l'inflation, les banques avaient réussi à empêcher le Conseil fédéral de prendre des mesures trop étatistes - vient de subir un échec dont les conséquences sont difficiles à estimer. L'Assemblée fédérale vient de réviser la loi sur la Banque nationale suisse; cette révision accorde à la banque centrale le pouvoir de régler le crédit d'une manière efficace, ce qu'elle n'a pu faire jusqu'à maintenant.¹

B7 - Les aspects généraux de la structure linguistique de ces associations

Pour apprécier la structure linguistique de ces associations, il faut tenir compte de la structure économique que les dites associations sont censées refléter. L'équilibre linguistique ne peut être atteint que par des moyens artificiels; en effet il est impossible de trouver un équilibre des forces sociales car tout le pouvoir économique et politique - les deux qui pourraient se compenser - sont du côté alémanique. Dans un

1. La banque aura dorénavant plus de possibilités de se servir de l'"open market policy". De plus, elle pourra accroître les dépôts obligatoires des banques suisses auprès de la B.N.S.

système politique où les associations faitières participent très activement, autant sinon plus que les partis politiques, il importe de savoir comment les minorités linguistiques font entendre leurs revendications au sein des associations économiques. Or nous devons constater que les considérations économiques, ce qui veut dire le plus souvent les "vested interests" (droits acquis) d'une partie de la Suisse alémanique, deviennent la préoccupation principale de ces associations. Leurs sièges (à Berne, à Zurich ou à Bâle) et leurs Etats-majors à prépondérance alémanique imprègnent les associations économiques d'un caractère alémanique indélébile. Il s'ensuit que, si nous n'avons pas sur-estimé le poids des associations économiques dans l'élaboration de la législation, celle-ci se caractérisera par des traits alémaniques.

B71 - Quelques exemples d'interventions
réussies des associations volontaires

L'étude constitutionnelle illustre les diverses manières par lesquelles les entités non-politiques peuvent intervenir efficacement dans le domaine politique. Brièvement, voici les outils à disposition:

- a) l'initiative de révision constitutionnelle partielle;
- b) le référendum constitutionnel obligatoire;
- c) le référendum législatif facultatif;
- d) la consultation obligatoire des associations volontaires intéressées à un projet de législation donné.

Il va de soi que la dernière catégorie est la plus importante. Toutefois les trois autres outils ont permis aux associations volontaires d'apporter des modifications significatives à la structure économique et politique de la Suisse.

Nous discuterons de deux cas d'intervention ou de manque d'intervention où les associations volontaires ont joué un rôle prépondérant dans le processus politique en Suisse.

a) Le Contrat de travail collectif

Voici un cas d'une entente intervenue entre le travail et le capital afin d'éviter une intervention dirigiste. En 1937, la paix du travail fut réalisée dans l'industrie métallurgique, donnant ainsi un exemple à toute l'économie suisse. Cette solution de droit privé a suffi pour régulariser une situation relativement dangereuse.

b) Les articles économiques de la Constitution et le régime agricole

Les deux faits sont étroitement liés. Depuis bien longtemps l'agriculture suisse entreprend de nombreuses démarches, le plus souvent avec succès, pour améliorer et préserver la paysannerie suisse. Pendant la dépression le petit commerce et l'artisanat de leur part risquaient de sombrer. Pour faire voter de la législation destinée à protéger toute branche de l'économie menacée dans son existence, la pression réunie de l'Union suisse des Arts et des métiers et l'U.S.P. aboutit à l'adoption des articles économiques en 1947.¹ Pour quelle que raison que ce soit, la Confédération est libre d'intervenir pour assurer la survie d'une branche de l'économie. C'est surtout dans l'agriculture où les mesures de protection ont été prises, mais le petit commerce et l'artisanat bénéficient également de législation de caractère protectionniste.

1. Articles 31 à 32 quater de la Constitution suisse.

C - Les autres associations volontaires

La Commission s'intéresse non seulement aux associations volontaires de nature économique, mais aussi à celles dans les autres domaines de la vie publique, et en particulier à celles où l'histoire des relations entre les groupes linguistiques présente un parallèle avec des exemples canadiens.

Si l'on classe les associations volontaires selon une échelle intellectuelle, on repérera une certaine tendance à l'autonomie linguistique dans les associations volontaires au fur et à mesure qu'on montera cette échelle. En bas on trouve les associations économiques où les différences linguistiques ou religieuses ne peuvent, qu'avec difficulté, mettre à l'arrière-plan les propres intérêts économiques du groupe. Plus haut sur l'échelle se trouvent les organisations culturelles et académiques où l'on s'aperçoit des différences qui émanent du fait que les membres parlent des langues différentes. Au sommet de la pyramide on trouve les associations pour la défense d'une langue donnée. (Nous laissons de côté la multitude de sociétés musicales, sportives et autres - nous n'avons pas de matériel là-dessus et d'ailleurs elles ne seraient pas d'un grand intérêt). N'oublions pas les plus importantes sociétés patriotiques de la Suisse, vu que c'est dans celles-ci que les traits communs des Suisses prennent surtout les caractéristiques qui pourraient les séparer.

C1 - L'Union nationale des étudiants suisses

(Ce récit sera pauvre en renseignements détaillés, car nous n'en avons pas; en effet, l'auteur se basera sur ses expériences personnelles et sur quelques entretiens).

Chaque université et haute école suisse a son organisation estudiantine, l'appartenance à laquelle est imposée à tous les étudiants. Un étudiant peut également faire partie de l'U.N.E.S., et s'il le fait il bénéficie d'un nombre d'avantages matériels. (Voyages, etc.) Les dirigeants des Associations universitaires individuelles font partie d'office de l'U.N.E.S.

L'U.N.E.S. ne ressemble pas trop à l'U.N.E.F., laquelle est beaucoup plus vocifère et militante. Mais ceci ne veut pas dire que l'U.N.E.S. n'a pas un rôle à jouer en Suisse. D'abord, réaliser un programme concerté au plan fédéral est difficile, vu que les affaires universitaires sont cantonales. Chaque canton a sa propre politique universitaire, et suivant les cantons, celle-ci est plus ou moins libérale ou évoluée. Toutefois, depuis 1960, l'U.N.E.S., à l'instigation des universités romandes, (ceci est très important car il reflète une tendance typique dans les affaires publiques suisses) a vu adopter quelques sections de son programme qui lui étaient chères. Ce fut d'abord l'intercalation d'un article constitutionnel qui autorise dorénavant l'octroi de bourses estudiantines beaucoup plus substantielles. (Les détails ne sont pas importants, c'est surtout le fait que la pression estudiantine a réussi). Dans quelques cantons (Neuchâtel par exemple), les associations ont réussi ou réussiront incessamment à faire accepter les études universitaires gratuites.

C11 - Les tensions internes

On rapporte que les étudiants suisses sont parvenus à s'entendre sur leurs intérêts strictement professionnels à savoir: bourses d'études, logement, suppression des écolages, etc. Même dans les écoles alémaniques réactionnaires (Handelshochschule de St-Gall)

on est d'accord pour améliorer la situation matérielle de l'étudiant. C'est lorsque l'on passe à d'autres domaines que les divergences apparaissent. Celles-ci découlent du fait que tous les étudiants ne sont d'accord sur la signification de l'expression "Démocratisation des études". Pour l'étudiant allemand il s'agit de faciliter l'accès aux études supérieures de tous les Suisses quels que soient leurs moyens financiers. Pour l'étudiant romand, surtout celui des Universités de Genève, de Lausanne et de Neuchâtel, "la démocratisation" veut dire une voix plus importante aux étudiants dans les Conseils de l'Université. Ils entendent que le corps étudiantin doit être consulté par le Sénat, et que celui-ci ne doit rien entreprendre qui contrecarre à la volonté manifeste des étudiants et de leurs représentants.

Dans le domaine de la politique internationale, les étudiants suisses alémaniques s'objectent à ce que les étudiants suisses prennent position sur un problème international. Les Romands, par contre, comme c'est le cas en Suisse en général, optent pour un rôle politique international plus actif. Ce qui brouille les rapports dans l'U.N.E.S., c'est le fait que les sympathies romandes s'inclinent vers les régimes gauchistes, ce qui a provoqué un schisme à la réunion de l'U.N.E.S. en 1964. Alors les Romands affirmèrent qu'ils ne retourneraient pas à la prochaine conférence.

C2 - Les associations académiques

Par les associations académiques, j'entends les groupements de professeurs universitaires. Encore une fois, c'est la nature de la spécialité qui détermine les relations linguistiques entre

les membres. Lorsqu'il s'agit des sciences, du génie, du droit, etc. (toutes les disciplines qui sont hautement techniques) il n'existe aucun problème de co-existence linguistique. Toutefois, les disciplines qui exigent une bonne dose de raisonnement présentent un tout autre problème. Je fais allusion aux sciences sociales où la section romande demeure membre de l'Association suisse, mais consacre son plus grand intérêt aux colloques organisés par les pays francophones. La seule exception est la science politique pour les études suisses. (De toute manière la science politique et la sociologie politique ne sont qu'à leurs débuts).

C3 - Les associations linguistiques

Celles-ci sont nombreuses en Suisse, mais heureusement il n'y en a point qui ont pris une tournure nationaliste ou raciste. Celles qui représentent le français, l'italien et le rhéto-romanche défendent uniquement la langue. En effet, la menace de la germanisation est réelle, et les Latins sont constamment appelés à demeurer attentifs à l'infiltration de la langue allemande dans leur propre langue.

En Suisse alémanique une société (Deutschsprachverein) correspond aux sociétés latines sus-mentionnées. Il y a cependant une "Bubenbergggesellschaft" à Berne qui combat d'une manière militante l'influence des langues latines.¹ Cette société craint tout mouvement de frontière linguistique qui défavoriserait les Alémaniques.

1. Rapport Meynaud, p. 71 à 81.

C4 - Les associations patriotiques

En ce qui concerne ce genre d'association, le fait même de constater leur existence et qu'elles font appel à un très grand nombre de Suisses de toutes les langues et religions nous rassurent de l'existence d'un nombre d'idéaux communs. La Nouvelle Société Helvétique en est un exemple parmi d'autres. Ce sont ces sociétés qui répandent la mythologie suisse à son mieux. Ces sociétés, très nationalistes, affirment la volonté des Suisses de vivre ensemble; elles disent au monde que les peuples de langue et de religion différentes peuvent co-exister, et que l'entente finale est durable et de très grande valeur.

D - Les caractéristiques structurelles communes à la plupart des associations volontaires

Cette étude très superficielle nous permet quelques conclusions intéressantes. Pour éviter de nous répéter inutilement, nous n'avons pas décrit chaque association en détail (qu'elle soit économique ou autre) parce qu'elles se ressemblent toutes. Sauf pour les associations linguistiques, toutes les organisations décrites existent à l'échelle fédérale. Il n'y en a aucune (sous réserve des associations de défense de la langue) qui soit organisée uniquement dans une région linguistique ou pour des raisons linguistiques.

Ces associations sont caractérisées par certains traits qui expliquent le peu de désaccords qui se produisent entre les groupes linguistiques. Le plus important est le fait que toutes ces associations ont une raison d'être qui fait abstraction de différence linguistique.

La deuxième concerne la structure des diverses associations. Elles sont toutes des fédérations formées de sections cantonales. Souvent il existe un niveau intermédiaire dans la hiérarchie des associations; c'est une section romande. Il va de soi que c'est dans les unités cantonales que se poursuit la véritable vie des sociétés en question. Les diverses sections se rencontrent au niveau fédéral par le truchement des traits et des idées qui les unissent.

Toutefois aucune association volontaire ne possède de mécanisme qui puisse empêcher la formation d'une majorité alémanique. C'est surtout vrai dans les associations économiques où l'Alémanique sera toujours majoritaire.

D1 - L'emploi de langues au sein des associations volontaires¹

Dans aucune association, ne trouve-t-on de système de traduction simultanée. Tous les délégués sont censés savoir l'allemand et le français. Apparemment, les délégués tendent à parler le dialecte plutôt que le bon allemand, ce qui crée des problèmes pour bon nombre de Romands et d'Italiens.

Pour ce qui concerne les communications écrites on affirme que la territorialité est respectée, que toutes les associations font leurs publications en allemand et en français, et souvent en italien. Dans aucun cas les plaintes minoritaires n'auront comme cause les deux facteurs mentionnés ici. C'est uniquement dans les cas où le groupe latin sera mis en minorité qui peuvent provoquer des malaises.

1. Cette partie se base sur deux entretiens avec des professeurs romands qui ont fait partie de Commissions d'experts fédéraux. L'un de ceux-ci était pendant un nombre d'années secrétaire au Vorort de l'U.S.I.C.

E - Conclusion

Cette étude aurait été d'une plus grande utilité, si nous avions eu à notre disposition des sources plus adéquates. Nous nous excusons, car d'après mes connaissances, les associations volontaires n'ont pas encore fait l'objet d'études approfondies.

Toutefois nous pouvons tirer quelques enseignements de cette étude. D'abord la société suisse est très intégrée (économiquement jusqu'au point où la structure fédérale ne répond à aucun besoin). Dans les autres domaines, les intérêts professionnels, culturels ou sportifs semblent toujours prévaloir sur les différences linguistiques. L'idéologie politique et la raison d'être de la Suisse reçoivent le soutien de la masse du peuple suisse. Le seul endroit où il y a véritablement divergence de vues, c'est là où les concepts peuvent différer - je fais allusion surtout aux sciences sociales où le concept alémanique entre souvent en contradiction avec le concept latin, et également dans le concept du rôle mondial de la Suisse. C'est la preuve même que la culture latine peut survivre au sein d'une société hautement intégrée.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire statistique de la Suisse, Birkhäuser Verlag, Bâle, 1963

- Gruner, E. Die Wirtschaftsverbände in der Demokratie. Eugen Rentsch Verlag, Zurich et Stuttgart, 1956
- Hughes, C.J. The Parliament of Switzerland. Cassel, London, 1962
- Meynaud, J. Les organisations professionnelles en Suisse, Payot, Lausanne, 1961
- Meynaud, J. "Les organisations professionnelles et le pouvoir", Annuaire de l'association suisse de science politique, Lausanne, 1961, pp. 11-27
- Meynaud, J. Le problème des langues dans l'administration helvétique. Rapport soumis à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Div. 4, no. 3

LES PARTIS POLITIQUES ET LE COMPORTEMENT
POLITIQUE

Peter Welsh
Juillet 1966

A.	Introduction - Le caractère économique de la politique en Suisse	F201
	Le manque d'option politique	
B.	Description des partis politiques suisses	F204
B1	Le parti socialiste	F206
B2	Le parti radical	F210
B3	Le parti conservateur et chrétien social	F212
B4	Le parti paysan	F215
B5	Les autres partis	F217
	B51 Le parti libéral	F218
	B52 Le parti évangéliste et le parti démocratique	F220
	B53 Le parti des indépendants	F220
	B54 Le parti ouvrier populaire	F222
C	Le comportement politique (un manque de représentation linguistique)	F228
C1	Les élections au Conseil national	F232
C2	Les élections au Conseil des Etats	F235
C3	Les élections cantonales	F236
C4	Les élections au Conseil fédéral	F239
C5	Les résultats des votes populaires:	
	Les initiatives populaires	
	Les référendums législatifs et constitutionnels	F242
D	Conclusion	F245
E	Bibliographie	F247

A Introduction

A première vue, il est difficile de s'apercevoir d'une activité ou d'un intérêt politique en Suisse. Suivant qu'il s'agisse de politique fédérale, cantonale, communale ou référendaire, quel qu'en soit le niveau, le citoyen suisse semble s'intéresser peu ou pas du tout à la politique. Cette image superficielle est trompeuse. Une étude approfondie de la vie politique révèle moins une activité intense, mais plutôt que le pouvoir politique semble respecter la volonté populaire.

Dans un pays comme la Suisse de nombreuses divisions sociales sont possibles: linguistique, religieuse, économique, ainsi que celle provoquée par le fédéralisme. Il y en a d'autres, mais celles-ci sont les plus importantes. L'étude historique démontre que le facteur linguistique n'a jamais, à notre connaissance, provoqué de scissions politiques, c'est-à-dire que les divisions politiques s'alignent sur les trois autres facteurs.

Jusqu'il y a quelques années, et actuellement dans une moindre mesure, la minorité politique s'est constituée dans les cantons catholiques, i.e., où le parti conservateur et chrétien social est le plus fort. Or, les délégations de deux cantons romands sont constituées en majorité de représentants de ce parti à Berne. Laponce a décrit le système partitaire suisse comme étant intercommunal mixte si l'on considère le parti

catholique comme représentant d'une minorité religieuse.¹ Nous citons cette observation car elle illustre la nécessité imposée aux catholiques de s'organiser en face d'un gouvernement centralisateur et anti-clérical. Actuellement, la religion joue un moindre rôle, le parti catholique faisant partie du gouvernement de coalition.² Deux articles de la Constitution visent l'ordre des Jésuites, ainsi que l'établissement d'évêchés et de monastères.

La structure fédérale de la Suisse la répartit en 25 entités partiellement souveraines. La Constitution suisse devait protéger les droits des cantons contre l'empiètement de la Confédération. Or, tout mouvement vers le centre a été sanctionné par les partis politiques au niveau fédéral, et l'opposition, quand il y en a une, a émané lors des référendums, du peuple et des cantons.

-
1. Dans son volume Protection of Minorities, il fait état de plusieurs types de minorités, et des systèmes partitaires destinés à protéger celles-là. Ce sont les cas où une minorité linguistique, raciale, culturelle ou religieuse, pose ses revendications par l'entremise de son propre parti communal. D'après Laponce, le parti conservateur tend à représenter les intérêts catholiques, soit la préservation du contrôle catholique dans les cantons catholiques en luttant contre la centralisation. Laponce considère que: "When the great majority of electors in a given country - from 70 to 100 percent - vote for parties of their own community, the party system may be said to be communal, when all the main parties receive support from dominant groups and minorities, the party system is intercommunal; when strictly communal parties exist side by side with parties receiving support from dominant groups and from minorities as well, the system may be said to be mixed.
 2. Depuis 1959 il y a deux catholiques conservateurs dans le Conseil fédéral et de plus on projette d'abroger les articles religieux de la Constitution.

Il reste à décrire la représentation politique suisse de la perspective socio-économique. De tous les partis suisses, il n'y a que le parti catholique et chrétien social, et, dans une moindre mesure, le parti radical, qui reçoivent le soutien électoral de toutes les classes de la population. Pour le parti chrétien conservateur, il s'agit d'un soutien de caractère religieux, qui ne se manifeste que dans les cantons ou dans les régions catholiques.¹ Le parti radical, par contre, est un parti bourgeois nationaliste - centraliste qui se voit accorder le soutien des grandes affaires mais également d'une large partie du peuple, qu'il cherche à attirer en soutenant un certain nombre de mesures socialistes.² Tous les autres partis représentent des intérêts économiques bien définis. Nous concluons à la fin de cette étude que la politique en Suisse a subi la "Verwirtschaftlichung". Le caractère des partis politiques y a largement contribué.

Souvent nous avons souligné la stabilité presque idéale de la vie politique en Suisse. Cette stabilité apparente et, en fait réelle, est imputable à deux facteurs essentiels. D'abord, et surtout depuis que le parti socialiste est entré dans le gouvernement, il n'y a pas d'opposition forte et permanente dans le parlement suisse. Il en découle qu'il n'existe point d'option politique majeure, ce qui signifie que

1. LaPonce, op. cit., pp. 149-152.

2. Hughes, Parliament of Switzerland, pp. 22-23.

la grande majorité des partis défendent l'ordre socio-politique et économique actuel. Toutefois, chaque parti défend un intérêt économique déterminé, qui, le plus souvent, est en contradiction avec ceux des autres partis. Cette lutte pour le partage du gâteau économique finit par l'élaboration de compromis qui ne bouleversent en rien l'ordre socio-économique. Nous renvoyons le lecteur à la section C pour une description du partage du pouvoir politique en Suisse par les partis politiques ou du moins de cette partie qui ne revient pas aux associations économiques. Le peuple, de sa part, possède encore le vote populaire. Cependant, celui-ci peut être fortement orienté par les deux types d'organisation sus-mentionnés.

B La description des partis politiques suisses

Il y a un seul parti qui représente la Suisse dans sa diversité, un deuxième qui tente de représenter la classe prolétaire, et tous les autres représentent une religion ou un groupe d'intérêts économiques.

Les premiers partis bourgeois organisés au niveau national furent le parti radical (1894) et le parti conservateur (1894).¹ Même alors les liens, qui s'étaient établis entre certains députés à l'Assemblée fédérale, furent lâches. Actuellement,

1. Lachenal, Parti politique, p. 181. Un groupe conservateur s'était formé déjà en 1874.

tous les partis politiques, sauf ceux qui ne sont importants que dans quelques cantons, demeurent relativement décentralisés. Même le parti socialiste, le plus centralisé, laisse une voix importante aux fractions cantonales. Celui-ci est, en effet, le seul parti suisse où on trouve parfois des différences marquées entre les fractions romandes et alémaniques. Ces différences, provoquées par la politique de défense nationale, par exemple, découlent essentiellement du fait que l'aile romande est plus doctrinaire, et par là, plus dogmatique que le Vorort du parti, dominé par les Alémaniques, plus pragmatiques. Ceci nous amène à un fait essentiel, en ce qui concerne la représentation linguistique au parlement suisse. Le plus souvent les groupes parlementaires de chaque parti reçoivent des instructions en ce qui concerne leur vote. La majorité du groupe sera toujours alémanique, et par le même raisonnement la délégation au Conseil des Etats sera toujours dans la minorité. Le député doit voter avec son groupe ou s'abstenir.¹ Nous y reviendrons plus tard, mais il fallait mentionner cet aspect de la vie politique en Suisse avant d'entreprendre notre description de la structure des partis. Leurs structures fédéralistes pourraient tromper, si l'on ne tenait pas compte de l'activité des partis au niveau fédéral, et surtout du groupe parlementaire.

1. Ibid, pp. 114-123, p. 154.

Peu de partis sont véritablement démocratiques. En effet, leur organisation hiérarchique les rendent très oligarchiques en ce qui concerne le choix des candidats et l'adoption de politiques.¹ Mais c'est ici que la structure fédéraliste des partis fait ressortir ses avantages. Au niveau cantonal, par contre, les partis sont autonomes et plus démocratiques.

B1- Le parti socialiste suisse

C'est le seul parti suisse, représentant une proportion substantielle de la population suisse, dont l'idéologie provient de l'étranger. L'Association ouvrière internationale, étroitement liée au mouvement syndical, fut fondée en 1890. Ce mouvement fut fondé par les Grutliens et par des socialistes expulsés d'Allemagne. Ce fut surtout ceux-ci et les idées allemandes (notamment Lassalle) qui ont inspiré le socialisme suisse. En 1880, les syndicats s'en séparèrent pour se cantonner dans la lutte purement économique.² En 1890, le parti réussit à faire élire quelques députés mais ce ne fut qu'en 1919, lors de l'aboutissement de son initiative pour introduire la Proport³ qu'il conquist le quart des sièges du Conseil national, le quart qu'il contrôle encore de nos jours. En même temps il emporta des réussites aux niveaux local et cantonal. Il est intéressant de signaler

1. Ibid., pp. 75 et 5.

2. Ibid., p. 183.

3. Le scrutin proportionnel.

que le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale recommandèrent le rejet de l'initiative de 1918. (Egalement en 1900 et 1910, dans ce dernier vote les cantons acceptèrent, alors que le peuple rejeta la Proporz.) Pour finir, ce fut la coalition du peuple et des cantons catholiques et latins ainsi que le parti socialiste de la Suisse protestante qui imposèrent au parti radical la représentation proportionnelle. La majorité radicale au Conseil national disparut alors et le Conseil fédéral à son tour cessa, par la suite, d'être dominé par les radicaux.

Le parti s'est implanté d'abord à Genève et ensuite à Zurich, ville la plus industrialisée de la Suisse, et s'étendit progressivement à Berne, à Schaffhouse, à Bâle, et dans le Jura romand. Du point de vue idéologique, le parti suisse s'inspirait du parti allemand. L'exemple de Bernstein en Allemagne fut suivi du parti suisse en 1920; la grève générale de 1918 et les événements en Allemagne avaient fortement effrayé les esprits bourgeois suisses, ce qui facilita l'embourgeoisement et l'adoption d'un programme réformiste. Si le parti suisse voulait participer et être suivi en Suisse, il lui fallait se transformer et devenir réformiste. Depuis les années '20, le parti fait appel aux moyens démocratiques pour faire adapter une part de son programme. Entretemps, il a cessé d'être dogmatique et on lui reproche actuellement

son manque de direction. En Suisse romande on condamne sa complaisance pour avoir recherché et accepté deux sièges au Conseil fédéral. Le jour où le parti entra au gouvernement, l'opposition politique disparut en Suisse. Mais, ce n'est pas à moi de faire le procès au parti socialiste suisse; il ne fait que suivre la voie tracée par les autres partis socialistes de l'Europe.

Environ le quart des Suisses qui votent socialiste au niveau fédéral sont membres cotisants du parti suisse. Les partis socialistes cantonaux sont forts dans plusieurs Grands Conseils, à savoir: Berne, Zurich, Schaffhouse, Bâle et Neuchâtel où ils détiennent la majorité relative des sièges. Dans chacun de ces cantons, deux socialistes au moins participent au gouvernement. Ceci veut dire, qu'également dans les cantons ils ont accepté de supprimer l'opposition, ou plutôt qu'ils ont préféré collaborer avec le gouvernement, vu que dans tout canton où le parti était fort, il s'était formé un bloc bourgeois (radicaux, conservateurs, libéraux et tout autre parti sauf les populistes)¹ pour les combattre.

Le parti possède un Vorort ou comité central à Berne (depuis 1963, avant c'était à Zurich). L'Assemblée des délégués des partis cantonaux désigne les secrétaires à ce Vorort. Le Comité central comprend le leader du groupe parlementaire

1. Ibid., p. 188-191.



socialiste ainsi que les leaders des plus importants partis cantonaux. Ceux-ci, ainsi que le président du parti national, siègent souvent aux gouvernements cantonaux. Un représentant de l'Union syndicale, quoique celle-ci n'est pas étroitement liée au parti, fait partie du Comité central du parti.

C'est le Comité qui élabore la politique du parti, et la soumet à l'Assemblée des délégués qui se prononce sur elle. Normalement, la politique proposée sera acceptée, mais les Romands sont plus anti-militaristes et plus dogmatiques, ce qui donne lieu à des échanges de vues animés, et à des divergences. Signalons que c'est en Suisse romande que s'est constituée une nouvelle gauche composée de l'aile gauche du parti socialiste suisse.

Au niveau cantonal, les comités centraux des partis cantonaux élaborent et mettent en oeuvre leurs propres politiques. La structure du parti est hiérarchique et le comité cantonal tend à devenir tout puissant. Nous en parlons dans la section suivante, car le caractère oligarchique du parti s'accroît lors de la délégation de candidats aux élections communales, cantonales et fédérales. La Commission électorale, composée de membres du Comité central, propose des listes de candidats qui sont rarement contestées.¹

1. Ibid., p. 89.



Malgré le caractère centralisé du parti, et son ambition de représenter toutes les couches inférieures de la population suisse, le parti cantonal conserve un pouvoir étendu, même dans les affaires fédérales. Le parti subit depuis quelques années une baisse d'influence et de popularité. Son programme n'est plus radical, le parti s'est embourgeoisé et a accepté volontiers de participer au pouvoir.¹

B2- Le parti radical

Le parti radical de nos jours ressemble à celui du dernier siècle mais ne représente plus le même consensus général. Après 1874, il ne reçut plus la majorité des suffrages dans les élections, mais grâce au système électoral détenait une majorité au Conseil national ainsi qu'au Conseil fédéral. L'introduction de la Proporz, qu'il a farouchement combattue, lui a enlevé sa majorité au Conseil national. La formation du parti paysan, soutenu par d'anciens électeurs radicaux, contribua à réduire le pouvoir des radicaux. Actuellement le parti est classé comme centre droite ce qui ne veut pas dire que sa doctrine a changé. Entre 1848 et 1910, il réussit à réaliser tous les articles de son programme.

Le parti se contente de défendre le statu quo, lequel à ses yeux incarne la démocratie qu'est la Suisse. Toute institution politique suisse reflète l'empreinte du parti radical.²

1. Ziegler, Annuaire de l'Association suisse de science politique, 1963, pp. 100-101.

2. Hughes, op. cit., pp. 22-23.

Le parti radical est né dans différents cantons à partir de 1830. Ce fut le parti responsable de la "régénération".¹ Après la guerre du Sonderbund, les radicaux firent adopter dans tous les cantons conservateurs, des constitutions démocratiques. Les Constitutions fédérales de 1848, 1872 et 1874 ainsi que l'initiative de revision constitutionnelle partielle adoptée en 1891 sont radicales. Avec l'adoption du Code civil, la nationalisation des chemins de fer (le contrôle en avait été étranger) et la création d'une Banque nationale, l'oeuvre du parti fut achevée. A leur avis ils avaient créé une charpente politique plus que satisfaisante.

Chaque canton possède son propre parti radical. Le nom de celui-ci variera d'un canton à un autre, de même que les intérêts défendus dans un canton donné. A Zurich le parti s'identifie aux grandes affaires, à Vaud aux paysans, à Berne aux fonctionnaires. Chaque parti demeure indépendant au niveau cantonal. Le Comité central, composé d'une façon semblable à celui du parti socialiste, élabore la politique à suivre dans les affaires fédérales et dans les votations populaires. Le groupe parlementaire fédéral respecte, en général, les directives que lui donne le Comité central. Mais vu les divergences entre partis cantonaux, il est difficile d'élaborer une politique cohérente qui satisfasse à toutes les fractions.

1. Voit étude historique, pp. 45-50.

Donc, une politique globale ne se réalise que difficilement, surtout lorsque le parti défend le statu quo. Toute l'oeuvre centralisatrice du parti, la création des outils, qui ont permis et permettront une centralisation ultérieure, a été inspirée par de forts sentiments de nationalisme et d'anti-cléricalisme. Le parti cherchait à écraser l'Eglise, et surtout le contrôle ecclésiastique dans les cantons où le parti catholique détient le pouvoir. Pour ce faire il fallait dans la mesure du possible donner le pouvoir au gouvernement central fort et au peuple aux dépens des gouvernements cantonaux catholiques et latins anxieux de préserver leur religion et leur culture respectives.

B3- Le parti conservateur et chrétien social

L'appellation de ce parti est pleine de signification. D'abord on n'y voit pas de "catholique" et deuxièmement le titre indique l'existence de deux factions à l'intérieur du parti, deux factions qui tendent à se séparer au niveau cantonal. Ce parti en Suisse, ainsi que tous les partis chrétiens démocrates de l'Europe, doivent faire face au problème de la représentation de toutes les souches économiques dont les membres sont des catholiques pratiquants. Or il est souvent difficile de concilier les divers intérêts économiques.

Ce parti doit nous intéresser pour une autre raison. En effet, il cherche à obtenir le soutien des partis conservateurs de droite protestants, et notamment le parti libéral-démocrate. En abandonnant l'étiquette confessionnelle il espère attirer dans ses rangs, du moins en dehors des cantons catholiques, les adeptes des partis chrétiens de droite.

L'organisation du parti et ses liens avec l'Eglise sont complexes. Tous les partis politiques suisses favorisent la création d'associations apparentées dans lesquelles les vues politiques du parti en question prévaudront. Or, le parti catholique, avec l'aide intéressée de l'Eglise, a réussi à organiser complètement la vie des catholiques, du moins dans les cantons catholiques. L'évolution profonde de la doctrine sociale et économique de l'Eglise lui apporte actuellement une dose de socialisme modéré, ce qui ne manquera pas d'influer sur sa situation politique en Suisse.

Mais aussi longtemps que le parti sera associé avec le catholicisme, il demeurera le parti communal des populations catholiques. C'est le principal protagoniste des forces centralisatrices des partis radical et socialiste. Les cantons du Sonderbund furent tous catholiques. Les radicaux leur

imposèrent un édifice politique centralisé et anti-clérical. Pendant plus de cent ans, le parti s'est renfermé sur lui-même afin de défendre les droits des cantons, et de cette manière de garder une influence politique prépondérante dans les cantons catholiques.

Bien que la religion catholique fasse office de trait d'union entre les partis cantonaux, mais surtout entre les deux ailes du parti, le parti catholique est celui où on trouve la plus large gamme de différences proprement idéologiques. Cet état d'affaires ressort d'une étude des délibérations du Comité central et de l'Assemblée des délégués. Vu que toutes les factions, cantonales et idéologiques y sont représentées, il est souvent difficile de parvenir à l'adoption de politiques convenables à tout le monde. Quelques élections récentes, dont une au Conseil fédéral, ont illustré le manque d'accord entre les autorités supérieures du parti et les électeurs et membres du parti catholique. Le candidat officiel du parti n'a pas été élu, les votes allant sur le nom d'un autre candidat dont les vues politiques étaient moins conservatrices. En tout cas, il semble qu'à l'avenir, l'oligarchie qui contrôle le parti devra s'adapter en faisant plus de place aux idées gauchistes, telles que celles incarnées dans les derniers encycliques.

Il est intéressant de signaler que les catholiques ont souvent collaboré avec les socialistes contre les radicaux. Il n'y aurait pas actuellement deux catholiques et deux socialistes au Conseil fédéral, sans que les deux partis soient arrivés à un accord de principe après s'être fait des concessions mutuelles.

B4- Le parti des paysans, des bourgeois et des artisans

Ce parti est né lors des premières élections disputées au scrutin proportionnel en 1919. Il serait faux de dire que celui-ci a provoqué le schisme, mais il a certainement permis à ce groupe de participer plus fructueusement au parlement, ce qu'il n'avait pas fait par le passé au sein du parti radical.

C'est essentiellement un parti paysan qui est devenu le porte-parole de l'Union des paysans suisses au parlement et au gouvernement. Depuis 1929, le siège bernois au Conseil fédéral lui revient d'office. Entre 22 et 24 membres paysans, dont la majorité du canton de Berne, siègent au Conseil national. Ce n'est que des cantons de Berne, d'Argovie, de Soleure, de Bâle-Campagne, de Zurich et de Thurgovie que le parti reçoit son soutien.

L'organisation du parti ne nous intéresse pas trop, car c'est principalement le parti cantonal bernois qui en contrôle les activités et en définit la politique. Son premier souci est de défendre les intérêts paysans, et à ce chef, il a bien réussi.¹ Bien que le parti soit inconnu en Suisse latine,² ceci ne veut pas dire que c'est un parti spécifiquement alémanique. Sa raison d'être est économique et non pas linguistique. Dans les cantons protestants où le parti n'est pas fort, c'est le parti radical qui est censé promouvoir les intérêts de la paysannerie. Récemment une union paysanne romande s'est créée; l'explication en serait peut-être que le groupe de pression paysan (l'Union paysanne et le parti paysan, tous les deux dominés par les Alémaniques) et le parti radical n'entreprenaient rien en faveur des paysans romands.

Le parti demandera l'intervention en faveur des paysans et des artisans, mais refuse de soutenir les demandes d'aide provenant d'autres secteurs de l'économie. Par ce fait, il se trouve être l'allié de n'importe quel autre parti suivant les circonstances, et en particulier celui du parti catholique qui défend essentiellement les mêmes intérêts économiques dans les cantons catholiques.

-
1. On a élaboré un système de fixation de prix qui garantit au paysan un niveau de vie qui se compare favorablement à celui de l'ouvrier spécialisé.
 2. Il y a dans le canton de Vaud un parti paysan indépendant.

En effet le parti paysan jouit d'une importance politique hors de proportion avec son poids démographique et économique. N'oublions pas non plus que la majorité de la population suisse est sympathique aux revendications paysannes tout en reconnaissant le sacrifice financier que comporte l'acquiescement à ces demandes.

B5- Les autres partis

On dit que le scrutin proportionnel favorise la naissance des partis, ou un système multipartitaire. Or, certaines restrictions dans le règlement¹ du Conseil national ainsi que la nécessité de présenter des listes aux élections empêchent la naissance de partis tout à fait insignifiants. A l'Assemblée fédérale suisse on compte cinq partis qui forment une fraction assez nombreuse pour leur permettre d'être représentés dans les commissions parlementaires. Le parti communiste n'est pas reconnu car son nombre n'atteint pas la limite fixée par le Conseil, nombre qui est ajusté de temps à autre en fonction du nombre de communistes dans la chambre. Dans la section suivante nous discuterons du procédé

1. Le règlement du Conseil national, qui est du droit procédural applicable uniquement aux activités du Conseil national, fixe à cinq le nombre de membres d'un groupe parlementaire pour que ce groupe puisse exiger des sièges dans les commissions parlementaires. Ce chiffre peut être modifié de temps à autre par simple majorité afin d'empêcher au parti communiste de pouvoir revendiquer des sièges. Soulignons que d'autres règles défavorisent nettement les petits partis.

par lequel le règlement du Conseil national, établi par les grands partis, parvient à diminuer l'importance des partis mineurs dans le Conseil national.

B51- Le parti libéral démocrate

C'est l'un des plus anciens partis suisses. Fondé en 1830, le parti radical-libéral perdit son aile droite en 1832. Toutefois les libéraux travaillèrent étroitement avec les radicaux jusqu'en 1919, ne s'y opposant qu'en cas de mesures trop étatiques ou trop centralisatrices.¹

Comme le parti radical, il ne se constitua sur le plan national qu'en 1894. Actuellement, il demeure une force politique dans quatre cantons suisses, à savoir: Genève, Vaud, Neuchâtel et Bâle qui, sauf le premier, sont tous protestants. A vrai dire c'est le parti conservateur protestant, ce qui explique les ouvertures que lui fait le parti conservateur et chrétien social. Dans les cantons susmentionnés, il forme une fraction importante au Grand-Conseil et détient un nombre de sièges au gouvernement qui est plus que proportionnel à son soutien populaire. Il en va de même pour sa représentation à l'Assemblée fédérale. La moitié des délégations genevoises, vaudoises et neuchâteloises au Conseil des Etats est composée de membres libéraux.

1. Coddington, The Federal Government of Switzerland, pp. 114-115.

C'est-à-dire qu'ils ont trois membres alors qu'ils n'en ont que cinq au Conseil national. En comparaison, signalons que le parti socialiste dont environ 50 membres siègent au Conseil national n'a que quatre membres au Conseil des Etats. Il semble que les cantons envoient à Berne les hommes les plus conservateurs et les plus "distingués". Cette représentation superflue de la droite serait également due à la formation de blocs bourgeois et aux listes apparentées entre les libéraux et radicaux.

La doctrine des libéraux reste la plus fidèle aux idées libérales du dernier siècle. Les libéraux se sont attribués le rôle de défenseur des droits des cantons contre les tendances centralisatrices et étatistes des radicaux et des socialistes. En réalité le parti est foncièrement conservateur, et également patriotique, si l'on considère les intérêts des cantons comme étant l'expression du nationalisme suisse.

Soit dit en passant, que trois des journaux les plus respectés de la Suisse, et les plus lus à l'étranger sont la Gazette de Lausanne, le Journal de Genève et la Basler Nachrichten, tous trois affiliés au parti libéral. Bien que leurs tirages soient faibles, ils atteignent facilement l'élite suisse et sont les journaux les plus lus en dehors de leur endroit de publication ainsi qu'à l'étranger.¹

1. Hughes, op. cit., pp. 31-32.

B52- Le parti évangéliste et le parti démocratique

Nous parlons de ces deux partis dans le même paragraphe car ils sont tous les deux le résultat de scissions avec le parti radical, le premier de l'aile droite et le deuxième de l'aile gauche. Ils constituent une force dans les affaires politiques des cantons de Zurich, de Glaris, de Thurgovie et des Grisons.¹

Le parti démocratique, dont les idées se situent quelque part entre celles des radicaux et des socialistes, est surtout important à Glaris et dans les Grisons, et de moindre importance dans le canton de Zurich. Le parti évangéliste est populaire à Zurich, mais aussi dans le canton de Thurgovie. Du point de vue doctrinale, il ressemble beaucoup au parti conservateur, mais paradoxalement il est florissant dans ces régions où l'on peut constater de l'anti-cléricalisme - surtout dans le canton de Zurich, où les catholiques ne jouissent d'aucun droit en tant que groupe confessionnel.

B53- Le parti des indépendants ou la "Landesring"

Ce parti, comme les deux du paragraphe précédent, n'est fort que dans quelques cantons alémaniques. Mais ce n'est pas un parti communal, i.e., le représentant d'un groupe

1. Voir la table en fin d'étude pour la représentation des divers partis dans les diverses institutions politiques de la Suisse.

linguistique. Il est une force politique dans le canton de Zurich - où il est né - et dans le canton de Berne. Il ne jouit plus du soutien qui était le sien dès sa fondation jusqu'aux élections de 1959.

Il ne se signale par aucune idéologie ou doctrine, mais représente les intérêts d'un groupe de consommateurs bien spécifiques, i.e., ceux des couches économiques moyennes et inférieures de la population suisse. Il constitue une expérience politique intéressante et dès la démission des socialistes comme opposition officielle, les indépendants (actuellement environ 10 députés) sont l'unique groupe d'opposition (exception faite des communistes ostracisés par tous les partis) au Conseil national.

Le parti fut fondé par Duttweiler dans les années '30 pour favoriser le développement d'une entreprise commerciale qui menaçait de bouleverser les structures de la distribution commerciale en Suisse. On accuse souvent les Suisses de refuser de reconnaître leurs situations économiques véritable. En partant d'une chaîne de débouchées mobiles, la Migros, une S.A., devint une Coopérative; actuellement une famille suisse sur trois s'approvisionne dans le magasin Migros.¹ Il est facile de s'imaginer la réaction des cartels

1. 5 des 10 députés indépendants sont des employés de la Coopérative Migros. Hughes, op. cit., pp. 31.

commerciaux et des entreprises manufacturières, qui imposèrent alors et encore leur prix aux détaillants, devant une tentative de réduire substantiellement leurs marges bénéficiaires. Contre une lutte de propagande menée par les intérêts, avec le soutien tacite et souvent ouvert de tous les niveaux du gouvernement en Suisse, Dutti fonda un parti pour faciliter l'extension du système des coopératives. Il n'y a pas de doute que l'activité du Migros et du parti ont réussi, par des moyens politiques, à faire baisser substantiellement le coût de la vie en Suisse. Le parti s'est érigé en défenseur des intérêts des consommateurs. (Le prix de l'essence nous fournit un exemple d'une baisse de prix, qui ne se serait jamais produite, sans l'initiative de la Migros. En établissant des débouchés d'essence et en vendant à un prix 25% en dessous de celui du marché, le Migros en ne s'accaparant que de 5% du marché, obligea le trust des pétroles en Suisse de baisser leur prix d'environ 20%. En 15 ans, il semble que les entreprises de distribution d'essence tire un revenu satisfaisant de leurs affaires car ils n'ont pas augmenté leur prix depuis lors.)

B54- Le parti ouvrier et populaire

En d'autres mots, c'est le parti communiste de la Suisse. De ces trois membres au Conseil national deux sont de Genève et l'autre du canton de Vaud. Depuis la guerre, il y eut à intervalles un deuxième représentant de Vaud. (En 1947, il y eut 7 députés.)

Il semble que, depuis la première guerre ou plutôt depuis la grève générale de 1918, le parti socialiste s'étant embourgeoisé, le parti communiste a eu peu d'adeptes en Suisse alémanique. Il serait facile d'expliquer ce phénomène, les facteurs primordiaux étant l'écrasement de la grève, mais surtout les événements de Munich de 1920. L'expérience totalitaire nazie effraie encore les Suisses alémaniques. En Suisse romande par contre le parti demeure une force (une menace?) sauf dans les cantons catholiques. Deux gouvernements communaux à Neuchâtel sont contrôlés par les communistes.¹ Le Grand Conseil à Genève compte 18 communistes sur 100 sièges.

Le parti communiste suisse s'est adaptée aux réalités suisses depuis bien longtemps. Il fut interdit pendant la guerre,² l'arrêté d'interdiction étant pris en vertu des pleins pouvoirs. D'après les observateurs suisses, il suit les directives de Moscou; les membres du parti sont connus et la vie économique leur est rendue très difficile. Il y a quelques années, l'aile gauche du parti s'est séparée pour former un parti communiste à tendance chinoise.

1. La Chaux de fonds et Le Locle.

2. Lachenal, op. cit., p. 196.

C'est probablement l'existence d'un parti communiste, relativement fort en Suisse romande, qui contraint les partis socialistes romands à adopter des politiques plus radicales, à l'encontre du réformisme bourgeois du parti socialiste suisse. La révolution hongroise de sa part n'a aucunement contribué à réhausser le prestige des populistes. Il est notoire que les trois cantons romands sont plus démocratiques, qu'il s'agisse de mesures sociales, de suffrage féminin ou bien de démocratisation des études. Ici le parti communiste a permis aux socialistes de fonctionner davantage comme une opposition efficace. Les partis bourgeois ont dû emprunter aux programmes socialistes pour garder les suffrages du peuple de ces cantons.

Le caractère apparemment totalitaire du communisme, empêche qu'il ne devienne attirant en Suisse alémanique. Celle-ci a vu de trop près l'expérience nazie pour être tentée par une utopie communiste totalitaire dans ses débuts.¹

1. Avant d'étudier le comportement politique, nous avons cru bon d'insérer une table indiquant la répartition des sièges entre les divers partis au Conseil national.

TABLE I

Députations législatives en 1959 et 1963.¹

	C.C.S. ¹		Rad. ²		Soc. ³		Pays. ⁴		Ind. ⁵		Lib. ⁶		Evang. ⁷ Dem.		Comm. ⁸		Total	
	59	63	59	63	59	63	59	63	59	63	59	63	59	63	59	63	59	63
Zurich	4	5	5	6	9	10	5	5	5	5			4	4			32	35
Berne	2	2	6	6	12	12	11	11	2	2							33	33
Lucerne	5	5	4	3		1											9	9
Uri	-	-	1	1	-	-											1	1
Schwyz	2	2	-	-	1	1											3	3
Obwald	1	1	-	-													1	1
Nidwald	1	1	-	-													1	1
Glaris	-	-	1	1	1	1											2	2
Zoug	1	1	1	1	-												2	2
Fribourg	4	3	1	2	1	1	1										7	6
Soleure	2	2	3	3	2	2											7	7
Bâle-ville	1	1	2	2	3	3			1	1	1	1					8	8
Bâle- campagne	1	1	1	1	1	2	1	1									4	5
Schaffhouse	-	-	1	1	1	1											2	2
Appenzell Rh Ext	-	-	1	1	1	1											2	2
Appenzell Rh I	1	1	-	-													1	1

1. Parti conservateur et chrétien social

2. Parti radical

3. Socialiste

4. Paysans, bourgeois et artisans

5. Indépendants

6. Libéraux

7. Evangélistes et
démocrates

8. Communistes

1. Annuaire statistique de la Suisse, 1964, p. 535.

TABLE I (suite)

Députations législatives en 1959 et 1963.

	C.C.S.		Rad.		Soc.		Pays.		Ind.		Lib.		Evang. Dem.		Comm.		Total	
	59	63	59	63	59	63	59	63	59	63	59	63	59	63	59	63	59	63
St. Gall	6	6	4	4	2	2			1	1							13	13
Grisons	2	2	1	1	1								2	2			6	5
Argovie	3	3	3	3	4	4	2	2	1	1							13	13
Thurgovie	1	1	1	1	2	2	2	2									6	6
Tessin	3	3	3	3	1	1											7	7
Vaud	1	1	6	6	5	4	1	1			2	2			1	2	16	16
Valais	5	5	1	1	1	1											7	7
Neuchâ- tel	-	-	2	2	2	2					1	1					5	5
Genève	1	2	3	2	1	2					1	2			2	2	8	10
	47	48	51	51	51	53	23	22	10	10	5	6	6	6	3	4	196	200

Les Socialistes, les Communistes, les Libéraux et les catholiques ont profité de la redistribution des sièges de 1963.

Voici la répartition des sièges entre les partis depuis 1919 lorsque l'on adopta le scrutin proportionnel.

TABLE 2

1

Conseil national et Conseil des Etats, par fractions, depuis 1919

An- nées	Conservat. catholique	Radical démocrate	So- cialiste	Paysans artisans bourgeois	Indé- pendants	Libéral démocrat.	Démo- cratique et évangélique	Commu- niste	Sans fraction	Total
	C.n.*) C.E.*)	C.n.*) C.E.*)	C.n.*) C.E.*)	C.n.) C.E.)	C.n.) C.E.)	C.n.) C.E.)	C.n.) C.E.)	C.n.) C.E.)	C.n.) C.E.)	C.n.) C.E.)
1919	41	17	63	23	41	-	1	-	3	-
1922	44	17	58	23	43	1	1	-	5	-
1925	42	18	59	21	49	2	30	1	3	-
1928	46	18	58	20	50	-	31	3	-	-
1931	44	18	52	19	49	2	30	3	-	-
1935	42	19	48	15	50	3	21	3	-	-
1939	43	18	51	14	45	3	22	4	-	-
1943	43	19	47	12	56	5	23	4	-	-
1947	44	18	52	11	48	5	21	4	-	-
1951	48	18	51	12	49	4	23	3	-	-
1955	47	17	50	12	53	5	22	3	-	-
1959	47	17	51	13	51	4	23	3	-	-

1. Le nombre des sièges d'un parti ne correspond pas toujours à l'effectif de son groupe parlementaire.
 2. Parti du travail.

*) C.n. = Conseil national *) C.E. = Conseil des Etats

1. Ibid, p.535.

C Le comportement politique

Trois facteurs ressortent d'une étude peu scientifique du comportement politique en Suisse:

1. Il n'y a point de parti politique communal, i.e., qui représente les intérêts d'un groupe ethnique ou nationaliste.¹

2. L'Etat suisse est un état partitaire, i.e., où les groupes politiques gouvernent ou luttent pour gouverner et où en public il y a peu de discussion politique de la part des individus. Tout s'exprime par l'entremise d'un groupement.

3. La "Verwirtschaftlichung" de la politique suisse. Celle-ci est une administration économique où les options politiques se mesurent en termes de conflit entre groupes d'intérêts, sans soulever la question du bien-fondé du système socio-économique.

En ce qui concerne le premier point, il n'y eut jamais de conflits entre groupes linguistiques. Somme toute, les minorités reçoivent un traitement préférentiel qui compense très amplement le fait qu'elles sont minoritaires. La population suisse se partage suivant d'autres lignes sociales, ce qui renvoie à l'arrière-plan les différences linguistiques.

1. Laponce, op. cit., p. 148.

L'appellation "état partitaire"¹ dément l'image publiciste de la Suisse. Les partis politiques et les associations économiques sont relativement forts, bien que leur organisation paraisse lâche. La plupart de celles-ci sont oligarchiques aux échelons supérieurs et il est difficile pour l'individu de se faire entendre en dehors d'autres canaux que ceux-là. Le seul obstacle à un gouvernement des partis sans opposition est le référendum et les quelques restes de démocratie qui subsistent à l'intérieur des partis.

Le fait que la politique s'est économisée² diminue la nécessité d'une discussion ou d'options politiques bien définies. La grande majorité de la population accepte le statu quo et croit à l'amélioration de leur sort par l'entremise des institutions actuelles.

Nous allons parler généralement des manifestations du comportement politique en Suisse. Malgré l'état partitaire, le citoyen suisse (pas la citoyenne) peut voter pour les candidats dont les noms se trouvent sur les listes des partis, et il peut voter dans un référendum. Le citoyen, et y compris une majorité des membres des partis, n'a pas une voix prépondérante dans la désignation des candidats. En ce qui

1. Voir Lachenal, op.cit.

2. Gruner, Wirtschaftsverbände in der Demokratie.

concerne les référendums, seuls les partis politiques ou les groupes de pression possèdent l'organisation et les ressources financières nécessaires pour faire aboutir une initiative ou une demande de référendum.

Ces faits nous amènent au thème principal que je trouve être déterminant, lequel peut expliquer le manque de différends linguistiques et paradoxalement mettre en lumière une source de différends futurs. Chaque parti suisse est organisé sur le plan fédéral, mais tire sa force des partis cantonaux. Bien que le Comité central du parti se compose de leaders des partis cantonaux et de leaders du groupe parlementaire, il est possible et il arrive souvent que le Comité central impose ou tente d'imposer sa volonté à un groupe de délégués qui ne représente pas toujours toutes les nuances d'opinion du parti. Cet aspect du problème mis à part, abordons la question de la représentation des groupes linguistiques dans les partis. Dans les trois partis les plus importants, les minorités linguistiques ne se voient pas attribuer des voix supplémentaires. Certes les partis cantonaux restent maîtres pour la désignation des candidats, mais l'assemblée des délégués et le Comité central seront par la force des choses dominés par les Alémaniques. Le parti socialiste est le meilleur exemple où le groupe romand est souvent dissident parce que mis

en minorité. Nombreuses sont les votations où les partis socialistes romands n'ont pas donné de directives parce que s'ils avaient pu en donner une, elle aurait été contraire à celle des partis socialistes alémaniques.¹ Le canton de Berne illustre l'importance de la prédomination des groupes alémaniques. Chaque parti présente une liste qui attribue aux Jurassiens un nombre de sièges proportionnels à sa force numérique. Toutefois les résultats des élections ne donnent pas plus que trois des trente-trois sièges aux Jurassiens et il est concevable qu'aucun siège ne soit attribué aux Jurassiens.

Après avoir souligné l'importance du groupement alémanique aux échelons supérieurs des partis majeurs, il est un autre domaine où le parti devient tout-puissant. A partir de 1874, tous les membres de l'Assemblée fédérale d'une même tendance politique commencèrent à former des groupes.² Les partis cantonaux radicaux et catholiques étaient indépendants les uns des autres et il n'existait pas d'organisation centrale. Le parti fédéral est né du groupe parlementaire. Cependant, celui-ci est important sous un autre chef. Tout projet de loi, toute affaire qui fera l'objet d'un vote dans les deux conseils est discuté par les membres des deux conseils appartenant au même parti.

1. Cf. les deux votations récentes sur l'armement économique.

2. Lachenal, op. cit., p. 111 et 112.

Après préavis du Comité central du parti, le groupe parlementaire, où les Conseillers aux états et les Latins sont en minorité, décident du vote du groupe. Cette directive lie tous les membres; la seule manière de se dissocier de l'avis du parti est par abstention. La discipline de vote est relativement stricte et renforce considérablement les liens lâches qui unissent les partis cantonaux. En outre, le fait que l'ordre de vote est le même pour les deux conseils, réduit substantiellement la raison d'être du Conseil des Etats dont la tâche fut de freiner le Conseil national centralisateur et étatiste, en assumant la défense des droits des cantons ¹

Nous passerons maintenant au comportement des électeurs suisse. Nous allons tenter de repérer tous les facteurs qui peuvent indiquer qu'en exerçant ses droits politiques, le citoyen suisse se laisse influencer par des considérations linguistiques.

C1- Les élections au Conseil national

Voici une dizaine d'années qu'on entreprend des études sérieuses de comportement électoral en Suisse. Dans le passé, on s'était contenté de constater les différences entre les résultats dans les divers cantons par rapport

1. Ibid, p. 154.

aux élections précédentes. Vu que le résultat final d'une élection témoigne d'une stabilité remarquable, on ne s'est jamais trop préoccupé des changements de tendance à l'intérieur des électors cantonaux. Un interlocuteur qui s'occupe sérieusement des études politiques (un pionnier suisse dans la discipline) m'a informé qu'en dépit de la fidélité apparente des électeurs, les mêmes classes de personnes ne votent plus pour les mêmes partis qu'en 1919. En réponse à une question concernant un changement provoqué par le facteur linguistique, il trouvait qu'il n'y a pas eu de changement radical, car les quotes-parts des différents cantons sont restées sensiblement les mêmes.

Ce qui nous intéresse en Suisse, est la façon dont le vote se répartit entre les divers partis politiques dans les diverses régions linguistiques. La table qui suit montre clairement que le vote n'obéit aucunement aux préoccupations linguistiques, mais par contre les divisions linguistiques de la Suisse subsistent.

TABLE 3

Le nombre de socialistes ou communistes
dans les législations cantonales
et fédérales

	Grand Conseil		Conseil national			Conseil des Etats		
	Soci- alis- tes	Communistes	% des C.C.	Soc.	Comm.	% de la déléga- tion can- tonale	Soc.	Comm.
Zurich	50 ¹	2	29	9		28.1	1	
Berne	68		34	12		36.4		
Soleure	41		28.5	2		28.5	1	
Bâle-Ville	39 ¹	8	36.1	3		37.5	1	
Bâle- Campagne	26 ¹		32.5	1		25	1	
Schaffhouse	26 ¹		31.7	1		50		
St-Gall	31		16.0	2		15.4		
Argovie	64 ¹		32.0	4		30.8		
Thurgovie	27		21.8	2		53.3		
Vaud	46	10	26.5	5	1	39.5		
Neuchâtel	40 ¹	6	40	2		40		
Genève	18 ¹	14	32	1	2	37.5		

1. Soulignons que dans ces cantons les socialistes avec les communistes forment la pluralité. Le parti socialiste, bien que faisant partie du gouvernement dans ces cantons, ne domine aucun Conseil d'Etat.

Une étude du vote dans les cantons démontre que, sauf dans les cantons catholiques - ici même le développement économique commence à déployer ses effets dans le comportement des électeurs - (on n'est plus unanimement catholique conservateur) le vote est déterminé par le statut socio-économique des électeurs ainsi que par les idées et les intérêts que les partis politiques sont censés défendre. La seule tendance qu'on peut signaler est une propension plus intense à voter socialiste dans les régions industrialisées de la Suisse romande. Le parti socialiste n'a pas réussi à s'implanter en terre catholique; l'aile chrétienne sociale du parti conservateur cherche avec succès à attirer toutes les voix qui pourraient soutenir les Socialistes.

Soulignons que dans un seul des cantons multilingues - Berne - la représentation de la population ne correspond point aux forces respectives des groupes linguistiques.

C2- Les élections au Conseil des Etats

Dans quatre cantons, les Conseillers aux Etats sont nommés par le Grand Conseil. Quant aux 21 autres cantons, les élections se font au scrutin populaire. La législation cantonale stipule le mode d'élection et la durée du mandat. Dans les cantons où le Grand Conseil élit des membres, il sera toujours impossible qu'un socialiste ne soit désigné.

La seule exception à cette règle, c'est le canton de Zurich - dans les trois autres cantons un bloc bourgeois s'est constitué pour empêcher que le canton ait un représentant socialiste au Conseil des Etats.

Vu que la désignation des Conseillers aux Etats est une affaire cantonale, les considérations linguistiques ne peuvent entrer en ligne de compte que dans les cantons multilingues. Dans chacun de ceux-ci on garantit à la minorité linguistique, par une loi ou par tradition, un siège dans la Chambre haute. Toutefois le représentant de la minorité est élu par l'ensemble du canton, ce qui veut dire, par exemple, que les Jurassiens qui votent catholique sont représentés par un Radical. Dans les trois autres cantons multilingues, la structure politique est plus homogène et de telles anomalies ne se produisent point.

C3- Les élections cantonales

Il serait impossible et, franchement, inutile de décrire en profondeur le comportement politique au niveau cantonal. Deux choses peuvent nous intéresser à savoir: qu'est-ce qui se passe dans les cantons multilingues et est-il juste de dire que la gamme politique au niveau cantonal est plus large, et en particulier l'aile gauche est-elle plus représentée?

Quant au premier point, tous les cantons ont adopté un système de répartition des circonscriptions qui assure, dans les limites du possible, des circonscriptions homogènes du point de vue linguistique,¹ sinon du point de vue politique. Les groupes linguistiques d'un canton votent pour de différents partis, mais il est impossible de trouver un parti qui représente manifestement les intérêts d'un groupe linguistique. C'est-à-dire que les divisions politiques font abstraction des différences linguistiques bien que le facteur religieux puisse se distinguer dans certains cantons et notamment à Fribourg pour la minorité alémanique protestante qui vote pour l'un des partis protestants et dans le Jura où le parti conservateur et chrétien social récolte les voix françaises et catholiques.

Pour illustrer le gauchisme dans un nombre de cantons de la Suisse nous avons préparé une table qui désigne le nombre de socialistes ou communistes dans les législations cantonales et fédérales.²

Nous donnons l'état de la représentation en 1959. Au niveau fédéral l'élection de 1963 n'a pas apporté de changement radical, malgré la fixation du nombre de conseillers nationaux à 200. La vie politique cantonale est également gouvernée par la stabilité; donc les chiffres donnés reflètent probablement la réalité de 1966.

1. Voir l'étude sur les constitutions cantonales.

2. Voir table 3.

TABLE 4

Députations législatives cantonales, par partis I

Cantons	Date		Conservateurs catholiques		Radicaux		Libéraux		Paysans et bourgeois		Socialistes	
	Dernier scrutin	Avant-dernier scrutin	Dernier scrutin	Avant-dernier scrutin	dernier scrutin	Avant-dernier scrutin	Dernier scrutin	Avant-dernier scrutin	Dernier scrutin	Avant-dernier scrutin	Dernier scrutin	Avant-dernier scrutin
Zurich	1963	1959	23	24	32	33	.	.	34	35	50	49
Berne	1962	1958	11	12	39	37	.	.	78	78	68	68
Lucerne	1963	1959	89	90	63	62	.	.	.	.	13	13
Uri	1960	1956	41	41	10	10	.	.	.	.	3	3
Schwyz	1960	1956	57	59	29	28	.	.	.	.	15	18
Nidwald	1962	1958	36	39	22	19	.	.	.	.	1	1
Glarus	1962	1959	13	12	28	24	.	.	.	.	13	14
Zoug	1962	1958	43	41	26	22	.	.	.	.	8	11
Fribourg	1961	1956	73	77	33	30	.	.	12	15	12	9
Soleure	1961	1957	34	36	69	65	.	.	.	.	41	41
Bâle-Ville	1960	1956	20	19	25	21	21	14	.	5	39	41
Bâle-Campagne	1963	1959	11	11	24	25	.	.	7	8	26	24
Schaffhouse	1960	1956	7	7	20	19	.	.	22	18	26	30
Saint-Gall	1960	1957	92	89	59	60	.	.	.	.	31	32
Grisons	1963	1961	38	39	31	29	.	.	.	.	7	7
Argovie	1961	1957	47	50	41	39	.	.	28	29	64	66
Thurgovie	1962	1959	32	32	58	57	.	.	.	.	27	28
Ticino	1963	1959	22	23	28	29	.	.	1	2	10	10
Vaud	1962	1957	6	5	77	99	41	37	15	15	46	43
Valais	1961	1957	88	84	27	29	.	.	.	.	12	9
Neuchâtel	1961	1957	.	.	34	33	24	22	.	.	37	44
Genève	1961	1957	21	20	27	37	20	15	.	.	18	13

Démocrates		Indépendantes		Parti ouvrier		Parti populaire		Autres partis		Sièges en tout	
Dernier scrutin	Avant-dernier scrutin	Dernier scrutin	Avant-dernier scrutin	Dernier scrutin	Avant-dernier scrutin	Dernier scrutin	Avant-dernier scrutin	Dernier scrutin	Avant-dernier scrutin	Dernier scrutin	Avant-dernier scrutin
10	10	18	19	2	3	11	8	-	-	180	180
.	.	2	2	.	.	1	1	2	-	200	200
.	.	5	3	.	.	.	.	.	.	170	168
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	54	54
.	.	.	.	.	.	.	.	4	-	105	105
27	26	.	.	.	.	.	.	1	1	60	60
.	.	1	1	.	.	.	.	.	.	81	81
.	.	.	.	.	.	.	.	-	1	77	77
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	130	131
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	144	142
.	.	9	9	8	16	5	5	3	-	130	130
2	3	3	1	.	.	1	1	11	11	80	80
36	37	10	11	.	.	.	.	1	1	82	82
.	.	.	.	.	.	.	.	1	-	193	193
.	.	.	.	.	.	.	.	1	1	113	113
1	1	8	9	.	.	5	5	7	3	200	200
.	.	.	.	2	.	7	6	.	.	124	124
.	.	.	.	10	1	.	.	1	.	65	65
.	.	1	.	.	10	.	.	2	-	211	211
.	.	.	.	6	5	.	.	2	6	130	130
.	.	.	.	14	15	.	.	14	13	115	117
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	100	100

1. Dans les cantons d'Ormaiz, après 1871 et 1872, on ne peut pas faire une distinction d'après les partis.

C4- Les élections au Conseil fédéral

L'Assemblée fédérale élit les membres du Conseil fédéral individuellement pour des mandats de quatre ans. Mais la coutume en Suisse veut qu'une fois élu, le Conseiller fédéral garde sa charge indéfiniment. D'après les statistiques, il y a peu de cas de démission ou de non réélection pour des raisons politiques. Cependant, une étude approfondie des démissions prématurées (pour des raisons de santé,) révélerait presque certainement des divergences ou peut-être des erreurs politiques.¹ Car d'après la Constitution et la coutume suisse le vote de confiance ne peut se produire, et le Conseil fédéral soussigne toute politique collectivement. Mais en cas de disparition suspecte d'un Conseiller fédéral c'est toujours à propos d'une politique qu'il a "vendue" à ses collègues du gouvernement.

L'élection indirecte du gouvernement donne moins d'indépendance au Conseil fédéral qu'il n'en obtiendrait par une élection directe. Mais l'équilibre de représentation de toutes les régions de la Suisse, qu'incarne le Conseil fédéral, ne serait atteint que par chance lors d'une élection populaire. Ce système empêche également qu'un seul conseiller fédéral n'obtienne une popularité étendue dans tout le pays. Depuis 1848, seulement

1. Voir Hughes, op. cit., pp. 69-84.

quelques-uns des 150 conseillers fédéraux sont devenus des personnalités de marque. Mais leur renommée a été surtout due à leur longévité plutôt qu'à un talent politique remarquable.

Dans l'étude constitutionnelle¹ nous avons vu que l'on tente de répartir les membres selon les diverses régions, religions, et langues de la Suisse. Depuis 1959 les sièges se répartissent entre quatre partis politiques (deux aux radicaux, deux aux socialistes, deux aux conservateurs et un aux paysans), ce qui complique la procédure d'élection. Trouver l'homme compétent qui satisfasse aux quatre conditions est excessivement difficile; par conséquent ce n'est pas toujours le meilleur homme qui est élu.

Il semble que la procédure d'élection est la suivante: s'il y a un siège à repourvoir, celui-ci reviendra au parti du membre sortant. Le Comité central du parti recommande un candidat à l'Assemblée des délégués du parti, ainsi qu'au groupe parlementaire. Dès que choisi, il est entendu que tous les autres partis à l'Assemblée fédérale voteront pour le candidat officiel du parti. Il n'y a qu'un seul parti qui semble faire élire régulièrement son candidat officiel, soit les paysans qui sont concentrés dans le

1. Voir pp. 58-59.

canton de Berne où c'est le parti cantonal qui décide. Sauf à un ou deux intervalles le canton de Vaud a eù un représentant radical au Conseil fédéral. Comme pour les paysans, c'est le parti cantonal qui nomme le candidat, et celui-ci sera le plus souvent élu.

En ce qui concerne les cinq autres sièges, les partis auxquels reviennent ces sièges ne sont jamais bien déterminés. La discipline du vote n'est pas exigée de ceux qui sont dissidents avec le choix du candidat officiel. Deux élections récentes pourraient constituer le début d'une tendance de révolte contre la hiérarchie d'un parti qui tente d'imposer un candidat aux délégués.¹ (En 1959, Tschudi de Bâle, moins flamboyant et plus modéré politiquement, fut élu au lieu du candidat officiel Bringolf qui fut alors président du parti. En 1962, le parti conservateur présenta le candidat officiel Tenchio - un italophone - des Grisons, mais l'Assemblée lui a préféré Bonvin, moins conservateur. Celui-ci dut sa victoire surtout au soutien du contingent romand. Pour finir, après cinq tours de scrutin, il n'y avait que la délégation paysanne qui votait pour le candidat officiel.)

1. Voir A.S.S.P., 1963, Gruner, p. 63-66.

Donc le peuple ne semble avoir aucun mot à dire dans la nomination des conseillers fédéraux. Cependant, il est difficile de concevoir la constitution d'un Conseil fédéral plus représentatif par l'entremise du scrutin populaire. Soulignons que le parti socialiste, ainsi que la députation tessinoise, demande depuis longtemps une révision constitutionnelle qui porterait le nombre de conseillers fédéraux de sept à neuf. On invoque les trois raisons suivantes: il y aurait trois socialistes au gouvernement, il y aurait toujours un représentatif du Tessin. Troisièmement, si l'on met de côté toute considération partitair, le contrôle politique de neuf conseillers fédéraux serait plus efficace sur une bureaucratie qui est acutellement, par la force des choses, très puissante.

C5- Résultats des votes populaires: Les initiatives populaires, les référendums législatifs et constitutionnels

Soulignons que normalement l'Assemblée fédérale anticipe plus ou moins fidèlement la volonté du peuple et des cantons suisses. Mais, le peuple en tant qu'institution politique joue non seulement un rôle de frein, mais également depuis 1891 détient l'initiative en matière constitutionnelle. Deux¹ initiatives populaires importantes ont abouti: La Proporz qui transforma la vie politique en Suisse, et l'introduction du référendum facultatif en cas

1. Une troisième serait l'acceptation d'un contre-projet au lieu d'une initiative restreignant l'emploi de la clause d'urgence.

de conclusion de traités de plus de 15 ans ou de durée indéfinie. Cette dernière prendra de l'importance lorsque dans un avenir prochain se posera la question d'association avec le Marché commun. Toutes les autres initiatives populaires qui ont réussi n'ont été d'aucune ou de peu de conséquence politique.

Mais, quelques cas d'initiatives et de référendums ratés nous montrent un partage linguistique prononcé dans la population suisse. Il arrive assez souvent que la coalition des Latins et des catholiques remporte sur le bloc alémanique et protestant - ce fut le cas en 1918 lors de l'adoption de la Proporz. Mais il y eut trois défaites qui peuvent être caractérisées de scission linguistique. Je parle du référendum sur le Code pénal de 1942, et des deux initiatives concernant l'armement atomique de 1962 et 1963. (Celle de 1962 proposa l'interdiction absolue des armes atomiques sur le territoire suisse, alors que la deuxième voulait instituer le référendum obligatoire pour régler la question d'armement atomique, le jour où il s'agirait d'équiper l'armée suisse). Ces deux dernières reflétaient essentiellement l'attitude pacifiste de la Suisse romande protestante, mais également le désir profond de faire de la Suisse un facteur important dans la recherche d'une paix mondiale durable. En renonçant publiquement à l'armement atomique la Suisse aurait servi d'exemple au monde entier.

Dans le cas du Code pénal, l'opposition de la Suisse romande était compréhensible. Un droit pénal allemand est étranger à l'esprit latin, et l'avenir confirmera certes la sagesse de cette opposition. Il s'agissait en plus de la conservation d'une compétence cantonale.¹

Les deux autres défaites² provenaient essentiellement d'une propagande efficace des milieux militaristes et patriotiques de la Suisse alémanique. Ceux-ci traitaient de défaitistes et de communistes les deux initiatives, ce qui était plutôt une déformation de la vérité. Il s'agissait de deux conceptions fondamentalement opposées du rôle et de l'essence de la Suisse. D'une part la Suisse alémanique est plus nationaliste et renfermée sur elle-même mais également plus réaliste en ce qui concerne la situation mondiale. D'autre part les Romands envisagent la Suisse en tant que facteur contribuant à la conclusion d'une paix mondiale. La fondation de la Croix-rouge à Genève par les Genevois, l'entrée de la Suisse à la S.D.N., sous l'initiative d'un Latin (Motta) et les deux référendums qui partagèrent la Suisse après la guerre, l'attitude de la Suisse romande pendant les deux guerres, tout découle de cette conception qui veut faire de la Suisse une puissance médiatrice, la clé à une paix mondiale, si utopique que ça

1. Voir l'étude constitutionnelle.

2. Voir Eberhard, A.S.S.P., 1963, p. 72.

puisse paraître. Ces deux conceptions sont et demeurent le point de divergence entre les deux Suisses. Tout s'explique facilement par l'histoire et par l'influence de l'esprit latin humaniste et peu réaliste. Nous n'avons pas trouvé d'étude sur le référendum de 1918 où une coalition des cantons catholiques et latins rejetèrent un impôt fédéral direct. Les raisons étaient évidemment fédéralistes. L'Etat fédéral ne peut empiéter sur les affaires cantonales si les fonds lui manquent. En tout cas, la question fiscale subsiste de nos jours.

Soulignons que dans les cas sus-cités et également à tout référendum et à toute initiative émanant du peuple, le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale s'opposèrent;

dans tous les cas il s'agissait de l'assertion de la volonté populaire par opposition à celle du gouvernement et des hiérarchies des partis politiques. Tout acte de démocratie directe a renforcé, ou tenté de renforcer le pouvoir du peuple sur les pouvoirs constitués.

D. Conclusion

Tout ce qui est suisse est conservateur. Le comportement politique n'échappe pas à la règle. En étudiant de près les élections et la démocratie directe en Suisse, on a l'impression que rien ne bouge, et toutes les fois que

les modifications se produisent ce n'est qu'après réflexion mûrie. Depuis 1919, la représentation politique des partis aux divers niveaux gouvernementaux n'a guère changé. L'absence de politique globale, surtout au niveau fédéral, peut effrayer, mais en tenant compte de la diversité de la Suisse et des rapports fédéraux-cantonaux on est amené à conclure que ce pragmatisme extrême est la seule solution possible. Force est de reconnaître que le système fonctionne, et passablement bien. Quand il n'y a pas d'option politique, et en Suisse on n'en voit pas, il ne s'agit plus que de protéger sa part au gâteau économique. Les partis politiques, apparemment faibles, mais en réalité puissants et oligarchiques, ainsi que les associations économiques, s'efforcent d'adapter ou plutôt de préserver les structures actuelles de la Suisse, qui conviennent à leurs intérêts. Le compromis final semble convenir à tous les groupes, et la Suisse n'est pas un pays d'individus mais de groupes. Lorsque le peuple agit, ce n'est pas comme individus, mais en tant que groupe qui cherche à défendre ou à acquérir une position privilégiée.

La structure des groupes découpent les lignes linguistiques et ceci empêche la naissance de différends entre groupes linguistiques.

E. Bibliographie

- Brooks, R.C. Civic Training in Switzerland. University of Chicago Press, Chicago, 1930
- Codding, G.A. The Federal Government of Switzerland. Houghton Mifflin, Boston, 1965
- Eberhard, R. "Die Abstimmung über die Atominitiative", Annuaire de l'Association suisse de science politique, 1963, p. 72
- Gruner, E. "Bedeutungsvolle Wahlgänge im Jahre 1962", A.A.S.P., 1963, p. 63
- Hughes, C. The Federal Constitution of Switzerland, Clarendon Press, Oxford, 1954
- Lachenal, Le parti politique en droit public suisse. Bâle, 1944
- Laponce, J.A. The Protection of Minorities. University of California Press, Berkley, 1960
- Ziégler, J. "Le parti socialiste suisse", A.A.S.P., p. 100.

